



HAL
open science

Lucien Degras : témoignage

Lucien Degras

► **To cite this version:**

Lucien Degras. Lucien Degras : témoignage. Archorales : les métiers de la recherche, témoignages, 14, Editions INRA, 2010, Archorales, 978-2-7380-1286-9. hal-02811786

HAL Id: hal-02811786

<https://hal.inrae.fr/hal-02811786>

Submitted on 6 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Lucien Degras

Je vous remercie de me donner l'occasion de présenter de façon un peu synthétique un parcours qui a été fortement marqué par l'INRA, mais pas seulement, fort heureusement.

Je suis né, il y a déjà quatre-vingt-un ans à la Martinique et l'une des caractéristiques de mes origines, c'est que j'appartiens à une famille héritière... d'un passé agricole. C'est assez significatif que mon nom Degras, qui provient du vieux créole où il se dit *Dégras*, signifie "défrichement pour la préparation des jardins traditionnels". J'ai appris cela sur le tard lorsque je me suis intéressé aux jardins créoles. J'étais donc déjà "marqué" sans le savoir pour m'occuper de jardins créoles, mais ce n'est pas ce qui m'a vraiment intéressé dans ma jeunesse. J'étais plutôt un enfant de la mer parce que mon père était douanier et de ma petite enfance, je me rappelle avant tout que nous avons vécu un temps à la pointe sud de la Martinique, la Pointe des Salines, dans un poste de douane, isolé à l'époque. C'était dans les années 31 à 33. Et là, les jours sans classe, ce fut une existence de liberté, de découvertes et d'inventions enfantines merveilleuses, sur une plage infinie à l'échelle d'une marmaille, couchée, assise, se roulant à l'envi dans la mousse des vagues, où les mères apportaient le repas - quand on n'allait pas le chercher - servi dans un "kwi", c'est-à-dire une calbasse coupée en deux et qui flottait alors devant eux...

Que faisiez-vous alors ?

Je m'amusais. Je faisais toutes sortes de choses, mais je me rappelle surtout les modèles réduits de bateaux que je faisais avec mon frère... Je ne me souviens plus de tout... Tenez, oui, la grenaille de plomb en fusion, éblouissante, se mouplant dans le sable jaune pour les lests de quille de nos voiliers... les merles saoulés à la farine de manioc arrosée de rhum ! C'était absolument... magique... Et ces nasses miniatures, en grillage, avec les chutes des vraies fabriquées par les pêcheurs, dont l'une m'offrit un jour un poisson-perroquet bleu long comme mon bras ! C'était alors évident, tout naturel. C'est après que je me suis aperçu du bonheur auquel j'avais eu droit. Ce qui caractérise cette période aussi, c'était bien sûr l'isolement. Nous vivions très loin du monde. Il y avait sept kilomètres, de broussailles, prairies, marais, mangroves, plages, champs de canne... pour aller à l'école. Nous les faisons en partant à cinq heures du matin et à la nuit, quand c'était la saison des nuits longues. Et sur ce chemin, nous avons appris, notamment, à déjouer les pièges constitués par des troupeaux de bœufs qui traînaient par là, à écarter de coups de bâton dans les halliers les serpents endormis. Nous avons aussi à traverser, et c'est plus symbolique de cet univers, un chenal qui allait du lagon à une mare de l'arrière-mangrove et que l'on appelait chez nous un "marigot"... Il y avait toujours de l'eau, même à la saison sèche. Là, nous nous mettions nus mon grand frère et moi et je montais sur ses épaules - il avait deux ans et demi de plus que moi-. Il entra dans l'eau. Je portais sur ma tête les deux sacs d'écoliers et nos linges et il avançait dans le marigot jusqu'à un endroit où l'eau ne devait pas dépasser la ceinture, sinon nous devions rebrousser chemin. Nous refaisions alors une heure de marche pour rentrer à la maison. Mon père, qui nous avait instruits du parcours, attendait... et dans ce cas



Photo : ©INRA

précis, il nous emmenait à l'école en "gommier", le canot traditionnel légué par les Amérindiens des Caraïbes. C'était l'embarcation professionnelle des douaniers d'alors. Nous en avions pour une demi-heure et j'étais ainsi autorisé à tenir ma rame à six ans à peine pour aller à l'école !

Toutes les illustrations de cet entretien sont extraites des archives de Lucien Degras sauf mention particulière.

Pourquoi votre père ne vous emmenait-il pas tous les jours en gommier à l'école pour vous éviter cette longue marche ?

Parce que son activité professionnelle exigeait qu'il soit à son poste, sauf raison majeure. Ce n'était qu'en cas de nécessité qu'il nous conduisait à l'école. Moi, j'étais ravi évidemment que l'eau ait trop monté ! Quel chemin d'écolier ! Voilà un trait



Palétuviers d'une mangrove.



Grande anse des Salines.

de mon enfance qui est vraiment très, très original. Je pense qu'un film pourrait s'en inspirer qui mettrait en scène enfants, mers, plages et mangroves des Antilles, à l'instar du célèbre *Louisiana story* de Flaherty. Je suis donc né avec la mer, ses espaces devant moi. Il passait des navires, des trois-mâts parfois. Il y avait des naufrages... Une partie de ma vie passée là, peu d'années mais intensément vécues, et qui m'a appris énormément du monde, alors que nous en étions très isolés. Voilà un élément important de ma formation enfantine.

Cet isolement n'a-t-il pas été prétexte à manquer l'école ?

Non, parce que mon père était un "fanatique", je dirais, de l'enseignement, de l'instruction. Pour lui, tous ses enfants devaient avoir le maximum d'instruction pour devenir "autre chose". Mais dans son ambition était exclu que nous soyons prêtre... un "labé" comme on dit en langue créole. Voyez-vous, c'était comme une obsession, car il le répétait souvent : il était anticlérical, à fond, bien que croyant et s'arrêtant sur son chemin le matin à l'église pour prier Sainte Thérèse, lorsqu'il était douanier à Fort-de-France. Il fallait que nous devenions "quelqu'un", si possible "de la haute", comme il disait. L'école, c'était pour lui l'escalier pour sortir de sa condition, très modeste, parce que s'il était fonctionnaire -ce qui était déjà beaucoup à l'époque- ce n'était que du cadre local, réservé aux colonisés. Pour donner une échelle de niveau, si je me souviens bien, le salaire de mon père correspondait au sixième de la bourse que j'ai eue de la colonie, en 1945, pour aller étudier à Montpellier !

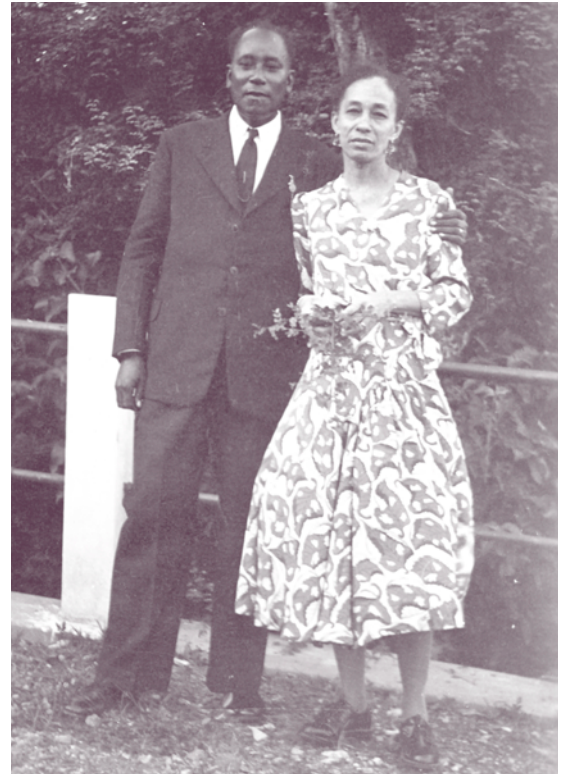
Avec ce salaire, combien de personnes votre père faisait-il vivre ?

Nous étions trois enfants, avec une mère qui n'était pas la mienne, puisque celle-ci est morte quand j'étais âgé de dix-huit mois. J'ai été élevé par cette sainte qui était ma belle-mère, et je n'aurais jamais su, si on ne me l'avait pas dit, que ce n'était pas ma mère. Elle a eu un enfant de mon père et je n'ai jamais vu de différence entre nous. Ces deux personnes, elle et mon père, m'ont élevé d'une façon absolument remarquable, avec une grande rigueur, sans la tendresse que certains peuvent avoir eue de leurs parents. On ne se caressait pas. On ne disait pas grand-chose de nos émotions. C'était une réserve, disons, un peu paysanne, un peu bourru, où l'on ne laissait pas paraître les sentiments. Mon père, lui, c'était, entre autres comportements, la rigueur vis-à-vis de l'école. Il y avait des tarifs de sanction pour les notes. En dessous d'une certaine note, c'était la claque. Il était féroce de ce point de vue. Il voulait que ses enfants réussissent. Mais, fort heureusement, je crois que nous étions un peu doués...

Vos frères aussi ?

Oui, Denis, mon aîné, surtout. Frantz, le benjamin, un peu moins, peut-être, si l'on en juge par nos performances scolaires à Fort-de-France. Mon père y avait été muté en 1934, et nous habitions dans une impasse qui butait au pied du morne¹ du Calvaire. Denis a été un très brillant chercheur au CNRS, chef de service au CEA, à Saclay, président de la Société française du vide jusqu'à sa mort prématurée, d'un cancer du

Mon père Henry Degras et Léonie Degras, sa seconde épouse qui m'a élevé.



poumon. Denis Degras aura été l'une des autorités de la physique des plasmas à son époque. Il n'a pas eu le temps d'exprimer tout ce qu'il promettait. Revenons, à son sujet, à une deuxième partie de mon enfance, plus exactement, de mon adolescence. Denis a été un remarquable élève d'Aimé Césaire ; il passa la même année les baccalauréats de sciences et de philosophie. C'est ainsi, qu'à travers lui m'atteignit très tôt l'aura du poète et du penseur de la négritude. Mais en 1944, il partait avec les premiers étudiants quittant les Antilles, vers l'Afrique du Nord, libérée du vichysme l'année précédente comme la Martinique. Pour avoir vite été nourri par Denis des ouvrages d'écrivains négro-américains, de Breton, Dali, Miro, sur Dada... que lui prêtait Aimé Césaire, je n'ai pourtant pas été assis devant celui-ci au lycée. C'est seulement en 1944-45 qu'une vie littéraire commençait vraiment à s'inventer à la Martinique. Un acteur essentiel que l'on disait être un maître à penser en politique d'Aimé Césaire, René Ménéil², après avoir été mon professeur de français, l'était alors de philosophie. La revue d'Aimé Césaire, *Tropiques*, a été interdite par le gouvernement vichyssois en 1943. Avec des élèves du lycée, dont j'étais, ainsi que Edouard Glissant³, d'un an plus âgé que moi, nous avons créé une revue prétendant, naïvement, suppléer à *Tropiques* ! La revue *Caravelle*, où je poétisais à ma façon, a fait que je figure dans une anthologie de la poésie antillaise !⁴. Voyez-vous, voilà qui est tout à fait différent de ma carrière scientifique ! J'étais prédestiné par mes professeurs, à faire de la philosophie... Pour illustrer cette période, je me souviens d'un épisode qui me paraît un peu cocasse avec le recul, mais qui témoigne des espoirs que René Ménéil fondait sur moi. J'avais eu l'imprudence de lui demander : *Monsieur, c'est quoi la poésie ?* et il m'avait répondu, impassible, de sa voix unie : *Monsieur De-gras, la pro-chai-ne fois, vous me di-rez ce que c'est. Vous avez quin-ze jours.* Pris au piège, ayant brassé héroïquement ce que l'on m'avait passé des surréalistes avec les Rimbaud et autres maudits de la Bibliothèque Schoelcher, arri-

¹ "Morne" signifie, aux Antilles, colline, montagne, piton... donc un relief terrestre. Ce mot viendrait d'un terme espagnol.

² René Ménéil (1907-2004), Martiniquais, est l'un des initiateurs, avec "Légitime défense" (1932), du mouvement antillais et africain qui s'épanouira avec le concept de la négritude, formulé par Aimé Césaire (1935), développé avec les auteurs des revues *Tropiques* et *Présence Africaine*. Professeur de philosophie, cofondateur du Parti Communiste martiniquais, auteur, notamment, de *Tracées : identité, négritude, esthétique aux Antilles* (1992) et *Antilles déjà jadis* (1999), il avait une gestuelle minimaliste en parlant, prétendant avoir "tué la marionnette", à l'instar de ce Monsieur Teste, de Paul Valéry, dont il m'avait fait lire le texte.

³ Edouard Glissant est devenu l'écrivain martiniquais le plus connu aujourd'hui, après Aimé Césaire, avec *La Lézarde* (Prix Renaudot 1958), ses théories de l'identité relation, l'identité "rhizome" (1989), de la créolisation planétaire et avec son Institut du Tout-Monde (2007), notamment. Il est, actuellement, "distinguished professor" à la City University of New York.

⁴ *Littérature Antillaise* (Poésie), Jack Corzani, Encyclopédie antillaise, T. I, Éditions Désormeaux, Fort-de-France, 1971, pp. 198 - 200.

vé au jour dit devant René Ménénil, je l'entends dire, scandant toujours : *Messieurs nous descendons écouter monsieur Degras avec la classe de monsieur Césaire*. Et me voilà, à 17 ans, pérorant devant l'auteur du *Cahier d'un Retour au Pays Natal*⁵, celui qui nous avait introduits à Picasso, à Braque, au surréalisme... ! Aimé Césaire a été très indulgent, je me souviens. Quand j'ai eu terminé proclamant : *Tous les poètes ont une fêlure, c'est par là qu'entre le génie* ! il m'a dit : *Vous avez tout compris ! ...* Je n'en suis pas encore revenu...

Vous nous avez parlé de votre frère aîné devenu chercheur au CNRS. Qu'est devenu votre plus jeune frère ?

Il a été enseignant à Paris. Il est arrivé beaucoup plus tard en métropole. Il n'a pas été à l'université. Il a eu énormément de problèmes personnels dans sa vie, divers déboires, des ennuis de santé... Mon frère aîné est mort en 1980 d'un cancer et deux semaines après, mon jeune frère s'est tué dans un accident de voiture. J'ai donc perdu mes deux frères en 1980 et je suis le seul survivant de cette famille...

Vous avez fait une carrière scientifique, bien qu'attiré par la philosophie et la poésie lorsque vous étiez jeune. Auriez-vous pu choisir une carrière littéraire ?

J'étais destiné, pour mes professeurs, à une carrière littéraire. Même si mon père, dans sa phobie de la prêtrise, avait énergiquement insisté pour que j'entre en sixième dans la section sans latin... ce qu'une professeure se crût le devoir de compenser par des cours gratuits entre le bac et mon départ !

Vos chemins d'écolier vous ont-ils sensibilisé aux sciences naturelles ?

Absolument. Je me souviens que tout petit, je passais des heures couché par terre à suivre le chemin d'une chenille ou d'une fourmi et beaucoup de personnes s'en étonnaient. Le sens de l'observation, je l'ai eu tout jeune. Je possédais déjà l'intuition qu'il y avait des choses à voir dans les végétaux. Je cherchais des lames de rasoir pour couper les plantes et voir dedans comment elles étaient faites. Je faisais de la vivisection en prenant des petits lézards que j'incisais pour voir l'intérieur et je les recousais après. Rendez-vous compte ! À 12 ans, je jouais déjà au chirurgien... J'étais profondément intéressé par la biologie et j'avais cette autre aspiration, la littérature, pour laquelle j'avais une inclination considérable qui provenait, d'une part, de mon père -il avait versifié fut un temps- et d'autre part, de l'équipe littéraire que j'ai connue au lycée. J'étais destiné à la philosophie, mais on ne donnait pas de bourse de philosophie. Il me fallait une allocation pour mes études et j'ai dû solliciter une bourse de sciences naturelles où j'avais été également un très bon élève. Je suis donc arrivé avec ce viatique à l'université de Montpellier, mais, suivant les injonctions de mes professeurs, par curiosité je suis allé au cours de philosophie.

Après le baccalauréat, vous avez donc poursuivi vos études à l'université de Montpellier ?

Oui, j'arrive à l'université de Montpellier en 1945. La guerre vient juste de se terminer et j'ai voyagé sur le premier bateau



qui a emmené des étudiants en France métropolitaine. Cela a été un voyage très long, plein de péripéties... Mon ambition était de devenir professeur, enseignant. Je n'envisageais pas la recherche.

Était-ce la première fois que vous alliez en métropole ?

Ah oui, bien sûr et cela a été une découverte ! Mais j'étais un grand lecteur et j'avais, heureusement, je m'en suis rendu compte après, une très grande mémoire. Je lisais énormément. Mon principal domaine de lecture, c'était le dictionnaire Larousse qu'il y avait à la maison. Le Petit Larousse, je le savais presque par cœur, à force de le lire et de le relire, car il n'y avait pas beaucoup de livres chez nous. Les livres, c'étaient ceux que je gagnais aux distributions des prix et que je relisais quinze fois dans l'année... J'avais donc déjà des connaissances et j'ai été très fier, quand j'ai appris que j'allais à Montpellier, de pouvoir sortir de ma collection de photographies, qui était considérable, "La Comédie", la place centrale de Montpellier. Je savais où j'allais. Quand je suis arrivé à Montpellier, j'ai reconnu les choses que j'avais vues en photographie. Mais j'ignorais tout de ce qu'était concrètement la vie en métropole. J'ai donc découvert la réalité à ce moment-là.

Comment vous étiez-vous constitué cette collection de photographies ?

J'avais trois sources principales. La première, c'était les journaux locaux et des emballages en tout genre des objets venus d'ailleurs, et dont on enveloppait aussi les courses qu'on ramenait à la maison. La seconde, c'était les chutes des journaux de France qui tenaient lieu de papier à tapisser chez de vieilles personnes. La troisième, c'était des numéros de revues, *Les Annales*, *L'Illustration*, *Le Monde Colonial*... Une tante, professeur à la retraite du lycée de filles -le Pensionnat colonial-, nous en faisait don après notre visite rituelle au sortir de la messe...

⁵ Le *Cahier d'un retour au pays natal* (1939) est l'œuvre phare d'Aimé Césaire. Sa résonance poétique et au sens le plus large, culturelle (la "Négritude" y a ses racines majeures), est devenue mondiale et se poursuit.

Avant de parler de vos études en métropole, quels souvenirs avez-vous gardés de la guerre 39-45 aux Antilles ?

En Martinique, nous avons beaucoup souffert de cette guerre, parce que, tout d'abord, j'appartenais à une couche de la population qui n'était pas riche. À la maison, tout était compté et la guerre a entraîné évidemment une période de privations avec l'arrêt des importations. La Martinique, dont l'alimentation dépendait déjà fortement des importations, mais moins qu'aujourd'hui bien sûr, a manqué de pas mal de choses. Et il y a eu une période assez particulière de plusieurs mois de blocus complet par la flotte américaine ⁶, pour tenter de faire tomber le régime vichyssois qui était installé en Martinique, et dont le représentant local était l'Amiral Robert. Nous avons connu le manque de nourriture. Je me souviens encore d'un jour où ma mère me donnait un quignon de quelque chose qui ressemblait à du pain, peut-être du pain de maïs. Je suis revenu à la maison avec ce bout de pain trop dur et la pauvre a fondu en larmes en disant : *Les enfants vont mourir !* ... Nous faisons la queue le matin à partir de 4 heures pour avoir droit à une tranche de peau de bœuf de 10 centimètres sur 20 qui tenait lieu de viande. Nous avons mangé durant tout un mois, matin, midi et quelquefois le soir, des bananes vertes, cuites dans de l'eau de mer. Il n'y avait pas de sel. Cette période a été physiquement et physiologiquement très dure et je ne pesais pas lourd. Nous avons beaucoup souffert car nous n'avions pas beaucoup de contact avec la campagne pour nous approvisionner. Les déplacements étaient très difficiles. Il nous fallait une demi-journée pour aller de Fort-de-France au Sud, au Marin, chez mon grand-père.

Pourtant vous avez dit précédemment que votre famille était de milieu agricole. Même si votre père était douanier, aviez-vous quand même des oncles ou des cousins dans le milieu agricole ?

J'ai connu le milieu agricole par mon grand-père paternel et mes oncles ou tantes de sa lignée, parce que j'allais passer mes grandes vacances sur sa petite exploitation. Je ne réalisais pas tout à fait, à l'époque, ce qu'était ce milieu agricole où il avait fait évidemment toute sa vie. Il avait une propriété de quelques hectares où se pratiquait, sur des petits jardins de case, une polyculture à base alimentaire avec une production de "racines" : ignames, aracées (des taros), manioc... Les espèces fruitières dominaient -bananiers divers, cocotiers, manguiers, abricots-pays, arbres à pain, goyaviers- en marge d'un reste de cacaoyère et de quelques petites pièces de canne à sucre dispersées dans des prairies d'herbe de Guinée, où l'on mettait au piquet bœufs, chevaux, moutons et cabris. Deux ou trois de ses enfants prolongeaient ses activités de cultivateur traditionnel. C'était au Morne Sulpice, qui domine de façon très spectaculaire à la fois la mer des Caraïbes et l'Atlantique. Ce bout de l'île de la Martinique offre un formidable panorama que j'appréciais déjà beaucoup. Mon grand-père aimait bien que je vienne passer la nuit avec lui, et je dormais sous son lit. La tradition demeurerait des lits "à colonnes", dont le châssis était à peu près à 1 mètre du sol, et les enfants dormaient dessous, le plus souvent. De vieilles hardes, très propres, étaient mises sous le lit, par terre, et je dormais là. Et la particularité de ce séjour était qu'à côté de moi, pas bien loin, il y avait d'énormes tuber-

cules... des ignames ⁷, sur lesquels j'ai fait une bonne partie de ma carrière ! De 7 à 14 ans, j'ai souvent dormi à côté d'ignames, sous le lit de mon grand-père !

Les choses les plus précieuses étaient donc sous le lit du grand-père ?

Certaines. Sous le lit du grand-père ou alors au-dessus. Il y avait même un endroit où on mettait au-dessus, sur les poutres de la charpente, les planches réservées au cercueil... On mettait aussi des ignames... Dans cette maisonnette, cette petite case de gaulettes (fines tiges d'arbustes) colmatées de pisé à la bouse de vache, couverte de paille, j'y ai passé des vacances pendant pas mal d'années. Je revenais y retrouver mes cousins. Nous attachions les bêtes, aidions un peu. Limité par notre scolarité à Fort-de-France, la guerre, les congés paternels, c'était toujours trop court. Mais cela a suffi pour marquer profondément ma vision de la vie. Je n'ai pas vraiment connu le travail de la terre. Je voyais un peu que cela existait, mais je ne savais pas tout ce que cela demandait. Je n'ai jamais participé durablement aux travaux des champs. Ce n'était pas pour cela que mon père m'envoyait là-bas et, petit privilégié à cet égard, je courais surtout où et quand je voulais derrière les autres gosses... Mon grand-père est mort en 1942, à 102 ans. Il n'a pas pu nous aider pendant la guerre. Il n'en était pas question. Il était trop loin et trop vieux. Entre sa maison et Fort-de-France, il y avait 45 kilomètres. C'était à cette époque, si vous voulez, à l'échelle de l'Hexagone, comme du Massif central à Paris, avant le chemin de fer.

Pendant cette période de la Deuxième Guerre mondiale, avez-vous quand même continué vos études malgré le blocus ?

Oui, absolument. Même très mal nourri, lait rare, viande aléatoire, des restrictions alimentaires considérables avec les tickets de rationnement, avec la discipline de "l'ordre nouveau" qui enrégimentait les écoliers, le temps était au "travail", comme le disait la devise du régime.

La population a-t-elle adhéré aux idées de ce gouvernement ?

Non, pas tellement, mis à part des bigots et activistes catholiques. Au début de la guerre, nous avons reçu l'ordre de peindre nos vitres en bleu. C'était contre les bombardements éventuels, pour qu'il n'y ait pas de lumière ! C'était assez cocasse. Dans le même style, des tranchées avaient été creusées sur la place centrale de Fort-de-France ! Après, il y a eu une programmation de l'enseignement qui découlait un peu de ce qu'avait



Lycée Schoelcher, Fort-de-France.

⁶ J'ai privilégié ici ma mémoire du ressenti populaire de l'époque, l'arrière-plan historique peut avoir été autre. Pour celui-ci, j'aurais pu, si je visais à une certaine objectivité (anachronique), m'appuyer sur Victor Chauvet (La Martinique au temps de l'Amiral Robert) et d'autres données du T.V, 1980 de l'*Historial Antillais*, œuvre collective à laquelle j'ai participé (Contribution à une réflexion sur l'agriculture en Guadeloupe aujourd'hui, T.VI, 1980), Chauvet relève que la pénurie a été maximale d'avril 1942 à août 1943.

⁷ C'était des ignames d'une variété à longue dormance, que l'on consommait en sections, échelonnées, plus ou moins larges.



Défilé de jeunes à la fête de Jeanne d'Arc le 10 mai 1941. En arrière plan le Lycée Schoelcher.



Montpellier. L'une des rues par lesquelles j'allais de la Cité universitaire à la faculté.

imposé la doctrine fasciste. De grandes manifestations scolaires avaient lieu avec 1 000 gosses qu'on réunissait pour leur faire chanter des odes à la patrie ou je ne sais quoi. C'était le côté embrigadement et éducation de masse... Nous chantions "Maréchal, nous voilà !" tout comme en métropole. J'ai participé à tout ça. J'ai vécu cette période avec un peu d'étonnement parce que j'étais assez jeune et je ne me posais pas trop de questions politiques, du moins au début.

Vous parliez d'Aimé Césaire qui, à cette époque, était déjà impliqué dans une activité politique liée à la Résistance. Aviez-vous entendu parler de cette dernière ?

J'ai commencé par savoir les réalités de la guerre et de la Résistance à travers mon frère aîné, car c'était un bricoleur de génie et déjà, en troisième ou en quatrième au lycée, il bricolait des postes de TSF... Avec ces postes à galène, en usage à ce moment-là, nous recevions les émissions du Général de Gaulle. Une fois, curieusement, nous avons capté une station du Japon... Avec la radio à la maison, nous étions en complète illégalité. Aimé Césaire, lui, se méfiait beaucoup parce que ce régime emprisonnait pas mal de gens. Cela existait et nous sentions bien qu'il y avait autre chose derrière ce régime pétainiste. Les noms d'Eluard, d'Aragon... ont commencé à m'être connus quand j'avais peut-être 14-15 ans. Je sentais qu'il y avait cette dimension de résistance et nous étions attirés par cela. Un de mes cousins est parti par des canots qui emmenaient des résistants, de nuit, dans les îles anglaises avoisinantes -on appelait cela la "dissidence"- et ce cousin a fait carrière dans l'armée de la Libération. Nous avions quand même des liens avec ce côté-là de la guerre.

Vous n'étiez donc plus isolé comme lorsque vous habitiez dans un poste de douane ?

Non, en fait, l'isolement, je l'ai connu étant plus petit, surtout à l'école primaire. Mais après, il m'a suffi d'être curieux. J'avais un mode de renseignement assez particulier, que j'ai déjà évoqué à propos de ma "photothèque" : chez toutes mes vieilles tantes et grands-mères, les maisons étaient tapissées de journaux venus de la métropole et quand les enfants allaient chez ces grandes personnes, on les mettait assis là. *Bonjour ! Tu viens ? - Oui, papa, maman m'a dit de venir te voir.* Nous restions une heure peut-être, silencieux, nous n'avions pas grand-chose à dire. *Ta maman va bien ? La vieille parente buvait son petit café. Nous restions assis et puis, au bout d'une heure : Je m'en vais. - Oui, dis bonjour à ton papa, dis bonjour à ta*

maman. Et pendant cette heure, moi, je lisais tous ces journaux qui tapissaient les murs et j'en ai appris des choses par toute cette presse !

Ce n'étaient pas des nouvelles fraîches...

Non, elles arrivaient par bateau, mais le temps n'avait pas la même valeur qu'aujourd'hui. Les nouvelles qui dataient de 4 ans étaient toujours suffisamment nouvelles. Nous n'avions pas la même appréciation des choses. Moi, j'imaginai que Pasteur, c'était l'année précédente, ou peu avant, qu'il avait fait ses travaux...

Vous étiez une véritable éponge, vous absorbiez toute l'information, n'est-ce pas ?

Voilà. J'actualisais. Pour moi, le monde était au présent. J'étais comme persuadé que le monde était quelque chose qui existait à notre porte. J'ai toujours été très réceptif au monde, quel qu'il soit et tel qu'il est.

Vous arrivez par bateau à Montpellier en 1945, avec votre bourse de sciences naturelles. Vous êtes-vous adapté à la froideur de l'hiver ?

J'ai été relativement indifférent à cela. On nous débarque à Marseille puis on nous récupère à la descente du train à Montpellier où l'on regroupait tous les étudiants d'outre-mer, environ 80. Bien plus que l'environnement climatique -il faut dire quand même que mon père m'avait doté de sa capote en laine de 14-18 !-, cette véritable explosion de nouveautés humaines et intellectuelles enfiévrera notre jeunesse... Je suis tombé, à ce moment-là, dans un milieu qui était fortement marqué par le Parti Communiste et la Résistance. Cela a été une autre école pour moi, cette entrée en politique concrète que j'avais un peu entrevue au travers d'Aimé Césaire... devenu maire de Fort-de-France au moment où moi-même je quittais la Martinique. J'ai d'ailleurs participé au collectif d'élèves qui l'a poussé à être candidat. Il n'était pas du tout décidé à y aller. Ce sont les élèves du lycée et les parents d'élèves qui ont dit à Aimé Césaire : *Écoutez, présentez-vous !* Donc, j'étais parti avec une bourse de sciences naturelles et mon professeur



En mer sur le "Maurienne" de Fort-de-France vers le Havre (1950).



À Montpellier, 1946-1947.

Mise en scène à prétention surréaliste et d'auto-dérision avec des camarades étudiants antillais de l'université.

de philosophie m'avait dit : *Quand vous arriverez là-bas, vous la faites changer en bourse de philosophie.* J'en avais bien l'intention et je suis allé au cours de philosophie. Le professeur était un certain Le Senne (ou l'un de ses disciples ?), si mes souvenirs sont bons. Et je me souviens par-dessus tout de cette phrase, qui m'a totalement déconnecté de la philosophie, de la sienne tout au moins : *Nous ne nous promenons pas sur le plancher, messieurs, mais sur les connexions idéelles.* J'avoue qu'à ce moment-là, j'ai ramassé mes affaires et je me suis dit : *La philosophie, ce n'est pas pour moi si c'est ça* et je suis donc resté en biologie... J'ai eu comme chef de travaux pratiques un ancien commandant de FTP. C'est par lui que j'ai connu le communisme. Bien après cette époque, il est devenu membre du comité central du Parti Communiste et a été professeur à Orsay pendant assez longtemps. Il s'agit de René Nozeran, botaniste morphogénétiste, qui s'est longtemps réclamé de l'enseignement de Louis Emberger, dont il fut le chef de travaux, avec des convictions marxistes bien opposées aux idées sociales conservatrices de son maître. On doit à Louis Emberger, notamment, un traité de botanique majeur et la vocation phytosociologique de l'université de Montpellier. René Nozeran fut un très bon ami d'Yves Demarly. À travers lui, je suis entré à la fois en botanique et en marxisme. J'ai adhéré à l'Union des Jeunes Républicaines de France (UJRF) qui était un peu une annexe du Parti Communiste pour les jeunes et j'ai milité, dans ce cadre-là, en tant qu'étudiant. J'en suis arrivé à être le responsable étudiant de l'UJRF du département de l'Hérault. J'étais monté rapidement en grade dans la structure ! Cette union des Jeunes Républicaines françaises avait un journal, *l'Avant-garde*, je m'en souviens, que je vendais dans les rues de Montpellier. J'étais très actif et j'ai participé aux grandes grèves de 1947 quand on a mis les communistes hors du gouvernement... J'ai participé à la fermeture de la faculté des sciences de Montpellier où le Doyen -qui était aussi le tuteur local des étudiants d'outre-mer- est venu me dire : *Qu'est-ce que vous faites là ?* J'ai dit :

Monsieur, je ferme la porte ! Des moments "historiques" ! ... Responsable, animateur, très convaincu... J'ai été alors un "très grand" stalinien !

Pouvez-vous nous dire quel était votre idéal de société à l'époque ?

C'était le communisme à 100%. Moi, je ne doutais pas que l'URSS avait fait la révolution à la fois scientifique, morale, intellectuelle et tout, que c'était le paradis sur terre et qu'il fallait qu'on fasse pareil partout. Je simplifie, mais c'était à peu près ça.

Adhériez-vous aux théories de Lyssenko ?

Au début, non seulement j'ai adhéré, mais j'ai expérimenté. C'était en 1948, j'étais à Versailles au CNRA où je faisais mon stage dans le cadre de la formation de génétique végétale de l'ORSTOM⁸. J'avais comme très bon ami, Paul Dommergues, un chercheur de l'INRA qui faisait partie du comité central du Parti Communiste et qui avait reçu l'ordre d'expérimenter les théories de Lyssenko pour voir si vraiment ça tenait la route. Évidemment hors structure officielle, avec Paul Dommergues qui avait assez d'autorité pour faire ce qu'il voulait, nous avons essayé de voir si ce que racontait Lyssenko et Mitchourine était vrai.

Et quel a été le résultat de vos expériences ?

Ça ne tenait pas la route.

Avez-vous alors remis en cause les écrits de Lyssenko ?

Nous avons pensé que c'était nous qui ne savions pas expérimenter ! Dans Lyssenko, il y avait des choses plus fondamentales à nos yeux, comme la vernalisation qu'il était censé avoir découverte⁹ ou quasiment, à savoir la nécessité -ce phénomène était encore mal connu à l'époque- pour les blés d'hiver, de subir une période de froid en hiver pour pouvoir fleurir. C'était donné comme une découverte de Lyssenko. Partant de là, il est devenu un apparatchik qui a contribué notamment à l'envoi au goulag de Nikolai Vavilov. J'ai suivi un peu ces événements avec une angoisse considérable, car généticien en formation à l'école de la génétique disons américaine, je ne voyais pas en quoi nous faisons une science supposée capitaliste, bourgeoise... ce qui était leur argument. Il fallait faire une science prolétarienne. Je n'arrivais pas à voir ce que cela voulait dire. Le doute a commencé à s'immiscer dans mon esprit, parallèlement à la démarche d'Aimé Césaire qui avait été un communiste convaincu à un moment donné lui aussi. J'ai adhéré à ses doutes et, lorsqu'en 1956 il rompit publiquement¹⁰ avec le Parti Communiste, j'avais rompu bien avant, pour des raisons idéologiques différentes.

Avant même de connaître les révélations sur Staline ?

Oui, parce que lorsque Staline est mort en 1953, j'étais en Guinée. Ça m'a fait un coup. C'était le "petit père des peuples" qui disparaissait et je croyais encore qu'il valait quelque chose. Mais la vision communiste des pays du Tiers-Monde

⁸ L'ORSTOM (Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer), créé en 1943 comme Office de la recherche scientifique et technique colonial (ORSC), a acquis cette dénomination avec la transformation de l'Empire colonial français en Union française (1946). Il est devenu depuis l'IRD, l'Institut de recherche pour le développement. Destinée à sa création à la formation des chercheurs à vocation tropicale, il s'est érigé peu à peu en organisme de recherche.

⁹ En fait, la découverte initiale, la stratification à froid, est américaine et serait de 1857 ! Peu de scientifiques le savaient de source sûre à l'époque. Les contestataires de Lyssenko, dont Nikolai Vavilov, généticien, explorateur et théoricien des centres d'origine des plantes, ont été condamnés au goulag en 1940. Vavilov y mourut.

¹⁰ Lettre à Maurice Thorez (1956). René Ménéil, qui parlait de "traîtrise" de Césaire, restera au Parti, dont il sera un haut responsable en Martinique, et jusqu'à sa mort (2004), après laquelle Césaire ne lui rendra pas moins un amical et profond hommage.

Paris 1948-1949. Ma chambre d'hôtel face à Paris, boulevard Bessières.



Au stage de cytologie à la Sorbonne en août 1948.



m'avait déjà paru totalement fausse. J'ai été convaincu très vite que le marxisme tel qu'il était connu et enseigné n'était pas du tout capable de nous aider, nous les gens des pays coloniaux, à évoluer dans le monde moderne ¹¹. De cela, j'ai été très rapidement convaincu et j'ai rangé mon bagage de communiste... actif, en 1950. Peu avant, j'avais participé à la résistance anticolonialiste au Maroc. J'y avais été en 1949-50, pour mon année de stage de recherche ORSTOM. Je faisais un stage de génétique au centre de recherche agronomique de Rabat. N'ayant pas encore de centre tropical d'application, l'ORSTOM envoyait ses stagiaires de génétique faire leur stage au Maroc, région "coloniale" proche, assez chaude et dont l'équipement intellectuel et matériel au centre de recherche agronomique de Rabat était acceptable. Ce fut la dernière promotion à y être envoyée (après ce fut à Adiopodoumé, en Côte-d'Ivoire). En tant que communiste, j'ai participé à des actions très "délicates" puisqu'un de mes amis, malheureusement, a été arrêté et est mort sous des coups de barres de fer... C'était une action vraiment très concrète de résistance aux Français du Maroc qui m'a valu que me soit signifiée, dès mon retour à Paris, mon interdiction de séjour au Maroc. J'étais activement et pratiquement engagé, mais j'avais déjà compris qu'entre le marxisme et les sociétés coloniales, il y avait un fossé. J'ai mis de côté l'aspect politique, au sens habituel du terme, et j'ai considéré que mon engagement, désormais, était de construire, de conduire des recherches qui permettent aux pays mal développés, d'être mieux développés. Le secteur alimentaire principalement, auquel j'ai consacré toutes mes recherches, me paraissait prioritaire.

Pouvez-vous nous parler de votre formation à Montpellier en 1945 ?

Il était classique de suivre une licence à cette époque, équivalente à une maîtrise d'aujourd'hui. J'ai fait une licence de sciences naturelles. Je l'ai obtenue en 1948 et à ce moment-là j'ai été invité par mon professeur de botanique tropicale, Jean

Trochain, à être son assistant. Il était responsable de la mise en place du centre de recherche scientifique de Brazzaville au Congo, un centre pluridisciplinaire qu'il a mis en place d'ailleurs. Je lui ai dit : *Je consulte ma fiancée*, qui était à la Martinique, puis après réponse : *D'accord, on y va ! - Venez à Paris me voir*. Je vais le voir à Paris. Catastrophé, il me dit : *Les crédits qu'on m'avait promis, je ne les ai plus ! Qu'est-ce que je peux faire pour vous ?* J'avais aperçu dans le hall de l'université à Montpellier une affiche "ORSTOM Génétique Végétale". Je lui en fis part et lui dis : *Est-ce que je peux faire ça ?* Il attrape son téléphone pour appeler quelqu'un à l'ex-ministère des Colonies, devenu déjà celui de la France d'outre-mer. *Voilà, je vous envoie un jeune homme qui voudrait faire de la génétique végétale à l'ORSTOM, est-ce que vous pourriez le recevoir ?* J'ai été reçu et en dix minutes, j'ai signé mon contrat de fonctionnaire, je n'ai même pas compris. J'étais ingénieur-élève. Ingénieur-élève de l'École supérieure d'application d'agriculture tropicale (ESAAT) en 1948, à Paris, pour la première année de génétique végétale de l'ORSTOM.

Et vous vous formez au CNRA de Versailles ?

Pas seulement. Les élèves de l'ORSTOM devaient se former dans le contexte scientifique français le plus large. On construisait à ce moment-là, à Bondy, ce qui a été ensuite le lieu de formation parisien pour les chercheurs ORSTOM (l'IDERT, Institut d'enseignement et de recherches tropicales), mais à mon époque, il n'y avait que quelques laboratoires à Bondy. Nous allions donc nous former en de multiples lieux, notamment à l'INRA. C'est là, au CNRA de Versailles, que j'ai connu Jean Bustarret, le grand fondateur de l'INRA. En 1948, j'étais stagiaire et élève de Bustarret, déjà inspecteur général, mais qui venait faire des cours au CNRA. André Cauderon à ce moment-là était assistant et bien d'autres encore parmi ceux qui ont fait l'INRA, dont Jean Rebeschung, qui a été un ami pour moi extraordinaire et un "catalyseur" pour le centre INRA Antilles-Guyane. C'est pourquoi j'ai souhaité que soit donné

¹¹ Dans le contexte de cette évolution doit figurer l'entreprise culturelle de Maurice Fanon (1925-1981), élève de Césaire, "dissident" sous le régime vichyste qui rejoint la France Libre, psychiatre révolutionnaire membre du FLN algérien, auteur de *Peau noire, masques blancs* (1952) et de *Les damnés de la terre* (1961).



1949. Voyage d'étude en Aquitaine, de la promotion de génétique végétale de l'Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer et de l'École supérieure d'application d'agriculture tropicale.

En haut : à la sortie d'un château de St-Emilion (sélection de la vigne et du vin). En bas : au domaine INRA de la Grande-Ferrade près de Bordeaux, pour la sélection des pêcheurs.

son nom à une salle ici, au centre INRA Antilles-Guyane. J'ai fait mon stage chez Yvonne Clavier, celle qui deviendra madame Cauderon, en cytogénétique, et avec Pierre Jonard, sur la génétique du blé. J'ai fait ce stage à l'INRA, mais parallèlement je suivais des cours (je ne sais plus de quoi) à l'École normale supérieure et de technologie végétale au Conservatoire des Arts et Métiers, mais encore des cours de génétique chez Vilmorin, donnés par André Bilquez, réputé à l'époque comme un des tout premiers de la discipline en France. J'ai été également à Bergerac où l'on apprenait la génétique du tabac qui, à l'époque, était d'avant-garde. Un circuit de formation déjà peu banal, et couronnant le tout, la Sorbonne, où dès août 48 j'ai été initié à la cytologie par un prestigieux professeur, Raoul Combes. À la Sorbonne venait de se créer, avec Philippe L'Héritier, le certificat de génétique, dont j'ai suivi cours et travaux pratiques, sans me présenter à l'examen, comme on en avait le droit. Tout cela était accompagné d'une formation en agriculture tropicale. Nous suivions donc également les cours propres de l'ESAAT. C'était une double formation : génétique d'un côté, agriculture tropicale de l'autre pour la première année et nous étions envoyés la deuxième année à Rabat, en stage, validé par un mémoire. On m'en a confié un sur la restauration de la culture de la canne à sucre au Maroc (6 000 ha au 13^{ème} siècle).

Avez-vous été boursier pendant toutes vos études ?

Oui et non. J'ai été boursier jusqu'à ma licence incluse. J'étais ensuite ingénieur-élève à l'ESAAT, fonctionnaire, donc avec un salaire.

Quand vous quittez la Martinique, vous passez déjà à un statut économique plus avantageux ?

J'étais riche. Je me payais des ouvrages d'art qui aujourd'hui vaudraient 50 ou 60 euros. Je pouvais m'acheter des livres de ce prix-là et j'envoyais de l'argent à mon père. Je faisais partie d'une élite. Nous pouvions louer un appartement, vivre à l'aise et j'ai vraiment découvert tout cela avec stupéfaction. J'étais d'ailleurs à la Cité universitaire, nourriture et logement prélevés sur ma bourse. L'argent que l'on me donnait, c'était de l'argent de poche, au-delà de l'achat des vêtements, des livres et des photocopies ; mais l'édition universitaire était encore bien maigre, tout comme l'offre alimentaire et commerciale : c'est encore la pénurie de l'après-guerre... J'ai économisé suffisamment d'argent pour me payer le billet de retour en bateau pour les Antilles quand j'ai voulu me marier.

Ces bourses étaient-elles données "au mérite" ?

Ah oui ! Il y avait une commission des bourses au conseil général de la Martinique qui décidait de l'attribution des bourses. Je crois me souvenir qu'il y avait six bourses par an.

Avez-vous suivi des cours à l'Agro ?

Non, je n'ai pas eu de formation à l'Agro. D'ailleurs, à l'époque, il y avait l'École nationale d'agriculture de Grignon et l'Institut national agronomique (à Paris) qui étaient en conflit plus ou moins, en rivalité, avant qu'ils ne fusionnent. La formation agronomique que j'ai suivie, c'était ce que l'on appelait encore celle de "Nogent-sur-Marne", réorganisée à l'ESAAT, dont les cours se faisaient Porte Dorée à Paris, dans le musée des colonies, pardon, de la France d'outre-mer d'alors. C'est là que j'ai appris l'agriculture tropicale.

Lors de vos premiers pas au CNRA

de Versailles en 1948, comment vous apparaît l'INRA qui vient juste d'être créé en 1946 ?

En fait, l'INRA ne m'a pas beaucoup impressionné, sauf que j'y ai trouvé tout de suite une qualité de formation que j'ai rarement trouvée ailleurs. C'était beaucoup plus qu'une école de formation au sens usuel du terme, les chercheurs ne tuteurant que très peu de stagiaires, de ce fait très intégrés à l'institution. Plus tard, je suis retourné au CNRA, en 1958, au laboratoire des céréales secondaires. J'y ai donc fait deux séjours, et les deux se confondent un peu dans ma mémoire. À l'INRA, j'ai connu surtout des personnes qui vous prenaient en main de façon très amicale et qui vous faisaient pénétrer leur domaine de façon complète et totale et vous considéraient, débutants, comme des égaux. C'est ce que j'ai constaté et c'est ce que j'ai tenu à prolonger aussi en arrivant ici. Quand a été créé ce centre INRA Antilles-Guyane, Raymond Février, qui était l'un des grands concepteurs et acteurs de cette opération, nous a dit tout de suite : *Écoutez, il n'y a pas de généraux et de soldats à l'INRA, en matière de recherche*. Et c'est cela que je trouve original à l'INRA par rapport à ce que j'ai connu ailleurs... Beaucoup moins que l'esprit de compétition, se manifestant surtout dans le choc des concepts, j'y ai rencontré l'esprit d'équipe dans une honnête émulation. Rarement, on pouvait

ici et là trouver avec un certain mandarinat, un élitisme excessif... Voilà un peu l'impression que j'ai eue tout de suite, la possibilité d'accéder à tout, de discuter de tout, de comprendre tout, sans que l'on dise : *Mais, celui-là, il vient d'arriver*, réserve faite cependant de la méconnaissance de la biologie et des spécificités tropicales, engendrant un certain mépris des acquis d'outre-mer.

En 1948, les enjeux de la création d'un organisme de recherche agronomique comme l'INRA étaient-ils bien compris ?

Je ne crois pas. L'INRA, je pense, était encore en train de faire son trou. À l'époque, il y avait quand même déjà, même s'ils n'étaient pas aussi fournis qu'aujourd'hui, des organismes très puissants en matière agricole, maisons de sélection telle que Vilmorin, instituts d'enseignement privés, de Purpan ou de Beauvais, Chambres d'agriculture, avides de pouvoir. Il fallait convaincre de la nécessité de la recherche. Dans l'histoire de la recherche agronomique nationale celle-ci, à un moment, avait perdu de son autonomie au ministère de l'Agriculture. Le besoin d'une recherche agronomique indépendante n'était pas évident.

Pourtant, la première variété de blé obtenue après-guerre, Étoile de Choisy, n'a-t-elle pas été tout de suite adoptée par les agriculteurs ?

Oui, mais le blé Étoile de Choisy n'a été le "fer de lance" de l'INRA qu'à partir de 1950. Ce sont des opérations analogues qui ont vraiment fait l'INRA. Il y a eu d'autres réussites éclatantes comme celle-là, également dans le domaine animal, mais je

ne m'en souviens plus. Au fur et à mesure, l'INRA a marqué des points considérables, par exemple avec l'histoire du maïs que j'ai vécue sur le terrain puisque André Cauderon était en train de démarrer l'opération maïs en France quand je suis arrivé au CNRA et là, ça apparaît vraiment comme un trait génial. Faire venir le maïs américain, le croiser avec le maïs français pour supplanter le maïs traditionnel qui se trouvait à ce moment-là en pleine vogue dans le sud de la France et faire remonter le maïs dans le nord, c'était toute une stratégie. Des opérations comme celles-ci ont imposé l'INRA dans le décor. Néanmoins, on ne peut pas dire que les responsables politiques, économiques et professionnels ont tout de suite compris.

À cette époque, aviez-vous pensé un moment entrer à l'INRA ?

Non, pas du tout. Parce que l'INRA m'apparaissait comme n'ayant pas vocation à travailler outre-mer.

Mais pourtant le centre Antilles-Guyane existait déjà ?

En fait, la lettre de mission pour la mise en place du centre de recherche agronomique des Antilles et de la Guyane (le CRAAG) a été remise en 1948 à Henri Stehlé qui, à l'époque était à la Martinique. N'ayant pu trouver dans cette île un terrain libre et adéquat, il prospecte en Guadeloupe et, dans ce cadre, installe, dès cette année-là, sur une parcelle louée à la famille Bonnet, à côté de l'église de Prise-d'Eau (Petit-Bourg) en Guadeloupe, la première culture d'une graminée fourragère, la variété Pangola de l'espèce *Digitaria decumbens*. Le domaine Duclos, lui, qui officialise au plan cadastral la création du centre, n'a été acquis qu'en 1949.



Photo : ©INRA - Lucien Degras

Domaine Duclos - Petit Bourg. Plaine centrale. Igname sur tuteur. Bâtiment Amélioration des plantes et service exploitation. Août 1984.



Bâtiment établi jusqu'en 1965, transformée alors en Amélioration des plantes, et où j'ai travaillé jusqu'à ma retraite (1994).

Photo : ©INRA

Donc, désormais orienté vers la recherche par mes professeurs de Montpellier, j'étais en quête d'un organisme de formation complémentaire. J'avais trouvé le cadre qui me paraissait conforme, à savoir l'ORSTOM, qui formait des chercheurs au travail outre-mer et en génétique, mais, ce dont je ne m'étais pas aperçu, c'est que le statut des Antilles avait changé. En 1948, ce n'était plus une colonie. Depuis le 19 mars 1946, la Martinique était un département français et je n'ai pas compris, qu'au plan administratif, je ne pouvais pas rentrer simplement chez moi. Lorsque j'ai terminé mes études, j'ai été obligatoirement appelé à travailler dans d'autres lieux que les départements français. Cela ne m'a pas beaucoup gêné puisque d'une part, j'avais déjà pris l'option d'aller en Afrique avec ma future épouse et, d'autre part, y travailler, c'était pour moi retrouver à certains égards "la terre mère". Je me devais de comprendre ce qu'elle était et j'ai fait beaucoup d'études d'ethnologie en France parce qu'intéressé par l'Afrique. C'était pour moi un cadre tout à fait intellectuellement pertinent au premier degré. La formation donnée à l'ORSTOM était très large. Nous avions des cours de médecine tropicale, des cours de psychologie (un peu tordus) sur les mentalités, des cours de langue allemande... Les chercheurs étaient préparés, comme je crois on ne le fait nulle part aujourd'hui, à une appréhension globale de leur activité de recherche. Le chercheur devait être quelqu'un de polyvalent à la base, spécialisé ensuite.

Mais l'ORSTOM n'était-il pas fondé sur un mode de gestion hérité de la période coloniale ?

Bien sûr. Formateur des chercheurs pour les "instituts" créés par le gouvernement en cheville avec les grandes compagnies françaises pour l'exploitation que l'on sait de "l'Empire français", il avait partie liée avec leurs administrateurs, leurs objectifs financiers et techniques. Mais, là où les crises et les scien-

ces sociales n'étaient pas en cause, cette gestion n'interférait pas plus avec la qualité de son enseignement que ne le faisait l'enseignement national européen dans son ensemble.

Vous en accommodiez-vous ?

Le moyen de faire autrement ? Au plan individuel, j'étais l'exception qui confirme la règle dans leur vision du monde colonial et nègre. Je rencontrais des personnes noires qui, étonnés de mes liens amicaux avec des Européens, me disaient : *Toi, tu n'es pas comme les autres, tu n'es pas raciste*. J'étais un nègre, bien sûr, mais j'étais le nègre qui n'était pas comme les autres. Je pouvais entendre des propos racistes devant moi, "équilibrés" par des : *Mais, tu sais, toi, tu n'es pas de la même race*. J'ai vécu ce racisme ambigu, commun à l'époque, mais il était très "léger" parce que des nègres... on en voyait très peu. On ne se posait pas beaucoup de questions. *Ils ne risquent pas de nous envahir* pensaient sans doute les Français ! Le regard sur le phénomène noir était forcément un petit peu méprisant. Mais, moi, j'étais un peu, disons, le "génie" qu'on respectait, qu'on saluait... On m'a donné toutes les attributions relevant de mon rang (supposé, beaucoup d'étudiants africains et malgaches venaient alors des chefferies traditionnelles) en considérant que je n'étais pas du tout le nègre banal !

Étiez-vous le seul élève ingénieur noir à l'ORSTOM à cette époque ?

J'ai été d'abord le seul ; puis un collègue guadeloupéen m'a suivi. Pierre Dublin a fait le même parcours que moi, pour finir directeur de la recherche à l'ORSTOM, mais nous n'avons été que deux, au moins jusqu'en 1980, à ma connaissance. Les promotions n'étaient que de quatre, cinq ou six élèves par an.

Nous étions également un petit peu choyés, c'était assez particulier. Nous n'avions pas l'impression d'être, je dirais, méprisés ou sous-évalués par ceux qui nous entouraient. Pour autant, je sais de source sûre que quand j'ai passé mon certificat de botanique à Montpellier, j'ai été déclassé parce que j'étais noir... Je le sais parce qu'il y avait dans le jury en question mon ami ancien FTP et communiste, René Nozeran, qui m'a dit plus tard : *Mais, tu avais été reçu premier !* Le professeur Louis Emberger, envers qui je garde une très grande révérence au plan scientifique, était, disait-on, un royaliste convaincu. Il était attaché à la vieille France et il n'admettait pas qu'il puisse y avoir à son certificat de botanique un premier qui soit un nègre. Je ne l'ai su que deux ou trois ans après. Cela ne m'a pas gêné, si ce n'est que j'ai été surpris et déçu de l'étréitesse d'esprit d'un tel maître de la botanique, d'un scientifique ¹².

Où avez-vous fait votre service militaire ?

À Montpellier, je n'ai fait qu'une semaine de service pré-militaire où j'ai appris à tirer au fusil, à crapahuter sous des barbelés et des trucs comme ça et où j'ai compris que le service militaire et moi, ce n'était pas tout à fait ça... Je me souviens de la sélection où j'avais eu une note extrêmement élevée pour les transmissions radios. *Vous devriez faire transmission !* J'ai dit : *Non, non, ça ne m'intéresse pas.* Le capitaine qui m'avait sélectionné m'a demandé : *Qu'est-ce que vous voulez faire ?* J'ai dit : *Le travail que vous faites, sélectionner les autres ! ...* Je n'avais pas la fibre militaire du tout. Après, j'ai été, en quelque sorte, le premier VAT (volontaire de l'aide technique), en Afrique, en Guinée. C'est là que j'ai été sollicité fortement pour faire mon service militaire comme sous-officier (obligation morale et sociale pour les membres de l'élite d'alors). Refusant d'être "sous-off", j'ai été comme "rétrogradé" en soldat de seconde classe à l'incorporation. Puis, grâce aux relations que j'avais dans la hiérarchie agricole tropicale, je me suis arrangé pour être, à titre prévisionnel, muté de Marseille, où je devais être incorporé, en Afrique occidentale. À Dakar, de hauts responsables, qui tenaient aux recherches que je faisais à ce moment-là en Guinée sur le riz, sont intervenus pour que je sois affecté en Guinée... Je devais faire mon service militaire à la capitale, à Conakry. Encore du lobbying et je me suis fait affecter à un camp militaire qui était à 5 kilomètres du centre de recherche rizicole de Kankan où je travaillais ! J'ai réussi

alors à obtenir un contrat de l'administration des services de l'agriculture pour que je continue à travailler pour le centre de recherche l'après-midi. Le matin, j'étais militaire. Il y a eu une convention avec l'armée. J'avais une voiture appartenant au centre de recherche dans laquelle j'allais le matin au camp militaire et moi, soldat de deuxième classe, des premières classes en faction à l'entrée me présentaient les armes parce que j'étais en voiture ! C'était assez comique. J'ai fait huit mois à l'armée. À la visite militaire d'aptitude au travail en Afrique, que j'ai subie à La Martinique où, venu me marier, j'avais reçu mon ordre d'affectation, le colonel m'avait dit : *Vous devriez être réformé*, vu que j'étais trop maigre. *Votre indice corporiel n'est pas bon. Vous allez crever en Afrique. Vous êtes réformé !* Et il le marque sur mon livret militaire. Mais quand je l'ai annoncé, livret en main, en Afrique, le commandant du camp m'a dit : *Vous, réformé ? Pas question ! Demain, vous êtes là et vous commencez... le temps qu'on vérifie.* Alors, le temps de vérifier, cela a duré huit mois... Je faisais des choses assez cocasses ¹³. J'aidais à faire le budget de l'armée avec ma machine à calculer que j'avais ramenée du centre de recherche, utilisant, en accord avec mon adjudant, le temps gagné pour travailler à mes recherches sur le riz. Cela a duré huit mois au bout desquels d'ailleurs j'ai touché des "honoraires" de la part de l'administration de l'agriculture et mon service militaire a été assez original de ce point de vue.

En fait, le service VAT, tel qu'il est aujourd'hui, n'existait pas. N'étiez-vous pas sous un statut de jeune chercheur ?

Non, mais j'ai eu un contrat assez exceptionnel, s'intercalant dans ma carrière civile tout en s'inscrivant dans mon service militaire ! J'avais 23 ans quand je suis arrivé en Afrique. J'étais bien jeune encore. Néanmoins, j'avais à ce moment-là comme responsabilité le réseau de recherche en matière d'amélioration du riz en milieu inondé pour l'ensemble de l'Afrique occidentale française. C'est dire que mon secteur commençait en Casamance, au sud du Sénégal, allait au nord de la Côte-d'Ivoire, comprenait toute la Guinée, tout le Mali, tout ce que l'on appelle aujourd'hui le Burkina Faso, et jusqu'à Tillabéry au Niger. Voilà quel était mon secteur de "général napoléonien" et j'ai fait ce travail durant cinq ans. C'est avec la recherche sur le riz que j'ai commencé à être vraiment un chercheur autonome et responsable.



En Guinée, Kankan. Je suis au service militaire et chercheur contractuel à mi-temps au centre de recherches rizicoles d'AOF. Station de Bordo en Haute-Guinée sur le Milo (affluent du Niger).



¹² La question, complexe au niveau national français, aurait prêté à de plus amples développements. Ils sont l'objet d'un amical, mais contradictoire, échange épistolaire (janvier-avril 2009) avec Francis Hallé, ami tiers-mondiste (*Un monde sans hiver*, 1993), botaniste (*Aux origines des plantes*, 2008), spécialiste des arbres et des forêts des tropiques humides (*Le Radeau des cimes*), avec qui j'ai géré la thèse sur le jardin créole d'Elisabeth Etifier Chalono (1985). Mes contributions y sont articulées avec le titre *Sur un domaine de discrimination négative : la faible présence des originaires des tropiques dans l'élite de la recherche scientifique française* dont la publication est envisageable...

¹³ Exemples : recopier sept mots à la plume sur des livrets militaires, entre deux tampons, et ce pendant une semaine de six heures du matin à midi ; remplir des formulaires de pertes de centimes au budget du bataillon...



À Kankan. De gauche à droite : un adjoint technique, A. Arnoux, L. et T. Degras.

Ces cinq années en Guinée, comment les avez-vous vécues ? Avez-vous pu mettre en application votre idéal d'aider par vos recherches les pays en développement ?

Cela a été assez facile parce que j'ai eu la chance de trouver comme responsable du centre de recherche rizicole un certain Armand Arnoux, qui avait passé vingt ans de sa vie en Afrique. Dans toute la Guinée, il était, je dirais, le symbole d'une amélioration dans la technique de production du riz en culture inondée. Quand je suis arrivé en 1950 en Afrique, partout où j'allais, pour les riziculteurs, il y avait "l'avant Arnoux" et "l'après Arnoux". Qu'avait-il découvert ? C'était quelque chose de relativement simple : la possibilité de faire venir de l'amont, à partir de petits barrages en terre sur des affluents, une irrigation préalable à l'arrivée de la crue dans les rizières d'aval du lit majeur. Cela avait sauvé, par l'avance assurée aux plantes, des hectares de rizières autrefois victimes des fréquentes crues d'ascension trop rapides. En Guinée, on pratiquait une culture traditionnelle avec du riz indigène. La particularité de la Haute-Guinée est qu'il y a des vallées dont la nappe d'eau saisonnière atteint parfois 4 mètres de profondeur, en certains points des étendues couvertes par la crue de part et d'autre du lit d'étiage. Selon les niveaux du profil, il y a différentes variétés de riz, d'où des séries variétales, de la berge au creux maximum. Et cela avait été étudié par un remarquable chercheur, Roland Portères, qui avait fait sa carrière en Afrique, notamment sur le riz, et la terminait alors comme professeur au Muséum d'histoire naturelle. Il avait laissé des masses de documents, tapés à la machine, que j'avais pu récupérer, ce qui m'a permis de disposer des descriptions précises de cette riziculture traditionnelle. Je travaillais aux côtés des agriculteurs, concrètement, dans les rizières, et je bénéficiais pour mes contacts du prestige attaché à l'innovation technique de Armand Arnoux. Dans ce contexte, le chercheur travaillant sur le riz était vraiment accueilli à bras ouverts. Mon travail a été de prélever et d'étudier des échantillons des variétés de riz traditionnelles (des micro-populations polyalléliques de culture ancienne) et de les mettre en collection - plus de 400 le furent - au centre de recherche. Voici maintenant une petite anecdote... Le bâtiment du laboratoire de recherche rizicole de la ville de Kankan en Guinée, où j'étais affecté, a été construit sur mes conseils, à partir du plan qui m'avait été demandé quand j'étais à la Martinique ! Le ministère m'écrit alors : *Veillez nous envoyer le plan de votre futur laboratoire*. J'avais 23 ans, vous voyez un peu ce que c'est. Une case, je savais à peine ce

¹⁴ CORAF : Conférence des responsables de recherche agronomique africains et français, créée en 1987, qui regroupe aujourd'hui des représentants d'institutions de 21 pays francophones, anglophones et lusophones.

¹⁵ Notamment une conférence, sous le patronage d'Aimé Césaire, sur les luttes anticolonialistes des jeunes Antillais, en France et au Maroc.

que c'était... Je me remémore un peu ce que j'avais appris en technologie du riz. Je fais un plan. Je l'envoie. J'arrive deux mois après à Kankan, les fondations étaient faites suivant le plan que j'avais fait ! Mieux, ce laboratoire est toujours debout, ou tout au moins l'était en 1997. Il y a eu un congrès à Montpellier cette année-là, au cours duquel la collectivité des chercheurs travaillant sur l'igname a décidé de m'honorer. C'était le séminaire international CIRAD-ORSTOM-INRA-CORAF ¹⁴ sur le thème "L'igname, plante séculaire et culture d'avenir". On avait invité le ban et l'arrière-ban de toutes les personnes faisant de l'igname dans le monde et, entre autres, dans l'ex-Union française. Un jeune homme m'est tombé dans les bras en me disant : *Ah, c'est vous monsieur Degras ? Alors c'est vous qui avez fait le laboratoire où je travaille !* C'était un jeune chercheur guinéen qui s'appelait Fadjimba Camara. Le bâtiment-laboratoire avait traversé toutes les époques et c'était encore un lieu de recherche pourtant conçu avec le "génie", je dirais, absolument "infantile" d'un homme de 23 ans qui n'avait jamais été architecte, qui n'avait jamais construit une maison... et ça a été un vrai laboratoire !

À 23 ans, vous revenez en Martinique pour vous marier ?

J'y ai passé deux mois, le premier encore marqué par la politique ¹⁵, le second avec mon épouse, enseignante, fille d'un inspecteur de l'enseignement primaire, président de 1957 à 1964, du conseil général de la Martinique par ailleurs. Je l'avais connue dans ma jeunesse, avant de partir à Montpellier. Je l'ai rencontrée par l'intermédiaire de mon frère, alors fiancé à sa sœur. Nous avons correspondu pendant toutes mes études en France et au Maroc et je suis retourné en Martinique pour l'épouser après cinq années puis nous sommes partis en Guinée. De nos vingt-cinq ans de mariage, il nous demeure trois filles, et puis nous nous sommes séparés... J'ai une autre épouse, depuis 1982, guadeloupéenne, d'ascendance hindoue, qui m'a aidé à faire beaucoup de chemin, notamment vers le jardin créole, dont son père était un profond connaisseur.

Après votre période en Afrique sur le riz, que décidez-vous de faire ?

Le riz en Afrique, c'était une histoire qui me tenait à cœur, mais des difficultés d'ordre familial m'ont amené à rentrer en France en 1955. Peu avant, en 1954, j'avais eu neuf mois de congés ; le régime des congés étant assez spécial. Nous faisons deux ans de travail pour six mois de congés. C'était le régime colonial. J'avais fait trois ans puisque mon service militaire était passé par là. J'avais droit à neuf mois et j'arrive au mois d'octobre ou de septembre, je ne sais plus très bien, et je m'inscris à l'université pour un complément d'études en ethnologie à la Sorbonne. J'ai été à la fois à Sciences Po, à La Sorbonne et au Musée de l'Homme... J'ai suivi une formation à l'Institut d'ethnologie avec, notamment, Georges Balandier, un des grands ethnologues - aujourd'hui on dit davantage "anthropologue" - français de l'Afrique subsaharienne et qui animait alors le Groupe d'étude des pays sous-développés où je m'étais inscrit. J'en ai gardé le souci constant d'aider les ONG de ces pays, en particulier pour les enfants... Je suis reparti en Afrique, affecté en 1956, non pas en Guinée, puisque j'avais quitté mon poste dans des conditions un petit peu par-



Côte-d'Ivoire. Chercheurs ORSTOM et CIRAD (R. Dumont à droite).

ticulières, mais en Côte-d'Ivoire. J'arrive dans une station qui, quelques années après, devait appartenir à l'IRAT (Institut de recherches agronomiques tropicales), futur élément du GERDAT (Groupement d'études et de recherches pour le développement de l'agronomie tropicale), puis aujourd'hui du CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement). J'étais chef du laboratoire de génétique de la station des plantes alimentaires à Bouaké, rattachée à un réseau d'expérimentation vivrière lié à une station de Bingerville (Basse Côte-d'Ivoire). J'y travaille sur le maïs, sur l'igname, sur le manioc, les trois plantes alimentaires principales de cette unité, comme de toute la partie centrale de la Côte-d'Ivoire, le Baoulé. C'est là que j'ai découvert l'igname en tant que plante tropicale majeure, à laquelle je suis resté plus qu'attaché quand je suis revenu sous les tropiques.

Quel était votre programme de recherche ?

Une toute première approche de la sélection sexuée de l'igname existait déjà, mais j'ai pu la modifier à ma guise. Les chercheurs faisaient un peu ce qu'ils voulaient ; nous avions pratiquement une liberté totale dans nos programmes scientifiques. Il fallait seulement sortir quelque chose qui puisse permettre que la colonie... y trouve son compte. J'ai engagé des recherches très pointues sur les problèmes de morphogenèse de l'igname, qui n'ont pas été publiées parce que je n'en ai pas eu le temps. J'ai fait également beaucoup de génétique sur des croisements de maïs avec un maïs spécial, le Maïs Violet de Katiola (sous-région du Baoulé). Mais, évidemment, nous étions un peu isolés de la communauté scientifique. Il faut dire que les communications avec d'autres chercheurs étaient pratiquement inexistantes. Peu de publications permettaient de se faire connaître. Chacun vivait un peu dans son coin.

Aviez-vous suffisamment de matériel pour travailler ?

Oui, quand même. Nous avions ce qu'il fallait. Le matériel, à l'époque dans ce type de labo, c'était quoi ? C'était un micro-

scope, une étuve... peu de chose pouvait suffire. Il en avait été autrement pour le riz : j'avais une dotation importante et dans le laboratoire que j'avais fait construire, il y avait une chaîne italienne semi-industrielle, permettant d'expérimenter sur toutes les phases de la technologie du riz, du décorticage au riz cuit, et bénéficiant d'une pléiade de laborantins et d'ouvriers.

Les objectifs étaient-ils d'augmenter la productivité, d'améliorer les résistances ?

Il fallait augmenter le rendement, notamment en recherchant de meilleures adéquations de variétés locales ou introduites aux écologies ; et surtout la résistance aux maladies parce qu'il y avait déjà des problèmes parasitaires importants. Mais si chez le riz, sa biodiversité dans le bassin du Niger et de ses affluents permettait des réponses, pour le maïs, c'était une catastrophe dans la région de Bouaké où le maïs local avait été décimé par la rouille américaine qui venait d'arriver. Il fallait trouver des croisements avec des maïs introduits des États-Unis, et nous avons pu proposer une première population hybride : un maïs qui était violet comme le maïs local, mais qui était un peu dur, alors que le maïs local était à grain tendre. J'y ai travaillé deux ans, pas plus, parce que ma carrière africaine s'est arrêtée brusquement à Bouaké. Cela s'est passé en 1958, l'époque de l'effervescence pour l'indépendance africaine -le référendum franco-africain, la sécession de la Guinée...- et je participais au mouvement de Présence Africaine¹⁶, au moins par la pensée. J'ai commis l'imprudence de recevoir à mon domicile, une ou deux fois comme ça, quelqu'un qui s'est avéré être un responsable syndical, un chef d'équipe qui travaillait au laboratoire, avec qui j'avais des rapports très amicaux. Il était Ivoirien. J'avais montré envers lui une sympathie inhabituelle et les responsables ont signalé qu'il venait prendre une bière chez moi. C'était inadmissible. "Chef", de ceux que l'on appelait "toubabs", j'étais socialement un colonisateur "blanc". Cet Ivoirien était "noir" -ironie des choses, c'était un métis à la peau plus claire que la mienne !- et moi, j'étais "blanc". Inviter chez soi un "noir", de plus syndicaliste, pour lui offrir une bière, c'était inconcevable. Alors, cette invitation a suffi, goutte d'eau faisant déborder le vase, pour que je bénéficie d'un rapport à ma hiérarchie et aux renseignements généraux, aux aguets sans doute depuis mon interdiction de séjour au Maroc... Je

Avec une igname, *D. Cayensis* cv "Gwos Kay".



¹⁶ *Présence Africaine* est une revue fondée en 1947, devenue aussi maison d'édition. Elle a été le foyer d'émergence du militantisme culturel francophone africain, axé sur l'anti-colonialisme (son édition la plus vendue est le Discours sur le colonialisme d'Aimé Césaire), la négritude et le panafricanisme. Parmi ses grands poètes, j'y ai eu comme ami le guinéen Keita Fodéba, fondateur du premier "Ballet Africain", qui devait périr dans les geôles du dictateur Sékou Touré. L'année 1956 avait été marquée par le premier congrès des Écrivains et Artistes Noirs à la Sorbonne.



Ma maison à Bouaké.

suis parti en congés en 1958 à Paris et au terme de celui-ci, je suis resté sans affectation (mais mon salaire continuait de m'être versé !). Après six mois, ne voyant rien venir, je finis par m'inquiéter. Je suis allé voir Armand Arnoux qui était entré dans la hiérarchie du ministère de la France d'outre-mer, à Paris. C'est lui qui m'a dit : *Mon cher monsieur Degras, je viens de voir le dossier. Vous êtes interdit de séjour en Afrique et on ne sait pas quoi faire de vous...*

Les syndicats étaient-ils interdits en Côte-d'Ivoire à l'époque ?

Les syndicats étaient interdits ou sous étroite surveillance... Mais c'était l'époque où les mouvements d'indépendance commençaient à se manifester et à ce moment-là, la surveillance dépendait des "commandants de cercle", véritables proconsuls. De temps en temps, c'était très dur, parfois ça l'était moins ¹⁷.

Saviez-vous les risques que vous couriez ?

Non. J'avais reçu ce syndicaliste pour prendre une bière à la maison, c'était tout, mais on ne rigolait pas à l'époque avec ça. Pourtant je n'avais plus aucune activité politique. Rien du tout. Ni syndicale, ni rien. Mais, j'étais déjà sur la liste noire.

Et vos travaux scientifiques ne suffisaient-ils pas pour vous réhabiliter ?

Cela était totalement indifférent aux décideurs politiques. C'était pour raison d'État... C'est à ce moment-là que j'ai décidé de revenir à l'INRA. Mais au même moment, les services tropicaux de recherche liés à l'ex-ministère des Colonies (en plein désarroi) éclataient. Trois solutions étaient proposées aux personnels expatriés de la recherche vivrière : soit intégrer un corps d'extinction, qui a continué en tant qu'IRAT, soit revenir dans leur corps d'origine s'ils en avaient un - on a considéré que le mien était l'ORSTOM, quand il aurait dû être l'ex-ministère des Colonies !-, soit, s'ils voulaient et pouvaient, entrer à l'INRA. Alors, je suis allé voir Jean Bustarret que je connaissais fort heureusement pour avoir suivi ses cours au CNRA : *Monsieur Bustarret, voilà, je voudrais bien retourner aux Antilles. L'Afrique pour moi, c'est fini. - Ah, mon cher Degras, vous allez passer six mois au CNRA de Versailles, le temps de vous refaire et puis vous irez aux Antilles. J'y ai fait six ans, de 1958 à 1964...*

Étiez-vous alors IRAT ou ORSTOM ?

L'un et l'autre, potentiellement j'étais des deux, mais l'IRAT n'était qu'en gestation et l'ORSTOM était seulement un organisme de formation au moins jusqu'en 1958. Son personnel était affecté à l'enseignement. Donc, les personnes formées à l'ORSTOM appartenaient à des commanditaires de formation, soit les "instituts coloniaux" (IFAC, IFCC, IRCA, IRCT, IRHO ¹⁸), soit le ministère des Colonies puis de la France d'outre-mer. J'appartenais à ce ministère et celui-ci me mettait à disposition de tel organisme ou de telle structure en Afrique, mais d'autorité j'ai été affecté à l'ORSTOM en 1958 ; il est vrai que s'y faisaient déjà mon évaluation et les changements de grade.

Qu'existait-il au centre INRA des Antilles à cette époque ?

Les choses étaient complexes... Henri Stehlé, directeur de recherche INRA, était directeur de la station d'amélioration des plantes et administrateur du centre INRA de recherches agronomiques des Antilles et de la Guyane, depuis sa lettre de mission de 1948. Bien qu'ayant créé ce centre, sa cote était très basse au niveau national parce que c'était surtout un naturaliste et un naturaliste à l'INRA, en 1958, c'était un moins que rien. C'était... un idéaliste convaincu, qui ne savait pas ce que c'était que l'expérimentation moderne appuyée sur la statistique, un homme de terrain, un observateur, un penseur également et puis, un botaniste surtout. On entendait dire à son propos à l'INRA : *Qu'est-ce que c'est que la botanique ? Cela ne sert à rien. C'est que dès la fin du 19^{ème} siècle, il n'y avait plus grand chose à découvrir de la flore de l'Hexagone, et l'agronomie tendait à réduire le nombre d'espèces à promouvoir, quand la recherche tropicale en était encore à l'exploration d'une biodiversité sans commune mesure avec celle de l'Europe. Il était très mal compris.*

Pourquoi alors lui avoir confié la direction du centre Antilles-Guyane ?

L'INRA n'avait pas le choix. Il était le seul chercheur existant aux Antilles en 1948, bien qu'ingénieur des services agricoles, en charge surtout d'une vulgarisation branchée sur des expérimentations sommaires. C'est que, par ailleurs, il avait fait ses classes de chercheur à Montpellier avec pas mal de personnes, dont Georges Kuhnholz-Lordat, un des concepteurs de la phytosociologie française. Henri Stehlé était un écologiste avant l'heure. En 1932, rendez-vous compte, il écrivait déjà un texte, que j'ai retrouvé, sur la lutte biologique. C'était un homme d'avant-garde de ce point de vue. C'était un visionnaire, vraiment. Mais, même si des années 30 à 60, ses publications et ses manuscrits en font un phytosociologue et un systématicien, il avait une vision très globale de la recherche à une époque où les spécialisations étaient la règle. Seulement, il était très autoritaire, ayant acquis par son long séjour ici, aux Antilles, une autorité morale et sociale incontestable. Quand des métropolitains étaient affectés dans son équipe, ils ne faisaient pas le poids, face à la domination qu'Henri Stehlé exerçait dans son milieu et ils repartaient très vite... Ce qui incita l'INRA à décider de le faire rentrer en métropole, mais faire rentrer Henri Stehlé, ce n'était pas évident !

Comment l'INRA s'y est-il pris ?

Pour cela, il fallait une nouvelle stratégie : que l'INRA s'implique davantage et autrement aux Antilles, car l'INRA n'y était présent que de façon encore assez formelle. Seuls les départements de zoologie et d'agronomie, et encore assez tardivement, s'y impliquèrent, en dehors de celui d'amélioration des plantes. Il semblerait que ce soit la visite aux Antilles du Général de Gaulle qui ait accéléré le mouvement, car lorsqu'il est venu en Guadeloupe au début de l'année 1964, il aurait dit : *Il faut faire quelque chose pour ce pays, le développer...* La direction de l'INRA aurait vraiment décidé à ce moment-là de relancer ce centre INRA, bien qu'en fait il y ait eu des missions avant en vue d'une évolution de la situation, missions

¹⁷ De 1946 à 1960, la Côte-d'Ivoire, avec Houphouët-Boigny, est au cœur des ambiguïtés de la décolonisation. Inféodée au Parti Communiste français jusqu'en 1950, elle perd peu à peu de sa cohérence, d'abord en 1958, avec la sécession guinéenne de Sékou Touré, pour entrer dans la "françafrique" des partis adoués par les intérêts sous-jacents de l'État et du capital français. Mon séjour ivoirien se passe au moment où des courants politico-syndicaux se démarquent de la réal-politique d'Houphouët-Boigny, qui négocie l'indépendance du pays en 1960, éveillent la méfiance des polices nationales françaises et ivoiriennes.

¹⁸ IFAC, Institut des fruits et agrumes coloniaux, devient IRFA, puis CIRAD-FHLOR ; IFCC, Institut café cacao ; IRCA, Institut du caoutchouc ; IRCT, Institut du coton et des textiles ; IRHO, Institut des huiles et oléagineux.

Jardin créole typique en Grande-Terre de Guadeloupe présenté à une classe de terminale du lycée agricole régional, octobre 2008.



conduites par Raymond Février, Jean Rebuschung, André Cauderon, notamment. Cette stratégie répondait aussi à celle de la décentralisation de la recherche voulue par Edgar Pisani, ministre de l'Agriculture de 1961 à 1966, et aussi tiers-mondiste affirmé. Raymond Février était de ses amis.

Aviez-vous déjà rencontré Henri Stehlé ?

Oui, je l'avais rencontré à Montpellier, en 1946, où il était venu présenter ses travaux de thèse d'ingénieur-docteur, une thèse de phytogéographie en sociologie végétale sur les types forestiers de la Caraïbe. C'est lui qui a vraiment été à l'origine de la connaissance de la flore des parcs de Guadeloupe et de Martinique. Sa thèse porte dessus et j'avais demandé que le parc de la Guadeloupe porte son nom. On m'a répondu que les parcs nationaux n'ont pas de nom et qu'il ne pouvait donc pas s'appeler Henri Stehlé. Il a parcouru tous ces territoires à pied, à cheval, c'était un travailleur infatigable avec une mémoire considérable. Ce monsieur mériterait vraiment un livre sur lui, même s'il était très imbu de lui-même. Ici, en Guadeloupe, il a surtout fait beaucoup de botanique et ses travaux ont permis à notre collègue Jacques Fournet, d'amorcer sa flore ¹⁹ à partir de ses papiers ronéotypés que j'avais pu conserver, et bien sûr de sa bibliothèque également. Botaniste de formation, j'en avais reconnu la valeur, alors qu'à peine arrivés, mes collègues brûlaient sans discernement, des paquets de papiers de Stehlé qui remplissaient une salle entière. Il y avait des tonnes des papiers d'Henri Stehlé et principalement ceux de sa période de chercheur et d'administrateur du centre agronomique des Antilles et de la Guyane, à partir de son arrivée en Guadeloupe en 1948. Mais existait également ceux de son premier séjour ici, commencé en 1932, et ceux de l'intermède martiniquais, dont j'ignore le début (c'est de là qu'il a préparé sa thèse d'ingénieur-docteur, soutenue en 1947 à Montpellier). Ingénieur du service d'agriculture dans les deux îles, il y avait conduit des travaux de botanique, de phytogéographie et de phytosociologie. Il avait également créé les écoles d'agriculture de Guadeloupe et Martinique.

Est-il vrai que la bibliothèque d'Henri Stehlé a été brûlée ?

Non, pas la bibliothèque, il ne faut pas exagérer. Du papier ronéotypé reproduisant ses interventions à la radio, dans les journaux, partout. Il faisait des conférences sur le lambi (un gros gastéropode marin des Caraïbes, très prisé), sur le "ravet" (la blatte américaine), les Amérindiens... C'était vraiment un naturaliste complet. Je dirais même un humaniste. Et de ces conférences, quand ils sont arrivés, les chercheurs, disons classiques, de l'INRA ont dit : *Qu'est-ce que ça fait là ? Ça n'a rien à y faire, on brûle.* J'ai pu en sauver beaucoup, et notamment toute la partie botanique. J'ai déjà dit le rôle catalyseur de ces travaux dans la vocation de Jacques Fournet. Henri Stehlé a eu ce mérite d'apporter aux Antilles une connaissance de la botanique qui faisait défaut. Il n'y avait pas eu de travail à cette échelle aux Antilles depuis le 19^{ème} siècle, la dernière flore (Duss, 1897) étant taxonomiquement obsolète. De plus, à travers la botanique, il a constitué une base de connaissances considérable sur les plantes fourragères. Alors là, vraiment, c'était l'homme qui, dans la Caraïbe française et étrangère, faisait autorité. En dehors de cela, il a introduit aux Antilles un

¹⁹ Jacques Fournet, *Flore illustrée des phanérogames de Guadeloupe et de Martinique*, INRA (1 vol., 1978), CIRAD et Gondwana Éditions, 2 t., 2538 pages, 2002.



Lucien Degras et son épouse accueillant le fils de Henri Stehlé et son épouse venus remettre des archives potentielles en Guadeloupe.

nombre considérable de plantes, des plantes textiles, des cucurbitacées. C'était vraiment le jardin botanique ici au sens ancien du terme, celui des jardins royaux d'Europe d'après l'ère des "Grandes Découvertes".

Le souci d'Henri Stehlé était-il d'adapter les plantes des zones tempérées aux Antilles ?

Absolument pas. Son objectif était d'accroître la connaissance des plantes locales, de la Caraïbe et du monde tropical tout entier pour permettre à ces plantes d'accroître les capacités de l'agriculture locale. C'était quelqu'un de convaincu que la recherche devait permettre un développement des Antilles pour un mieux-être des habitants.

Donc pas nécessairement un développement à partir des cultures coloniales telles que la banane et la canne à sucre ?

C'était également cela. Pour lui, c'était tout. Il avait une vision holistique, englobant la totalité de la recherche. Tout devait intervenir. Il a travaillé sur la canne à sucre, sur des croisements de cette plante qui ont été très valables, bien que peu adaptés aux méthodes de gestion futures -paiement à la richesse en sucre (ndlr : voir p.28, ci-après)- et que j'ai moi-même utilisés dans mes recherches. C'était un touche-à-tout, une chose difficile à faire valoir à l'INRA. Ce n'est pas très indiqué dans la recherche, en général, bien que dans la phase de prospection des pistes de recherche les plus prometteuses, et sous la pression des planteurs et des éleveurs, dépourvus de base d'information, comme c'était alors le cas, cela soit très excusable.

Vous rencontrez donc Henri Stehlé pour la première fois à Montpellier ?

En 1946, il vient préparer la soutenance de sa thèse à Montpellier et il me fait part de ses travaux. Je le croise dans un escalier de la faculté des sciences et, les Antillais étant rares en ces lieux -il était, lui, originaire de Normandie-, il s'enquiert aimablement de mon origine, et très prolixe, m'étourdit pendant une heure des motivations, des hypothèses, des difficultés, des résultats de ses recherches. Je le comprenais à peine, je venais d'entrer en botanique ! Et puis, je l'ai retrouvé beaucoup plus tard, quand il est revenu en mission aux Antilles... L'INRA s'est arrangé pour que Henri Stehlé quitte le centre INRA des Antilles en 1964 au mois de juillet et que la nouvelle équipe -dont je faisais partie- arrive vers octobre. Il ne devait pas y avoir de contacts entre la nouvelle équipe et lui. C'était formel. Il s'est senti comme exilé dans le midi, à l'INRA d'Antibes où il avait été muté. Il était vraiment très mal vu de la hiérarchie scientifique et administrative de l'INRA, qui lui reprochait autant ses orientations scientifiques (dispersion des sujets et des thèmes, choix zootechnique...) que sa gestion administrative du personnel (misogynie, clientélisme...) et sa comptabilité, trop approximative, disait-on. Mais je crois que l'on chargeait un peu la barque... Je n'ai pas très bien su, avant mon arrivée sur place, comment il avait rempli ses fonctions. Il a vécu tout cela très mal. Il a estimé qu'on était ingrat envers lui... Ici, sa cote était très haute. Il bénéficiait en Guadeloupe

Henri Stehlé devant sa bibliothèque.

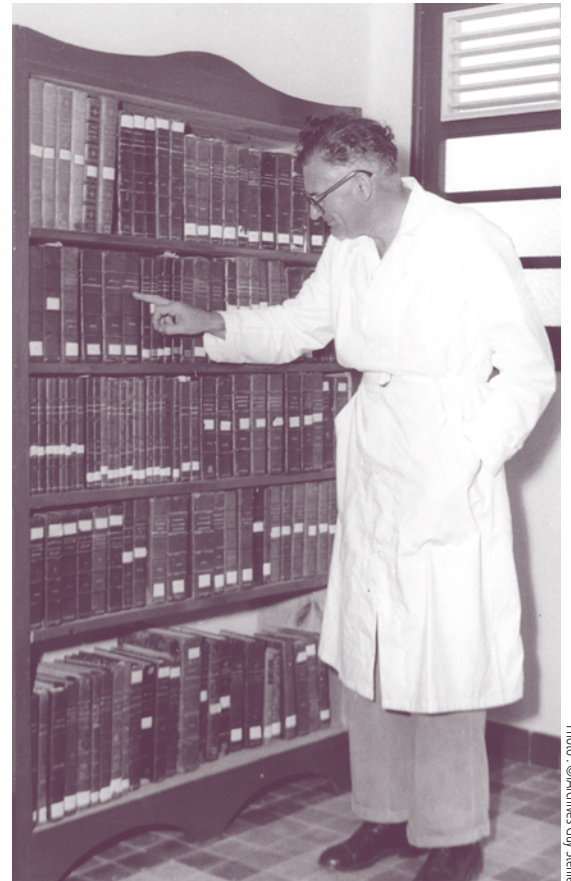


Photo : ©Archives Guy Stehlé

d'un niveau, je dirais, de respect populaire et administratif, qui était, pour l'INRA, justement un obstacle puisque l'on ne faisait pas de monsieur Stehlé ce qu'on voulait. L'INRA voulait alors faire un centre avec des disciplines bien répertoriées, une génétique qui soit expérimentale. Lui ne savait pas très bien expérimenter au sens moderne du terme, avec le concours des méthodes statistiques entre autres. Je rappelle que l'amélioration des plantes s'était accélérée, davantage rationalisée, surtout après la Deuxième Guerre mondiale, en s'appuyant sur la génétique et la statistique, mais elle n'est pas née avec l'application de ces innovations. L'empirisme paysan millénaire est à l'origine de la majorité de la biodiversité spécifique et de l'amélioration de nos disponibilités alimentaires sur tous les continents. Entre cet empirisme et l'expérimentation moderne ont existé bien des modalités intermédiaires souvent portées par des observateurs d'exception. Henri Stehlé avait quelque chose de ces chercheurs, pas toujours doués pour les procédures techniques, mais capables d'en reconnaître la valeur et d'y suppléer par des intuitions efficaces. Sa pratique de la sélection de la canne à sucre le prouvait.

Revenons sur votre période de six ans à l'INRA de Versailles. Sur quoi travailliez-vous ?

J'ai été affecté d'emblée au laboratoire des céréales secondaires, dirigé par Xavier Lascols, où j'ai secondé le chercheur qui travaillait sur l'avoine, Camille Moule, qui devait partir diriger l'ENSA de Rennes. Il venait de passer le concours et s'appretait à quitter son poste au CNRA. Moi, j'étais avec lui comme ça puisque je ne devais faire que six mois, on me mettait un peu sur tout... On m'a dit : *Écoutez, l'avoine, vous allez vous en occuper en attendant votre départ.* J'ai été pendant six ans responsable de la sélection de l'avoine en France ! J'ai donc

continué le programme de recherche sur l'avoine de Camille Moule. Après son départ à Rennes, surtout au début, il a continué à me guider et à encourager mes initiatives, puisque j'ai entrepris des approches originales qui ont donné lieu à publication ²⁰.

Nous voilà en 1964. Comment a été choisie cette nouvelle équipe qui va s'installer au centre INRA Antilles-Guyane ?

On le doit essentiellement à Raymond Février. Il est passé un jour au CNRA et m'a dit : *Monsieur Degras, j'ai appris que vous étiez des Antilles et que vous souhaitiez y retourner. L'INRA va mettre en place une nouvelle équipe dont vous serez et, le moment venu, nous ferons appel à vous. J'ai appris ainsi, simplement, peut-être cinq ou six mois avant, que j'allais partir aux Antilles. Je n'ai pas su à ce moment-là qu'Henri Stehlé n'y serait plus. Je l'ai su après. J'ai même été très étonné quand je suis arrivé aux Antilles. Nous étions 5 chercheurs et j'ai été bombardé directeur de station. Je ne m'y attendais pas du tout... Il y avait déjà Jacques Bonfils, entomologiste, depuis 1960, et Jean Salette, agronome, qui avait été envoyé un an avant nous et qui était en désaccord avec Henri Stehlé. J'ai retrouvé leur correspondance que j'ai brûlée moi-même, ce n'était pas intéressant. Ils s'écrivaient des lettres de récriminations, je dirais, "polies". Vous pensez bien que ce genre de correspondance ne méritait pas d'être conservée. Jean Salette avait un caractère plutôt entier. Par ailleurs, c'était un agronome persuadé que l'agriculture tropicale ne pouvait se développer qu'avec un investissement important dans la fertilisation minérale, les engrais azotés en particulier, dont il était l'ardent promoteur. Il avait envisagé de mettre en place ici, au domaine Duclos, avant son départ en 1972 ²¹, une expérimentation*

visant à promouvoir sur prairie les connaissances sur la fertilisation azotée et leurs applications à l'échelle de plusieurs décennies... Il était très chimiste. Henri Stehlé, naturaliste, ne le comprenait absolument pas. Jean Salette lui reprochait, semble-t-il, de *passer son temps à faire des conférences à la radio sur les ravets...* Et comme il était en principe sous ses ordres, c'était la guerre.

Avec quels collègues de métropole arrivez-vous en 1964 ?

Les 4 mousquetaires, si je peux dire. Il y avait Jean Rettagliati qui était de Jouy-en-Josas. C'était le seul zootechnicien, ingénieur spécialiste du porc, il avait travaillé avec Raymond Février. C'était son homme de confiance. Il y avait Jean Bulit qui lui, était un pathologiste végétal. Je ne sais plus où il était avant, peut-être à Toulouse ou à Bordeaux. Et puis, il y avait Albert Lefort, son assistant, et aussi Bernard Digat, bactériologiste, fraîchement recruté. Peu avant mon départ, alors que j'étais détaché de l'ORSTOM au centre INRA de Versailles. Raymond Février m'avait dit : *Avant que vous ne partiez, il serait bien que vous passiez le concours de chargé de recherche INRA. J'ai été très fier d'y être reçu premier...*

Étiez-vous le seul Antillais de cette nouvelle équipe ?

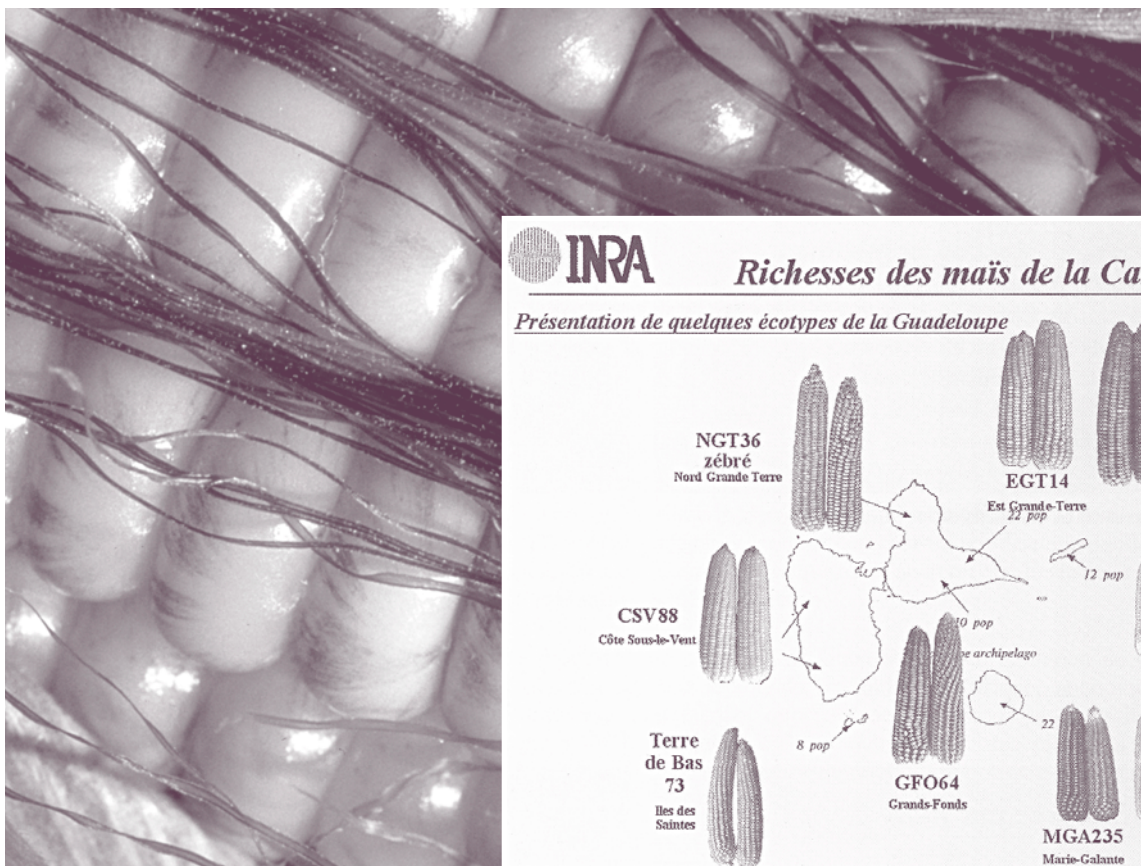
J'étais le seul Antillais. Disons que les vrais mousquetaires c'étaient les autres... Revenant dans mon propre pays, je ne saurais me présenter en "mousquetaire" !

Vos collègues se sont-ils portés volontaires comme vous ?

Non. Je pense que c'est Raymond Février qui a fait la sélection. Il a rencontré ces collègues, je ne sais dans quelles conditions,

²⁰ Analyse du rendement et sélection pour la productivité. Recherches chez l'avoine de printemps. 1- Conceptions et méthodes dans la sélection pour la productivité chez les céréales autogames. *Ann. Amél. Pl.*, 14, 4, 353-381.

²¹ Jean Salette a fait une belle carrière à Angers. Il a reçu la médaille Lenglen en 1986 et le prix Xavier Bernard en 1990 pour ses travaux sur la fertilisation des prairies, et il est entré à l'Académie d'Agriculture en 2003.



Épi de maïs.

Comment les collectes de Touvin en jardin créole ont enrichi la biodiversité des maïs pour l'INRA (Welcker, 2002).

et nous sommes arrivés ici de 15 jours à 1 mois d'intervalle. Avant de partir, nous avons été reçus par Jean Bustarret, qui était encore inspecteur général de l'INRA à ce moment-là, me semble-t-il, ou tout juste nommé directeur général et c'est là qu'il a eu une formule véritablement historique. Il nous a dit : *Allez-y, messieurs, l'intendance suivra !* Et l'intendance a effectivement suivi... pendant deux bonnes années. Marc Ridet qui était le grand argentier de l'INRA à l'époque, débarquait ici tous les six mois pour solder toutes nos factures, sans nous demander beaucoup d'explications. Nos dépenses étaient contrôlées *a posteriori*. Nous avons quasiment un compte ouvert pour faire que le nouveau centre naisse.



Délégation de chercheurs cubains (OEDA, ARIAS, FUENTES) observant de l'herbe de Guinée (*P. maximum*) et de la luzerne du Brésil (*Stylosanthes gracilis*) au domaine Duclos de l'INRA à Petit-Bourg (1971).

Raymond Février vous a-t-il donné une feuille de route, une mission ?

La feuille de route, nous l'avions en ce sens que, pendant au moins deux ans, me semble-t-il, de 1962 à 1964, des missions conduites par Raymond Février, André Cauderon et Jean Rebeschung se sont succédées dans la Caraïbe, notamment en Jamaïque, et à Trinidad. Ils ont regardé ce qui s'y faisait de mieux, ce que l'INRA pourrait en retenir et quels étaient comparativement ses atouts. Il y a eu un rapport très important, en 1962 je crois, sous la direction de Raymond Février, en collaboration avec des responsables de l'Institut de recherche sur les fruits et les agrumes -l'IRFA, future composante du CIRAD- et de l'ORSTOM. C'était le rapport fondateur, qui donnait toute la stratégie de mise en place du centre Antilles-Guyane rénové. J'en avais retenu en particulier le rôle conféré à l'INRA dans le renforcement de l'animation culturelle aux Antilles. Nous devons avoir un rôle de développement de la culture, d'une façon générale et, plus particulièrement, de la culture scientifique, aux Antilles-Guyane.

Existait-il une université en Guadeloupe à cette époque ?

Un centre universitaire existait, basé à la Martinique, qui dépendait de l'académie de Bordeaux à ce moment-là. J'y ai d'ailleurs été associé très tôt. Raymond Février est intervenu ultérieurement auprès du recteur de Bordeaux pour faire

réorienter l'implantation de la faculté des sciences de la Martinique vers la Guadeloupe, en cohérence avec le développement du centre INRA. J'ai fait longtemps partie du conseil d'administration et du conseil scientifique de l'université, et j'ai été associé à plusieurs de ses activités, en particulier le diplôme d'agronomie caraïbe et le centre d'études et de recherches caribéennes.

Vous avez évoqué Jean Rebeschung. Peut-on dire qu'il a inventé la notion de développement durable ?

Ce serait un anachronisme de le dire. C'était un homme très réaliste. Il avait le sens de la liaison "recherche-développement", ce dernier mot au sens R et D de l'époque, non au sens écolo-évolutif actuel dans "développement durable". À sa mort, certains -dont Jacques Poly je crois- ont dit de lui qu'il avait été le plus grand agronome de France. Il avait des capacités de travail considérables. C'était un garçon d'une finesse remarquable. Il est mort trop tôt, malheureusement, et c'est à travers lui, dès Versailles, que j'ai su par exemple qu'il fallait travailler sur l'herbe de Guinée aux Antilles. Il avait des connaissances sur les plantes tropicales relativement grandes, rapportées à celles du reste de l'Institut et par ailleurs, il avait une idée très claire de la façon dont il fallait procéder... Mais, avec les concepts de planification centralisatrice et d'économie d'échelle de l'époque, il lui est arrivé d'écrire qu'il suffirait d'un seul grand élevage bovin pour que toute la Guadeloupe soit alimentée en lait ! Un truc à la soviétique...

Mais en Guadeloupe, les animaux ne sont-ils pas au piquet encore aujourd'hui ?

Jean Rebeschung ne croyait pas du tout à la nécessité de prendre en compte ces pratiques traditionnelles, et il les écartait. À cet égard il était de ce temps où régionalisme rimait avec archaïsme. Mais, il faisait confiance. *Tu iras là-bas. Tu verras ce que je ne sais pas.* Jean Rebeschung a eu un rôle très important, je dirais, culturellement, vis-à-vis de moi. Nous étions très amis (à Versailles, au sein d'une bande de copains de tout grade, "les cousins", dont les survivants se donnent encore rendez-vous lors de mes passages dans l'Hexagone ! ...), et je lui soumettais toutes mes réflexions. Il aura été le seul parmi les chercheurs de l'INRA qui, dès le début, ait accepté de critiquer et de discuter ce que je faisais. Alors, qu'en général, les bons collègues qui venaient des stations de métropole, arrivaient ici, regardaient et leurs conclusions étaient : *Tu sais mieux que moi ce que tu dois faire.* Ils ne se mouillaient pas, peut-être parce qu'ils ne se donnaient pas vraiment la peine de s'investir dans le sujet alors que nous, nous cherchions des appuis au moins méthodologiques, auprès de nos collègues de la métropole. C'était assez logique. Nous étions un peu perdus avant de rencontrer les chercheurs de la Caraïbe, ce qui est venu heureusement assez vite. L'apport de l'Hexagone pour les plantes n'était pas évident. C'était des plantes qu'ils ne connaissaient pas. L'igname, on ne savait pas ce que c'était, alors que le porc, il y en avait en France. Donc, pour la partie animale, il y avait des transpositions possibles, sur la vache Holstein par exemple. Mais, en ce qui concerne le domaine

végétal, la canne à sucre par exemple, personne ne savait ce que c'était à l'INRA. La banane non plus. Il n'y avait pas une seule compétence dans la Maison. C'est pourquoi il y a eu des voix dans l'INRA, dès le début, et très souvent après, pour dire qu'il fallait larguer le centre des Antilles, que ses compétences, ses connaissances, ses domaines n'avaient pas d'interaction avec l'ensemble de l'INRA, mais avec les instituts tropicaux. Et on ajoutait : *C'est là qu'il faut qu'ils aillent, ces gens des Antilles !*

Quelle est la station que vous avez été amené à diriger à votre arrivée au centre INRA Antilles-Guyane ?

Il s'agissait de la station d'amélioration des plantes, la seule station existant vraiment à l'époque avec les trois anciens techniciens d'Henri Stehlé qui avaient aidé à mettre le centre en place : Jean Sabine, René Arsène Poitou et Joseph Manyri²². Il n'y avait alors pas de chercheur attaché à cette station en dehors d'Henri Stehlé. Les deux autres chercheurs du centre -Jean Salette (agronomie) et Jacques Bonfils (zoologie)- étaient mis à la disposition du centre et relevaient scientifiquement de leurs chefs de département respectifs basés au CNRA de Versailles. La structuration pluridisciplinaire officielle en unités (agronomie, amélioration des plantes, pathologie végétale, zootechnie et zoologie) s'est faite à la fin de l'année 1964. Peu après, la Bioclimatologie s'est individualisée en dehors de l'Agronomie : Jean Fougerouze, qui nous avait très tôt rejoint, venant de la météorologie guyanaise, l'avait demandé et obtenu autant pour les incompatibilités des caractères révélées que pour les inégalités des niveaux de compétence en bioclimatologie... La technologie des produits végétaux est apparue ensuite avec Michel Namory, achevant le noyau de base du nouveau centre. J'étais donc le seul chercheur de la station d'amélioration des plantes... et, pendant un certain temps, j'ai fait des recherches sur les plantes fourragères, sur la canne à sucre et sur les plantes vivrières à la fois ! Peu à peu, l'équipe s'est étoffée avec des VAT, généralement de qualité -certains allant bien au-delà du temps requis, tels François Kaan (9 ans en Guadeloupe) ou Guy Anaïs (toute sa carrière au centre)-, d'autres techniciens, deux ingénieurs -Richard Arnolin, puis Mathurin Pulchéry-, et surtout un secrétariat exemplaire avec Angélique Armantrading (devenue épouse Anaïs) et Roselise Accipé²³.

Comment l'ancienne équipe d'Henri Stehlé vous a-t-elle accueilli ?

Très positivement du fait que j'étais Antillais. Ils n'avaient jamais eu affaire qu'à des chercheurs métropolitains... Antillais, j'avais déjà un point d'avance et Antillais en plus formé aux plantes tropicales. En effet le centre a reçu beaucoup de chercheurs venant de l'INRA qui apprenaient leur métier de "tropicalistes"... en arrivant ici. Seul l'ORSTOM donnait une formation pour les pays tropicaux, celle que j'avais eue. J'avais également travaillé en Afrique. J'avais une connaissance de ce terrain tropical que mes collègues -à l'exception de Jean Fougerouze quelque peu- n'avaient pas rencontré avant. J'ai pu les rassurer sur mes compétences. Mais il est possible que ma double formation, INRA et ORSTOM, m'ait à la fois servi et desservi. "Tropicaliste" de formation, indépendamment de



Photo : ©Archives Guy Stehlé

Jean Sabine au champ à Duclos.

mon origine antillaise, j'ai pu bénéficier d'un préjugé de compétences, disons biologique, écologique et aussi ethnologique... Ayant l'onction de travaux INRA validés et de relations avec certains de ses fondateurs, mon appartenance institutionnelle INRA ne pouvait faire de doute. Mais mes références africaines et mes intégrations institutionnelles antérieures dans la recherche tropicale, dont les ressorts n'avaient guère de secret pour moi, si elles ont facilité mes relations avec les unités du GERDAT et du CIRAD, m'ont parfois mis en position "d'immigrant" culturel dans l'INRA, au plan national... En tout cas, dans la mise en place du nouveau centre INRA Antilles-Guyane et son insertion régionale, où IRFA et IRAT auraient pu poser problème, tout cela me fut un atout de coopération, à une exception près, du côté INRA, celle de Jean Salette. Il a tiré argument de ce que sa recherche en était encore à s'inventer ou à se structurer, je ne sais plus, pour réduire au minimum ou renvoyer aux calendes grecques les approches collectives, même "imposées" par le tandem Raymond Février (disciplines animales) -André Cauderon (disciplines végétales). De ce fait, nous avons connu des séances parfois bien "tendues" de nos instances de concertation... Par ailleurs, tous, nous avons mis en pratique la recommandation de Raymond Février de chercher à accumuler connaissances et résultats pendant deux années avant de chercher à les faire connaître à l'extérieur.

De la part de vos compatriotes et de vos subalternes, vu le passé colonial de la Guadeloupe, aviez-vous toute légitimité pour exercer ce rôle de directeur ?

Absolument. Et j'ai dû très vite intervenir au niveau général puisque nous faisons une très bonne équipe au départ. Au sein du noyau de base dont j'ai parlé, nous travaillions dans un esprit de fraternité extraordinaire. C'était vraiment une confraternité... Nous nous réunissions le soir pour discuter, du plan d'un bâtiment par exemple, après un tour de piste en jeep. C'était genre Far West, voyez-vous, ou "conquête de l'Ouest" ! Tout était à faire. Nous avions l'enthousiasme. Nous finissions le soir à 21 heures... nos épouses venant nous chercher sur les

²² Jean Sabine, René Arsène Poitou et Joseph Manyri sont "agents principaux du cadre technique", le premier, chef de culture de la production agricole, chargé des essais fourragers et zootechniques, le second, chargé des essais de végétaux alimentaires et de la canne à sucre, le troisième, chargé des essais végétaux industriels (protéagineux, fibres, médicinales...)

²³ Roselise Accipé, dont j'ai pu organiser la formation de documentaliste, notamment par un stage initial à la bibliothèque de l'université des West Indies (Trinidad), a été un pivot essentiel de mes recherches et de mes publications de 1968 à 1994.

marches du "Grand Labo" (l'actuel bâtiment administration-documentation). C'était une ambiance assez extraordinaire... Et puis, tout a été cassé avec les événements de mai 67 à la Guadeloupe. Il y a eu malheureusement, les 26 et 27 mai 1967, une énorme bavure policière qui a entraîné des morts. Le nombre exact n'est pas connu : les uns disent 4, les autres disent 80, on n'en sait toujours rien car les données officielles demeurent classées secret défense. Les CRS ont tiré sur la foule lors de manifestations à Pointe-à-Pitre pour des revendications salariales. Ce "petit massacre" à l'échelle de la Guadeloupe a déclenché une quasi-révolution. Pointe-à-Pitre a été bouclé par des groupes de gens du peuple armés de bâtons, de cailloux... Ils n'avaient pas d'armes à feu. Il n'y a jamais eu d'armes à feu du côté des manifestants et, évidemment, les pouvoirs publics ont mis le paquet pour pouvoir reprendre la situation en main, pour mater la rébellion. À tel point que j'ai dû aller chercher les enfants de mes collègues métropolitains bloqués à Pointe-à-Pitre (un médecin les hébergeait). Mes amis, Jean Rettagliati et Jean Bulit allant les chercher en voiture à Pointe-à-Pitre, s'étaient fait presque lapider à l'entrée de la ville. Ils avaient été traités de sales blancs... Les enfants ne pouvant rentrer chez eux au domaine Duclos, où leurs parents avaient leur logement de fonction, je me suis proposé pour les ramener. Parce qu'Antillais, j'ai pu passer à travers les barrages. Pointe-à-Pitre était en situation vraiment quasi révolutionnaire à ce moment-là et cela a marqué énormément la conscience collective. Certains en ont davantage été pour l'indépendance. Il y a eu un procès retentissant d'ailleurs, en France hexagonale, pour condamner pas mal de personnes du groupe d'organisation nationale de la Guadeloupe (GONG), déclaré responsable des troubles. Quelque chose fermentait, oui, et cela a explosé en 1967. Jean Bulit, était un boy scout, le type tout à fait dévoué à tout le monde. Cela lui a retourné le sang et vraiment, il a perdu tout à fait confiance dans la possibilité de faire quelque chose ici. Il a demandé tout de suite à rentrer en métropole. Le moral des métropolitains de cette équipe fondatrice était cassé... D'accord, c'était compréhensible. De mon côté, je pouvais essayer d'interpréter, mais pour eux c'était tout à fait différent. Et c'est dans ces conditions que Raymond Février est venu me voir en me disant : *Il faut que vous acceptiez d'être administrateur du centre INRA Antilles-Guyane*. Ce à quoi je n'étais pas du tout préparé et j'ai été amené ainsi à ajouter à mon rôle de directeur de station, celui d'administrateur de centre. Cela ne s'appelait pas président de centre comme aujourd'hui mais c'était le même rôle. Nous avions même un rôle plus important. Nous avions des responsabilités plus grandes. En particulier, quand j'étais administrateur, le secrétaire général du centre était noté par moi, ce qui ne se fait plus. Par ailleurs, la nomination de l'administrateur résultait en principe de la proposition collégiale des directeurs des stations du centre validée par la direction nationale. Il avait de ce fait une double représentativité, régionale et nationale, alors que le président de centre actuel n'est que le représentant du pouvoir central.

Qui était administrateur avant vous ?

C'était Jean Bulit notre administrateur, nommé dès le départ de Paris. J'ai été administrateur du centre de 1967 à 1971 -j'ai refusé la prolongation proposée- ce qui m'a amené à davan-

tage m'impliquer dans la construction de l'ensemble du centre du point de vue scientifique. Il faut rappeler que nous avions à ce moment-là deux patrons qui venaient régulièrement dès 1964. C'était, d'une part, Raymond Février pour tout ce qui touchait à la gestion générale du centre, gestion scientifique incluse, et aux aspects animaux, et André Cauderon, pour la partie végétale. Des programmes prioritaires étaient communs à tous les chercheurs du centre, sur lesquels chacun devait travailler au minimum 50% de son temps. Nous avions un programme sur les plantes fourragères qui entraînait évidemment, automatiquement, la partie animale, mais qui concernait aussi la pathologie végétale, l'amélioration des plantes, la zootechnie et l'entomologie. Deuxième secteur prioritaire : la patate douce. Tout le monde a travaillé sur la patate douce, y compris le secteur animal qui a commencé à voir l'utilisation de la patate douce dans l'alimentation des chèvres... Et troisième sujet sur lequel tout le monde devait travailler : la canne à sucre.

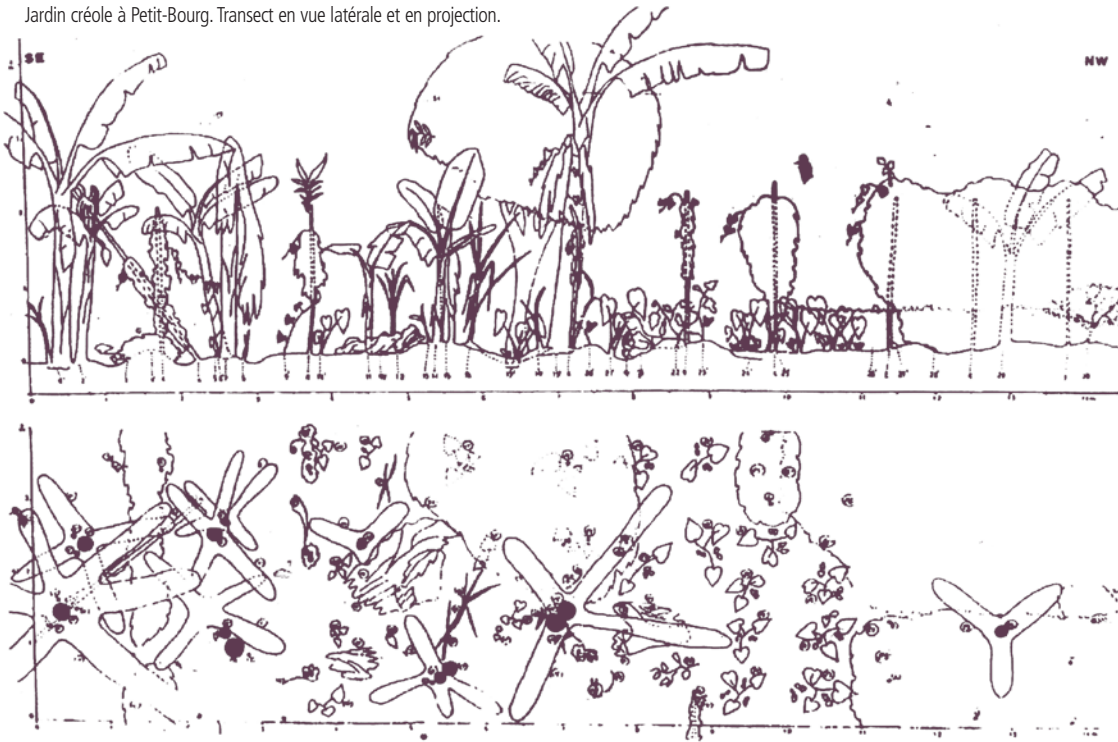
Ces différentes espèces étaient-elles déjà naturellement présentes en Guadeloupe ?

Oui, bien sûr. Disons que les plantes fourragères comprenaient des plantes de base qui existaient déjà dans la flore, avec en plus des espèces introduites, dont notre cheval de bataille le Pangola, introduit de Porto Rico par Henri Stehlé. C'est une plante originaire d'Afrique du Sud. Lorsque je suis arrivé en 1964, une nouvelle répartition de plantes fourragères était imminente à Porto Rico, à la suite d'une mission en Afrique du Sud pour rapporter des échantillons de nombreuses espèces, collectés en station et hors station. Avec Jean Salette, nous avons fait un petit coup d'État : nous avons décidé d'aller chercher nous-mêmes des plantes à Porto Rico, sans aucun ordre de mission de l'INRA...

Pourquoi n'aviez-vous pas d'ordre de mission ?

Nous n'avions pas le temps d'en obtenir un de Paris ! Nous avions su, par des collègues de l'IRAT, la date à laquelle le matériel allait être distribué. Il s'agissait de la dernière manifestation agricole et scientifique d'un organisme survivant de la Deuxième Guerre mondiale, et qui devait se dissoudre peu après : la commission Caraïbe, établie à l'instigation des USA, pour tenter une coopération tous azimuts des pays de cette aire. L'intérêt du département de l'agriculture des USA, véritable commanditaire de la mission pour les plantes fourragères d'Afrique du Sud, venait du succès du Pangola en Floride. Entreposées à Porto-Rico, environ 300 provenances de parcours d'élevage de plusieurs régions et de plusieurs espèces, étaient proposées à une distribution pour valorisation aux états partenaires de la commission, dont la France. Cependant l'information n'avait circulé qu'en direction de l'organisme de recherche tropical français, l'IRAT, même si celui-ci avait plutôt vocation à développer les cultures vivrières. Mais ce qui nous déplaisait, c'est que l'IRAT envisageait de récupérer le matériel au nom de l'État français et surtout de l'installer en Guyane. Il fallait qu'on le récupère pour le centre INRA en Guadeloupe. Or, le temps de demander à Paris l'ordre de mission écrit -il n'y avait à ce moment-là que le télégramme comme moyen pour le demander rapidement- et pour le recevoir, il n'allait pas arri-

Jardin créole à Petit-Bourg. Transect en vue latérale et en projection.



LES IMPLANTATIONS

Numéro	Nom commun	Numéro	Nom commun
1-2	Banancier (*)	3	Madère
4	Igname jaune	5	Igname Saint-Vincent
6-7-8	Banancier (*)	9	Igname jaune et Saint-Vincent
10	Madère	11	Banancier (*)
12	Canne à sucre	13-14-15	Banancier (*)
16	Canne à sucre	17	Madère
18-19	Banancier (*)	20	Igname jaune
* 21	Madère	22	Aubergine
23	Igname jaune	24	Madère
25	Igname jaune, Poule et Taïti	26	Patate
25-27-28	Pois yeux noirs	28	Igname jaune, Poule et Taïti
29	Banancier (*)	30	Piment
31	Manguier		

©INRA (*) Le relevé ne distingue pas les variétés de banane à cuire (plantain, ou banane jaune) et de banane de dessert (ou figues, diverses).

ver à temps. Alors, Jean Salette et moi, avec l'accord de Jean Bult, avons dit : *On prend les billets et on va récupérer le matériel.* Nous sommes partis tous les deux à Porto Rico pour récupérer des plants de *Digitaria* (les digitaires), qui comprend un grand nombre d'espèces (dont le *Digitaria decumbens*, à laquelle appartient le clone Pangola). J'ai ramené à peu près une trentaine de variétés de *Digitaria* différentes, plus des variétés d'autres genres, ce qui nous a fourni une bonne base de travail pendant environ une dizaine d'années, et a donné lieu à de nombreuses publications dans plusieurs disciplines ainsi qu'à la valorisation de nouvelles variétés.

Étiez-vous obligé d'avoir l'autorisation de Paris, y compris pour vous déplacer dans la Caraïbe ?

Absolument. Nous n'avons jamais eu en ce temps-là ce type d'autonomie administrative... Les autorités françaises ne tenaient pas du tout à ce que l'on puisse aller n'importe où. C'est assez significatif de la crainte de "contaminations étrangères" des DOM dans la vision jacobine et impérialiste de notre métropole... Pourtant nous avons conscience de nos responsabilités. Elles n'étaient pas celles de simples exécutions.

tants. Si les inspecteurs généraux et chefs de département fixèrent périodiquement des objectifs (mais avec de grandes latitudes les premières années), nous nous sentions le devoir de tenir compte d'un environnement régional et international (tropical) qu'ils appréhendaient insuffisamment. Par exemple, je me suis senti obligé de mettre en place pour les techniciens une formation "scolaire" aux méthodes statistiques. Autre exemple, c'est la confrontation de nos moyens (inclus les données nationales, bases génétiques, appuis méthodologiques, personnels...) avec ceux de la recherche caribéenne qui incita à substituer (faute de pouvoir additionner) à l'option, un temps prioritaire, de recherche sur la canne à sucre, celle de la recherche sur les maraîchères (avec transfert de la canne à sucre à l'IRAT). Certes, l'intérêt novateur des maraîchères figurait dans les "rapports-cadre" des missions des années 60, mais sans calendrier de mise en œuvre. Le transfert de la canne à sucre en a été aisément accepté par la direction nationale. Troisième exemple, c'est aussi une réflexion autonome qui a conduit à substituer à la recherche sur la patate celle sur l'igname, en dépit de la méconnaissance complète de celle-ci par les instances nationales, méconnaissance qui ne fut pas sans conséquences...

Vous avez déjà plusieurs fois évoqué les relations de l'INRA avec les instituts tropicaux qui devaient constituer le CIRAD. Pourquoi étiez-vous, l'INRA et eux, en compétition ? N'y a-t-il pas eu un partage clair et précis des thèmes de recherche ?

Ils se sont installés en Guadeloupe peu de temps après la départementalisation, notamment avec l'IFAC). Même si l'IFAC avait été créé au plan national, en 1943 sous Vichy, la guerre avait progressivement réduit le trafic maritime commercial atlantique au point de supprimer l'exportation de la banane vers la France. Mais, dès les années 50, les travaux de l'IFAC Guadeloupe faisaient déjà autorité sur la banane. Le rapport fondateur de la conception du nouveau centre INRA Antilles-Guyane, en 1962, avait d'ailleurs été cosigné par Jean Cuillé de l'IRFA (ex IFAC). Il n'aurait pu être question pour l'INRA de s'aventurer dans une compétition dans ce secteur. En revanche, l'IRAT, même si son installation aux Antilles ne s'était faite qu'en 1963, s'était d'emblée intéressé aux maraîchères et aux tubercules, domaines d'exercice (modeste) de l'équipe d'Henri Stehlé déjà. C'est aussi que la diététique occidentale venait de préconiser la consommation des légumes frais : la station INRA d'amélioration des plantes maraîchères date de 1957... Pour bien comprendre l'esprit de compétition de l'époque, il faut se rappeler que l'INRA, parvenu à l'intégration de l'ensemble des recherches agronomiques "hexagonales" dans l'Institut, ambitionnait l'intégration aussi des organismes de la recherche tropicale française, des instituts à base de filière technico-commerciale à l'ORSTOM !

Partagiez-vous cet avis, vous qui venez de l'ORSTOM et de l'INRA ?

À vrai dire, moi, cela m'était indifférent. J'ai toujours pensé, jusqu'à maintenant d'ailleurs, que peu importe qui fait le travail, du moment qu'il est fait. Les structures hiérarchiques et administratives m'importent peu puisque me concernant, j'avais travaillé à l'INRA en 1948, j'avais été formé à l'ORSTOM, pour ensuite travailler dans une future station IRAT. Les institutions, à vrai dire, je m'en moquais royalement. Ce qui me motivait, c'était le travail que l'on faisait, au service du peuple, pour parler de façon un peu rapide. Ce jeu de chefs ne m'intéressait pas. Personnellement, j'avais connaissance du travail fait par les instituts qui devaient constituer le CIRAD, dont le futur IRAT en Afrique puisque j'en avais été. À l'IRAT, j'étais un petit peu chez moi. Mes relations avec mes collègues de l'IRAT ont toujours été excellentes.

Avez-vous partagé avec eux le matériel que vous avez ramené de Porto Rico ?

Mais bien sûr. Avec les agronomes de la Caraïbe française et étrangère, nous avons échangé sans arrêt du matériel, expérimenté en commun, notamment avec les scientifiques de la Martinique et de la Guyane. C'est à la station IRAT de la Guadeloupe que j'ai remis, avec bien entendu tous les accords officiels, notre collection de canne à sucre en 1973. Je l'ai fait sans aucune difficulté, mais je dirais sous l'œil un peu méfiant de certaines personnes de la direction de l'INRA. Cet esprit de coopération a été le même pour bien des chercheurs INRA de

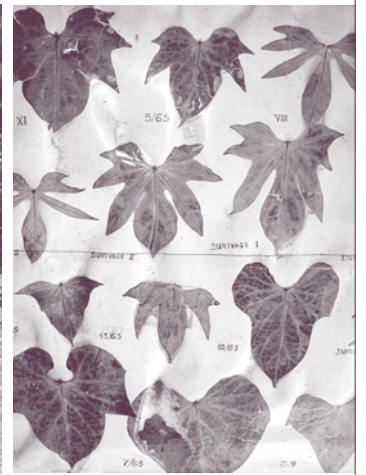
notre centre, notamment l'un des plus prestigieux, Charles-Marie Messiaen, tout comme Alain Kermarrec ou Jacques Fournet, même si quelques humeurs, pas plus conséquentes qu'entre partenaires INRA, aient pu être exprimées.

Par rapport aux plantes fourragères, vous parlez uniquement des graminées fourragères. Pourquoi avoir axé toutes vos recherches sur les graminées fourragères et non pas en partie sur les légumineuses fourragères comme beaucoup de pays ne disposant pas facilement d'engrais azotés ?

Nous n'avons pas tout axé sur les graminées. J'ai fait un très important travail sur les légumineuses. J'ai dirigé notamment les recherches réalisées par Maurice Derieux, futur chef du département Génétique et Amélioration des Plantes, qui était VAT ici, et qui a fait un travail remarquable sur les légumineuses dans leur ensemble pour évaluer leur intérêt. Mais, le fait est que nous avons vite constaté que la croissance des graminées était beaucoup plus facile et plus rapide dans les pâturages. Ce que l'on pouvait espérer, avec une charge optimale de ruminants, comme turn-over rapide dans les pâturages était possible avec les graminées, mais ne l'était pas avec les légumineuses. Celles-ci apportent qualitativement les protéines que ne produisent pas assez les graminées tropicales, mais ne permettent pas des rotations rapides. Toutefois nous avons ré-introduit (Stehlé avait commencé) des légumineuses fourragères très intéressantes, notamment une qui me paraissait très prometteuse, le *Stylosanthes guianensis*, dite Luzerne du Brésil, mais nous avons alors manqué de capacité de recherches. Le nombre de scientifiques du centre -c'est un point sur lequel j'ai beaucoup insisté dès que j'ai pu- a été d'emblée très insuffisant par rapport à l'ambition affichée de rattraper le niveau de la recherche des pays tempérés... La taille critique de ce centre, telle que je peux la chiffrer après toutes les années que j'y ai passées, serait d'une centaine de chercheurs. Nous n'avons jamais dépassé les 60... Sans oublier qu'il s'agissait souvent, surtout au début, de VAT... même s'il y a eu des travaux remarquables réalisés par ces personnels, qui valaient des travaux de thèses faites en métropole. Ils pouvaient aller très vite et très loin, car nous partions de peu de connaissances et nous pouvions innover dans les sujets et les thématiques. Avec ce sous-effectif de chercheurs, nous avons dû faire des choix en éliminant des sujets qui n'ont jamais pu être explorés depuis. Les légumineuses, voilà un secteur où nous avons bien compris qu'il fallait investir, mais nos moyens n'étaient pas suffisants. Sur une céréale, le maïs, très bien connu en métropole, nous avons pu investir très rapidement. Chez les plantes fourragères locales, cela fut moins aisé. Heureusement que nous avons le Pangola qui était assez proche de plantes locales et qui poussait merveilleusement bien... Nous avons dû acquérir des connaissances physiologiques de base sur ces fourrages tropicaux, qui permirent d'optimiser leur utilisation, mais sans avoir le temps d'envisager de modifier ces physiologies et, par exemple, d'aborder l'amélioration génétique de ces fourrages. Nous y avons bien pensé, notamment à la suite des recommandations de Jean Rebuschung ; mais dans ce cas-là vraiment, nous n'avons pas pu aller plus loin que songer à la thématique.



Panier de récoltes d'un jardin créole de Petit-Bourg.



Avez-vous obtenu de nouvelles variétés dans les trois secteurs fondamentaux : plantes fourragères, canne à sucre et patate douce ?

Je souligne, qu'à l'exception de certaines des espèces introduites en Europe, chez nos cultures tropicales, il est toujours nécessaire d'accumuler un minimum de connaissances biologiques de base, et de la variabilité génétique, si on veut dépasser les simplismes à courtes retombées des sélections empiriques. Il n'y a pas si longtemps que la recherche agronomique tropicale s'est éloignée de cet empirisme... Concernant les plantes fourragères, cette accumulation préalable, plus concevable pour des systèmes de pâturage, que pour des exploitations monospécifiques, ou même monogénériques, a été assez rapide pour que, dès 1974, je puisse proposer des chaînes de pâturage appuyées sur *Digitaria decumbens*, *Brachiaria decumbens*, *Panicum maximum* et *Pennisetum purpureum*. De plus, au sein des *Digitaria*, en coopération avec l'université de Floride, nous avons entrepris la diffusion du clone de *Digitaria "Transvala"*, au statut spécifique mal défini. Des adaptations à l'écologie guyanaise étaient envisagées avant l'abandon du programme fourrager. Une étude fondamentale entreprise pour l'amélioration de l'herbe de Guinée (*Panicum maximum*), avec les concours en cytologie de Sadi Essad (CNRA) et de Yvonne Cauderon (Clermont-Ferrand), fut abandonnée dès la découverte en Afrique par Jean Pernès (ORSTOM, Adiopodoumé) de diploïdes antérieurement insoup-

çonnés. Il y eut toutefois des échanges de clones avec son équipe. Pour la canne à sucre, nous avons sélectionné des variétés qu'ensuite le centre technique local a expérimentées. Malheureusement, elles avaient été conçues pour le paiement au poids, alors qu'à leur sortie (il faut une douzaine d'années pour sortir une nouvelle variété) se mettait en place le paiement à la richesse en sucre. Malgré un fort rendement en sucre à l'hectare obtenu grâce à leur biomasse élevée, elles étaient inadaptées pour ce critère. Je suis arrivé à la fin de ces sélections du cycle précédent, qui chevauchait le matériel nouveau qu'Henri Stehlé avait commencé à concevoir. Ce changement de stratégie des usiniers, quel que fut sa rationalité, trop brutal et mal négocié, a causé de graves mouvements sociaux pendant plusieurs années... Sur la patate douce, un inventaire complet de ce qu'il y avait en Guadeloupe, a montré une variabilité déjà remarquable. Comme sur l'igname, pour élargir nos ressources au niveau mondial, j'ai eu l'amical appui, de 1966 à 1994, d'un des maîtres de la génétique de la plante au niveau international, Franck W. Martin, basé à la station de l'USDA à Porto Rico. Nous avons travaillé de concert sur les plantes à tubercule. Sa collection a nourri nos études fondamentales sur la biologie de la croissance, et nous avons diffusé, à Cuba notamment, une patate douce, "Duclos XI", sélection-

De gauche à droite :

- Igname Cousse-couche (*D. trifida*)
- Lucien Degras avec une récolte de *D. alata* introduite de Nouvelle-Calédonie
- Biodiversité chez la patate *Ipomoea batatas* en Guadeloupe (feuilles).



René Arsène Poitout.



Diversité des systèmes de culture de l'igname.

Autour du standard culinaire "Pakala" décimé par l'anthraxose, les variétés d'igname recommandées par l'INRA vers 1985.

née à partir de populations locales, plus des clones qu'il avait recommandés. La sollicitation d'une monographie technique, peu après mon départ à la retraite, par l'éditeur Maisonneuve et Larose, en peine de trouver un spécialiste français adéquat, souligne la faiblesse de l'agronomie francophone sur cette plante plus cultivée que l'igname.

Henri Stehlé n'avait-il pas déjà commencé à travailler sur l'igname ?

Il avait une petite collection d'une dizaine de variétés. Nous avons commencé à travailler en tenant compte du concept vavilovien des centres de diversification, cherchant à réunir la biodiversité maximale à partir de prospections régionales et d'introductions des aires de diversification mondiale de l'igname (Asie tropicale, Océanie, Afrique, Amérique du Sud). J'ai fait des prospections dans l'ensemble de la Caraïbe. J'ai commencé à me déplacer beaucoup et nous avons constitué une collection de plus de 200 variétés qui incluait de nombreuses provenances de Côte-d'Ivoire, de Nouvelle-Calédonie et des Philippines.

L'igname était-elle une plante vivrière courante aux Antilles ?

Effectivement c'était une plante de base de l'alimentation aux Antilles du 17^{ème} siècle aux années 1950-60. L'importation et la consommation croissante des céréales et des légumes de France, à la suite des pressions commerciales et culturelles, à partir de cette époque, ont fait reculer la production alimentaire locale. Dans les années 50, les cultures et l'alimentation de base étaient surtout ce que l'on appelle, en Guadeloupe, des "racines", igname, patate, aracées alimentaires (madère et malanga)... plus dans le langage courant, le fruit à pain qui, bien entendu, n'est pas du tout une racine et également la banane jaune ! Ce que l'on appelle en Martinique les "gros légumes". L'igname figurait donc dans cette panoplie de "racines" depuis le temps de l'esclavage et l'igname avait en plus un prestige qui ne s'explique que parce que c'est une plante ressortant à une civilisation particulière, notamment en Afrique. Je m'en étais rendu compte sur place déjà et puis, je l'ai mieux appris par la suite : il y a en Afrique occidentale différentes civilisations, dont une à base de riz, dans laquelle j'ai travaillé, et une autre à base d'igname. On trouve dans

toute la Caraïbe, dans toutes les régions tropicales humides américaines, comme une révérence pour l'igname sans que l'on puisse bien dire pourquoi. En fait, c'est qu'elle correspond à tout un ensemble culturel et rituel très important... couvrant toute l'Afrique occidentale humide ou à peu près, région d'où l'Europe a prélevé la majorité des esclaves pour les Antilles. Il s'ensuit une résonance culturelle considérable. Travaillant sur cette plante qui m'avait paru très originale sur le plan biologique, j'avais l'impression de permettre vraiment une avancée considérable dans sa connaissance scientifique et agronomique, tout en épousant une valeur socio-culturelle. Cela a été suffisant pour que je publie un ouvrage de quelque 400 pages en 1986 sur l'igname, mais qui est resté, malheureusement (pour le progrès de la connaissance scientifique), la seule monographie sur ce sujet. Il n'y a pas eu de succession pour ainsi dire. C'est, à ce jour, le seul ouvrage de synthèse qu'il y ait sur l'igname²⁴. Il a été traduit en anglais et l'édition anglaise est sortie en 1993. J'en suis très fier, mais j'aurais aimé que d'autres prennent le relais !

Justement le fait qu'avant votre arrivée au centre, vous ayez déjà eu une carrière de chercheur dans différents pays d'Afrique, vous a-t-il particulièrement aidé, non seulement par rapport à votre vision du développement, mais également pour obtenir du matériel végétal, pour développer des collaborations ?

Énormément. J'ai eu la chance d'abord de connaître l'Afrique concrètement, de travailler sur le terrain et pas seulement dans les laboratoires et les bureaux. J'ai eu la formation tropicale donnée par l'ORSTOM. Sur toutes les plantes tropicales, j'avais des connaissances de base et, sur plusieurs, une expérience de terrain. Et puis, dans la Caraïbe, j'ai tout de suite été impliqué dans un savoir, disons, terrien de la Caraïbe, par le fait justement que j'appartenais à la génération héritière d'Aimé Césaire dès le début, animée d'un vouloir être au service de la population. Pour moi, les Antilles étaient un ensemble. Ma patrie, ce sont les Antilles, ce n'est pas que la Guadeloupe ou la Martinique. Je suis chez moi partout. J'ai été dans de multiples congrès dans la Caraïbe. J'ai été longtemps ainsi un des membres du directoire de la CFCS, la Caribbean Food Crops Society (la société caribéenne des plantes alimentaires), qui couvre tout le territoire de la Grande Caraïbe²⁵, et dont les

²⁴ Lucien Degras, *L'igname, plante à tubercule tropicale*, Techniques agricoles et productions tropicales, XXXVI, Maisonneuve et Larose et Agence de Coopération Culturelle et Technique éditeurs, Paris, 408 p. 1986. Édition anglaise : Lucien Degras, *The Yam. A Tropical Root Crop*. Macmillian Press, London. 416 p. 1993.

²⁵ La "Grande Caraïbe" comprend les îles et les pays continentaux baignés par la mer des Caraïbes (dite aussi des Antilles), plus les îles Bahamas au nord et les Guyanes au sud. Espace d'allure "méditerranéenne" et d'histoire largement commune, on y adjoint parfois la Floride, la Louisiane et les Bermudes.

congrès, chaque année, changent de lieu. J'ai été amené à intervenir souvent au niveau de l'ensemble de la Caraïbe, dont Cuba, où j'ai enseigné sur les plantes fourragères, Haïti, où j'ai enseigné aussi, la Jamaïque où j'ai participé à des groupes de travail, Porto Rico, où j'ai également enseigné. La Caraïbe, si vous voulez, c'est un domaine qui, pour moi, a été aussi familier que la Guadeloupe ²⁶.

Avez-vous travaillé jusqu'à votre retraite, sur ces différentes cultures végétales tropicales ?

J'ai travaillé principalement sur les plantes vivrières, surtout l'igname, au point d'être parfois appelé "Monsieur Igname" ²⁷... Mais je me suis toujours consacré aux plantes fourragères, à partir de 1974 avec Henri Touvin, jusqu'au moment où le laboratoire a été fermé, au départ à la retraite de celui-ci, en 1989. Ingénieur de recherche, originaire de la Guadeloupe, revenant dans son pays après quelque 25 ans de carrière à l'INRA dans l'Hexagone, il avait déjà beaucoup apporté à la Maison. D'une part, il avait été le collaborateur de plusieurs chercheurs de renom, dont Jean Margara sur la betterave, et André Cauderon, dans la sélection du maïs, d'autre part, il avait contribué au bien-être des personnels en tant que cofondateur et animateur de l'Association pour le développement des activités sociales (ADAS) à l'INRA et en tant que syndicaliste CGT. Cette dernière particularité explique probablement la "lenteur" de la prise en compte de sa demande de mutation de Dijon aux Antilles, malgré mon appui explicite. Pourtant, rejoignant notre centre en 1974, s'il apporta à nos agents sa solidarité syndicale, rien ne justifia les craintes de certains qu'il y trouble, de ce fait, les recherches ! Avec lui, le laboratoire des plantes fourragères de la station d'amélioration des plantes eut, avec une compétence expérimentée, un programme étoffé. Henri Touvin a eu le mérite de réaliser une collecte des écotypes des maïs locaux, d'en sélectionner des variétés adaptées, et de créer des variétés de sorgho fourrager. Il a su démontrer, en liaison avec des éleveurs, la possibilité de leur valorisation locale, grande innovation en Guadeloupe. Sa collecte des variétés de maïs des jardins créoles a doté l'INRA



Visite du jardin créole pédagogique de l'Agrothèque d'Archipel des sciences au domaine Duclos. Couverture de la publication dirigée par Lucien Degras en 2008.

d'une source de biodiversité nouvelle, notamment pour la résistance aux chenilles défoliatrices, qui a fait l'objet de publications. La contribution d'Henri Touvin n'y est pas toujours mise en valeur. Après son départ à la retraite, sa grande déception, et aussi la nôtre, a été que l'on a estimé qu'on en savait suffisamment sur les plantes fourragères pour ne pas continuer les recherches dans le secteur végétal, et on a confié à la zootechnie, dirigée alors par Alain Xandé -un autre ami, hélas décédé en 2006- le soin de continuer à valoriser ce que nous avons obtenu. Et c'était une décision réductrice, une grave erreur, à mon avis. En France, je ne crois pas que l'on ait arrêté la recherche fourragère lorsqu'un retard dans la valorisation de ses acquis par la zootechnie a pu survenir. Elle continue toujours, je suppose. Ici, quelques-uns des moyens des programmes fourrages en cours en métropole suffiraient à notre bonheur ! En métropole, les moyens sont peut-être réduits aujourd'hui, mais il y a un acquis considérable, alors qu'ici, nous avons travaillé sur les plantes fourragères pendant cinq ou six ans, c'est tout. Il y a énormément de choses qui auraient pu être faites. Je rappellerai seulement ce qui a été dit de l'absence de recherches en génétique des graminées et l'impasse sur

²⁶ Plus particulièrement, j'ai fait longtemps partie d'un conseil de recherche-développement caribéen sur les tubercules pour les États de la Caraïbe orientale (Organization of Eastern Caribbean States).

²⁷ Par exemple dans l'article "portrait" de F. Doriac dans la Gazette des Caraïbes n° 101, 2008.



Photo : ©Mairie de Sainte-Anne, Martinique

Jardin créole du gagnant d'un concours à Sainte-Anne, Martinique.

la luzerne tropicale, *Stylosanthes guianensis*. Il y a un manque de ce point de vue. J'ai arrêté de travailler sur les plantes fourragères parce que je devais encadrer tous les chercheurs qui se consacraient à l'igname, plante pour laquelle existait une véritable équipe. J'ai travaillé sur l'igname pendant toute ma carrière antillaise. Des scientifiques s'y sont succédé. J'ai eu la chance d'avoir avec moi trois, quatre, cinq chercheurs à mi-temps ou à temps complet sur l'igname. Une capacité de travail comme on n'en compte plus, me semble-t-il, ici sur une seule plante, et avec un unique coordinateur au centre INRA Antilles-Guyane ! Et puis, bien des collègues m'ont apporté leur aide, parce qu'ils ont été convaincus tout de suite au niveau du centre que c'était une plante majeure. Il y a toujours eu des personnes qui, tout en ayant des activités sur ceci ou sur cela, apportaient une contribution, même ponctuelle, à ces recherches sur l'igname.

Avez-vous toujours conduit des programmes de recherche sur plusieurs plantes à la fois ?

Oui, on le voit bien avec ce qui a déjà été dit. J'ai mis en place à la station d'amélioration des plantes trois laboratoires : canne à sucre, remplacé en 1973 par plantes maraîchères, plantes vivrières et plantes fourragères. C'était les trois grands domaines. Après sont apparues des spécialisations au sein de chaque sous-ensemble, au bout d'un certain temps. Quand on disait plantes vivrières, c'était l'igname, mais encore la patate, et le malanga, et le madère, bien qu'avec des importances décroissantes. Je constate qu'en métropole, en général plusieurs chercheurs étudient une même plante ou un secteur, ici, j'ai toujours été un chercheur travaillant sur plusieurs plantes, d'où l'émergence de la notion du jardin créole comme étant une entité où tout cela pouvait s'agencer, se combiner, etc. J'avais donc une vision nettement plus complexe. Certes, l'individualisation d'une unité de plantes maraîchères, appuyée initialement sur François Kaan et Guy Anaïs, avec le concours de la station d'Avignon, et développée ensuite sous la direction de Charles-Marie Messiaen, aurait pu rendre inopérante cette vision si, pour ce dernier, le jardin créole n'était justement apparu un concept valorisable et un domaine d'études.

Avez-vous poursuivi vos programmes de recherche même lorsque vous étiez administrateur du centre Antilles-Guyane ?

Absolument. J'ai été pendant dix-sept ans directeur de la station d'amélioration des plantes, jusqu'en 1981. À l'époque de ma nomination, celle-ci se faisait "à vie". On pouvait y finir sa carrière... Depuis, cela a changé. En 1981, je suis parti en année sabbatique. Mon départ s'est fait dans des conditions assez amusantes. On peut dire que c'était un désir de ma part et un souhait très vif de l'INRA qui, apparemment, souhaitait voir changer la direction de la station. Cela ne m'a pas été dit comme cela, je l'ai appris par la suite parce qu'il y avait un de mes bons amis qui souhaitait ce poste de direction, mais qui pensait que j'y tenais beaucoup, de façon je dirais, protocolaire, alors que cela m'était complètement égal. C'était mon ami Charles-Marie Messiaen. Il était venu aux Antilles, une première fois, en 1968, comme directeur de la station des plantes maraîchères, et nous avons très bien travaillé ensemble, puis

il était reparti, mais il souhaitait revenir et diriger la station d'amélioration des plantes. Il ne me l'avait jamais dit. C'était un directeur de recherche de très haut niveau... un homme remarquable, qui a doté l'agriculture tropicale alimentaire d'un traité toujours incontournable²⁸. Je ne pense pas qu'il ait intrigué pour me faire partir de façon à prendre ma place. Il me l'aurait demandée et je la lui aurais donnée avec plaisir cette place ! Je n'y tenais absolument pas... Je n'ai jamais eu de "complexe de direction", loin de là... Il avait dû, je pense, s'en ouvrir à Jacques Poly et, très ardemment, celui-ci m'avait entrepris pendant un an, me disant : *Mon cher Degras, il faudrait que tu rentres en année sabbatique... là-bas à Toulouse dans un laboratoire de haut niveau où tu auras une équipe...* Venu en Guadeloupe en mission plusieurs fois d'où je l'avais accompagné en Guyane, à Paris dans son bureau, il revenait sans cesse à la charge...

Pourquoi à Toulouse ?

Parce qu'à Toulouse, disait-il, il créait un laboratoire de biologie moléculaire et il me voyait très bien là-dedans. Cela m'était offert comme une promotion ! Moi, cela ne m'intéressait pas parce que j'étais beaucoup plus proche de la génétique traditionnelle et j'avais une obsession à l'époque, la culture *in vitro* que je voulais développer²⁹. C'est à ce moment-là que j'ai décidé de prendre une année sabbatique, et, chose amusante, on a pensé que je partais avec l'intention de revenir comme directeur, et lorsque j'ai fait savoir que quand je reviendrais, je voulais être simple chercheur, Charles-Marie Messiaen a osé me dire : *Mais qu'est-ce que ça me fait plaisir, je pourrai vous succéder comme directeur...*

Où êtes-vous parti en année sabbatique ?

Je suis allé à Montpellier pour y faire de la culture *in vitro*... À Montpellier, j'avais un ami, Pierre Dublin qui, je l'ai dit, avait fait l'ORSTOM comme moi. C'était un grand chercheur en matière de café et de cacao et qui était parmi les personnalités du GERDAT, dont il dirigeait le laboratoire de culture *in vitro*. Je lui ai demandé de m'y recevoir en année sabbatique. À l'INRA, on m'avait finalement dit : "Allez où vous voulez !". J'y ai fait un an. C'était une formation générale. Je n'ai pas travaillé sur une plante en particulier. Concernant l'igname, j'y ai mis en piste, en liaison avec le professeur Robert Jonard, la thèse de doctorat de Véronique Saleil en culture *in vitro*. Mais j'ai librement organisé mon activité, et c'est alors que j'ai poursuivi et achevé la rédaction de ma monographie sur l'igname. J'ai même eu la chance de séjourner à Londres, chez le "maître" incontesté de l'igname au plan mondial, D. G. (Pat) Coursey, mon initiateur et ami depuis 1967, qui devait, hélas, mourir l'année suivante.

Que s'est-il passé lorsque vous êtes revenu au centre Antilles-Guyane ?

J'ai regagné mon laboratoire, travaillant sur les plantes vivrières jusqu'à mon départ à la retraite, en 1994. Charles-Marie Messiaen est parti je ne sais plus en quelle année, mais, tout comme par le passé, nous avons travaillé en parfaite collaboration et en très bonne amitié.

Je m'en voudrais de ne pas compléter mes propos sur deux points concernant les recherches actuelles sur l'igname. Le premier est la relativement récente implication du CIRAD en Guadeloupe dans l'amélioration génétique. Je regrette seulement son absence d'articulation avec celle du centre INRA-G, d'autant que le CIRAD a bénéficié de la liaison que j'avais établie avec le centre de recherches sur les tubercules de l'Inde par ma mission de 1994. Le second est le développement dans la dernière décennie d'équipes remarquables en Afrique, notamment au Bénin et surtout à Madagascar, où l'on découvre l'importance alimentaire de ses espèces sauvages et endémiques. On soulignera la part de l'IRD dans ces nouvelles dynamiques.

²⁸ Charles-Marie Messiaen, *Le potager tropical*, PUF, 1974, qui a connu plusieurs rééditions.

²⁹ À la fin des années 70, conseillé par Claude Martin, notamment, je confie à Richard Arnolin la mise au point de la culture *in vitro* de l'igname. Très vite je m'aperçois des horizons prometteurs dont cette biotechnologie enrichit nos programmes, dans nos régions où la multiplication végétative a un rôle majeur.

Comment se passaient les relations du centre Guyane-Antilles avec la Direction Générale de l'INRA ?

Cela se passait très bien, mais j'ai très vite compris qu'il y avait un point qui déplaisait à une certaine partie de la direction, c'était l'igname. Peut-être parce que je la faisais monter en puissance sans qu'il y ait personne dans l'INRA, et dans l'Hexagone, capable de juger mes travaux avec compétence...

Cela n'aurait-il pas été la même chose sur la canne à sucre ?

Non. Sur la canne à sucre, on trouve des partenaires et des experts en France, au CIRAD, à Montpellier. L'igname était une plante importante sur le plan international, ignorée jusque-là de la recherche agronomique française. Et surtout, comme j'avais fait monter les choses en puissance, on aurait souhaité pouvoir me critiquer et personne ne pouvait le faire. Cela gênait. Et c'est ainsi qu'en 1982 ou 1983, un professeur de l'université de Clermont-Ferrand, Paul Champagnat, je l'ai su de lui-même, est venu pour arrêter le programme igname.

Et quel était le prétexte ?

Il était dit que ce programme n'avait pas d'intérêt et ne devait pas déboucher sur grand-chose... C'est ce qui lui avait été dit. Et quand il est venu au centre, à son départ, c'est lui qui m'a dit : *Vous savez, j'avais été envoyé ici pour clore votre travail de recherche sur l'igname. Vous pouvez désormais compter sur moi pour le défendre.* Il a tenu parole, m'a reçu à Clermont-Ferrand et a cautionné, avec son collègue Jean-Claude Courduroux, des expérimentations confiées à Mathurin Pulchéry. C'était comme une obsession de la part de certains, de vouloir fermer le programme igname. Elle s'est traduite encore après. Lorsque l'on a confié à mon ami Georges Ano, sur ma suggestion d'ailleurs, le soin de prendre le relais de la direction de mon laboratoire lors de mon départ à la retraite, il avait pour recommandation l'arrêt du programme igname. Il me l'a dit aussi. Il a pourtant continué. Il a réalisé à quel point c'était une responsabilité, je dirais même... sociale, de travailler dans ce domaine-là alors qu'on ne le concevait pas du tout ainsi au niveau national, même en 1994 ! Depuis, après une période d'incertitude, le centre et la direction du secteur végétal INRA ont élaboré un projet pluridisciplinaire qui en fait un domaine de recherche majeur, peut-être à la suite des aboutissements de ce que j'avais initié avec Franciane Gamiette et des succès originaux dans la connaissance génétique et la sélection de *Dioscorea alata* qu'elle et Georges Ano avaient obtenus.

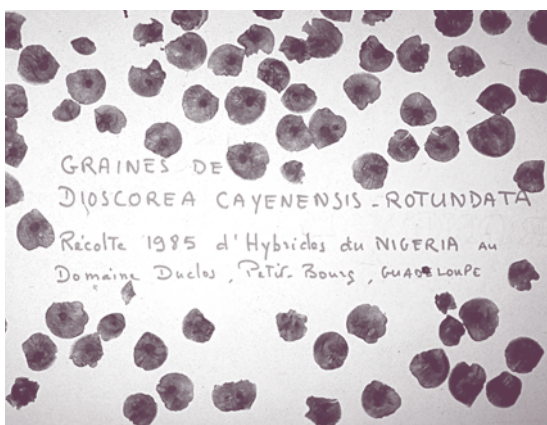


Photo : ©INRA

À l'inauguration du laboratoire agronomie-zootéchnie (1971). Lucien Degras présente les chefs de service du centre à un représentant du ministère.

Avez-vous nourri de l'amertume par rapport à cela ?

Non, pas du tout. Tant que j'ai été présent, c'était un programme majeur, porteur du prestige local et international de l'INRA.

Vous êtes d'une nature indulgente...

Oui, c'est-à-dire que je suis objectif. À partir du moment où l'on n'a pas une connaissance des choses, on ne peut pas porter un jugement qui soit équilibré. Que des personnes déraillent à ce niveau-là, c'est leur lot et je les laisse dérailler. Cela fait perdre du temps, c'est vrai. Et nous n'avions qu'un minimum de moyens pour y arriver. Tout le travail que j'ai fait sur le jardin créole, l'INRA a été d'accord au début. Pendant deux ans, j'ai eu les fonds. Et au bout de deux ans, on m'a dit : *Ça suffit, on arrête.* Alors que nous, nous avions vu des pistes³⁰. J'ai continué à travailler avec des étudiants des universités et des stagiaires d'écoles supérieures.

Le conseil régional vous a-t-il soutenu ?

Non, pas du tout. Mais, le réseau de relations justement, en France, que j'avais acquis au cours de ma carrière, a fait que j'avais énormément de partenaires au niveau universitaire, que ce soit à Paris ou ailleurs. On m'envoyait des stagiaires ici et je travaillais avec eux. De 1982 à 1994, la noria des jeunes venant faire des mémoires, des thèses... cela a été extraordinaire. Outre l'appui de Charles-Marie Messiaen, j'avais aussi celui de Maurice Clairon, ingénieur en agronomie, qui avait ouvert la voie avant 1980. Et sur le terrain, Constant Vincent, technicien du labo de Messiaen, fut un conseiller et un introducteur compétent, par ses relations professionnelles, datant de l'époque d'Henri Stehlé, et ses liaisons familiales dans les communes proches. Nous étions assez indépendants quant à la gestion de notre budget, d'autant que l'impact de ce travail sur celui-ci était négligeable.

L'INRA mettait-il des locaux à votre disposition ?

C'est-à-dire, dans la masse, cela ne coûtait pas cher de faire ces recherches, de terrain essentiellement. Quand un stagiaire passe son temps dehors à aller enquêter auprès des agriculteurs, ça ne coûte pas cher.

³⁰ Étude de la polyculture vivrière (jardins créoles) des Antilles et de la Guyane, colloque université Antilles-Guyane - DAC, 1985.

D'après vous, comment la direction générale de l'INRA a-t-elle géré le centre Antilles-Guyane qui est un centre particulier ?

Je pense qu'elle l'a mal géré en ce sens que le principe de départ, qui était de faire une recherche agronomique tropicale qui puisse rattraper le niveau de la recherche des pays tempérés, n'a pas été, quantitativement, respecté. Notamment quant aux choix. Par exemple la priorité donnée aux plantes maraîchères, où l'INRA se retrouve beaucoup plus logique vue de l'Hexagone et confortée par des arguments diététiques superficiels, ne correspond pas à la priorité ici qui, malheureusement, est, au plan économique, la banane et la canne à sucre, et au plan alimentaire l'ensemble des tubercules. J'ai toujours reproché à l'INRA d'avoir délaissé (même si avec le rhum et le jus de canne il y a quelques recherches) les secteurs considérés comme majeurs dans l'économie locale. Supposons qu'en France, l'INRA ne travaille pas sur le blé... Moi, j'ai toujours critiqué énormément cette façon de dire : *Il y a déjà des personnes qui travaillent dessus. Nous, on ne s'implique pas.* Si bien que l'igname, qui est une plante que dans la Maison, l'on ne connaît pas du tout hors du centre INRA Antilles-Guyane, l'INRA a tenté de la passer au CIRAD parce que sa hiérarchie ne se sentait pas compétente sur ce sujet. Chaque fois, il y a un renoncement, je dirais, à cette mission fondamentale de l'INRA de gérer (ou tout au moins de s'impliquer dans) la totalité de l'existant de l'agriculture française, y compris aux Antilles, et d'y mettre par conséquent les moyens. Surtout que ces moyens peuvent servir à des enrichissements considérables sur le plan scientifique et qui ont une portée, non seulement régionale, mais également internationale. L'INRA n'a jamais respecté, à ce niveau, l'attitude qui me paraissait la seule raisonnable et correcte. Je ne crois pas qu'en dehors de cela, il y ait quelque chose à dire parce que les individus ne sont pas les mêmes³¹...

Mais ne pensez-vous pas qu'une autre difficulté propre au centre Antilles-Guyane est le renouvellement trop rapide des chercheurs ?

Oui, mais cela tient au fait que certains chercheurs qui viennent ici ont des motivations quelquefois très superficielles. Ils viennent faire une partie de leur carrière ici pour la valoriser en métropole parce qu'ils y retourneront avec une aura de personnes ayant travaillé sur des plantes tropicales. Cela peut compter beaucoup, quand ils reviennent de Guadeloupe avec cette aura. Ça leur sert à eux, mais pas aux Antillais qui ont été engagés, d'ailleurs, en trop petit nombre. Au début du centre, il y avait un impératif d'engager des Antillais de la part de Raymond Février, mais, à l'époque, il n'y avait pas partout les concours et on pouvait recruter des personnels plus directement, sur dossier. Après, cela n'a plus été pareil. La croissance de la Maison s'étant ralentie, moins de personnes entrent à l'INRA et moins d'Antillais viennent ici. On connaît également la régression des vocations scientifiques survenue en France chez les étudiants ces derniers temps. Les Antillais qui viennent ici sont par ailleurs, souvent, des personnes qui ont, moins que moi, la fibre tropicale. C'est-à-dire qu'ils ont été formés très souvent à l'échelle de l'Agro, de l'Agri ou de l'université française exclusivement. Ils sont culturellement détachés du

contexte local. Ils arrivent ici, ils sont aussi dépaysés que des "Franco-Français", je dirais. J'ai vu arriver ici des Antillais et qui deux ou trois ans après, sont repartis.

Alors, comment résoudre ce problème de renforcement scientifique du centre ?

Ce qui a été commencé³² et qu'il aurait fallu continuer, c'est avoir des échanges plus fréquents avec la collectivité scientifique locale, y compris les doctorants ; et d'innover en lui permettant de participer aux choix alors que ce n'est pas comme cela que ça se passe. La direction générale fait ses choix au niveau national et il faut que ceux qui travaillent aux Antilles trouvent leur place parmi ces choix nationaux. Or, par exemple, il y a une altérité considérable sur le plan des plantes, déjà, et donc, on ne peut pas transférer des approches qui ont été faites globalement pour l'agriculture métropolitaine dans l'agriculture tropicale. C'est un manque de réflexion, de bases, de principes fondamentaux de la gestion du centre Antilles-Guyane où... parallèlement à la gestion politique, il fallait donner l'autonomie de la réflexion à ceux qui étaient sur le terrain et les habituer justement à se prendre en charge, à ne pas attendre qu'ils soient montés en grade pour les faire participer aux propositions. Le résultat de ce que la direction générale de l'INRA a pu faire ici est loin de répondre aux besoins et aux ambitions initiales affichées.

Reprenons l'exemple de la banane et de la canne à sucre. Pensez-vous que l'avenir de l'agriculture antillaise passe par des cultures totalement subventionnées ?

Non, pas du tout. Je pense qu'il fallait préparer et depuis longtemps le remplacement ou la réduction de ces cultures. Je pense que l'on doit avancer sur deux pieds. On a prétendu préparer le relais de la canne à sucre, mais sans y mettre assez de moyens. De l'autre côté, on n'a pas assez obtenu de la recherche ; ce qui sur la canne et la banane aurait pu être innovant, et donc l'une et l'autre sont beaucoup moins compétitives qu'elles auraient pu l'être aux Antilles françaises. On échoue sur les deux tableaux et, globalement, notre agriculture régresse, sans la compensation par les hausses de productivité accompagnant sa diminution en surface comme dans l'Hexagone.

Qu'aurait-il fallu faire pour rendre la production de bananes antillaises compétitive ?

Je pense que la recherche que fait le CIRAD aujourd'hui aurait pu commencer beaucoup plus tôt. Bien des options actuelles ont tardé à être prises, comme l'approche génétique. Par exemple, la collection majeure de bananiers de l'IFAC était en 1950 à Kindia, en Guinée, mais pas aux Antilles, quand dans la Caraïbe, la Jamaïque et Trinidad abordaient déjà la génétique du bananier avant la Deuxième Guerre mondiale. La recherche française aurait pu innover encore en s'attachant à l'amélioration de la banane à cuire, d'intérêt majeur pour l'alimentation sous les Tropiques, alors que l'amélioration de la banane dessert est à la base d'une économie extravertie pilotée par des multinationales...

³¹ Il faut noter que lors de son bref passage à la direction de l'INRA, Raymond Février avait transmis à Jean Biliotti la responsabilité du centre INRA Antilles-Guyane. Ce fut, ensuite, Emmanuel Salmon-Legagneur qui l'assura, et qui devait être un temps administrateur du centre. Cette fonction disparut sous des pressions diverses, certains lui trouvant un prolongement de spécificité coloniale passésiste, d'autres y voyant un facteur de "discrimination trop positive" lésant les autres centres.

La structuration bien éphémère d'une station de sociologie-économie rurale est par ailleurs une singularité, qui vaudrait analyse, dans ce contexte particulier de recherche agronomique.

³² Dans les années 70, un comité scientifique départemental a siégé en préfecture. Tous les organismes de recherche, de l'enseignement supérieur et des ministères techniques s'y retrouvaient.

Revenons à l'option que j'ai prise de mettre en valeur ce que l'on appelle le jardin créole qui est un ensemble articulé et le reflet de la forêt tropicale où il y a une diversité biologique considérable. Fonder l'agriculture sur la diversité biologique était déjà une option qui était envisageable là où la banane et la canne à sucre remplissent une partie de ce rôle, mais elles ne sont pas tout. Si dès le début, on avait conçu cela, on aurait toujours gardé la canne à sucre... *a minima* comme un aliment. Je pense que là-dessus, il y a toute une réflexion globale qui a été amorcée à un moment donné, mais qui n'a pas été poursuivie. L'initiative intellectuelle sur la recherche tropicale a été largement méconnue ici... C'est surtout cela que je reproche. Les moyens intellectuels et pas seulement les moyens matériels. La réflexion a été déficiente. Je crois qu'elle l'est toujours d'ailleurs.

Au sujet de la culture de la banane et de la pollution des sols par le chlordécone qui fait actuellement débat, quel est votre avis ?

Mon avis, c'est évident que les gros producteurs de banane d'exportation, appuyés par certains services de l'État, sont à l'origine d'une très grave pollution des Antilles françaises. La production bananière est souvent victime des cyclones, fragilisée par une monoculture clonale intensive, sous perfusion d'aides de l'État français qui, vu le poids socio-économique de la culture, doit sans cesse arracher à ses partenaires européens et à l'OMC des arrangements à court terme face à la pression de la "banane dollar". C'est dans ce contexte qu'un pesticide organochloré, le (ou la) chlordécone a été appliqué(e) de 1972 à 1993 contre le charançon noir. Sa persistance dans les sols (non évaluée au départ) pouvant dépasser des siècles (de l'ordre d'un quart des sols serait touché), sa diffusion dans les rivières et la mer, avec bio-accumulation dans la faune aquatique, même s'il paraît ne pas migrer dans les parties hautes des végétaux, les pathologies humaines connues ou potentielles enfin, en font un cauchemar technologique et un problème de société. La grosse erreur... de la part de l'État, c'est d'avoir tardé à mettre en place des instruments de connaissance et de recherche adéquats. Qu'est-ce qu'il y a comme recherche aujourd'hui en 2008 sur le chlordécone par rapport à l'importance de ce problème ? C'est ridicule. Il y a là encore un aspect de minimisation de l'effort intellectuel à apporter sur un problème qui est quand même considérable et dont on ne connaît pas grand-chose. Justement, on est devant un domaine où il n'y a pas eu antérieurement de recherche importante. Il faut y mettre des équipes et il n'y a quasiment qu'une personne sur le sujet. Yves-Marie Cabidoche, seul chercheur de chez nous à s'y être investi, a été, je dirais, à la fois le héros et la victime INRA. Héros, car devenu le référent régional essentiel, respecté de tous, à l'exception de quelques rares esprits partisans ; victime puisque véritablement assiégé par l'amont et par l'aval en ce domaine. Ses partenaires du CIRAD ou d'autres organismes, au plan agronomique, sont à peine connus. Les moyens n'ont pas été mis pour pouvoir compenser cet accident qui est pire qu'un accident de pétrolier échouant sur une côte et qui pollue tout avec une matière peu connue. C'est de cet ordre-là. Pour moi, c'est un accident social et technologique important. C'est un accident, il n'a pas été voulu. Cet accident étant pris en compte, il faut voir comment le gérer. Il l'est très mal sur



Danse avec mon épouse Josette. La danse antillaise ou européenne, m'a toujours apporté une véritable catharsis au travers des jours, qu'ils fussent bons ou mauvais. Je pourrais en dire autant de la musique, de la "classique" à toutes les autres.



Ma fille Laure, professeur d'histoire, et son fils Lou.

"Ce qui est bon à manger doit être bon à penser" (Lévi-Strauss, 1960).

le plan médiatique déjà. On exagère beaucoup, par exemple, l'impact qu'il a sur l'alimentation. Yves-Marie Cabidoche a beau écrire, dans le rapport qu'il a fait avec Magalie Jannoyer et Henri Vannière du CIRAD ³³, que l'igname qui pousse dans un milieu pollué est parfaitement consommable -il suffit de l'éplucher un peu épais parce que le chlordécone dans la pulpe n'est pas à un taux qui soit dangereux pour la santé humaine, dans l'état actuel de nos connaissances- personne ne veut le savoir. Personne ne le dit et on laisse croire que tout est perdu. On a même écrit que les terrains sont stérilisés, alors qu'on peut faire pousser un tas de choses sur ces terrains : la banane, déjà, pousse très bien dans les terrains pollués par le chlordécone tout en étant consommable (les traces détectables au niveau du fruit ne le sont que dans sa peau) ; mais aussi des cultures fruitières et florales, de la canne à bioéthanol... Il y a une gestion médiatique qui est fantastiquement fautive. Certains interviennent pour mettre en avant que ce sont des békés (des descendants des colons blancs) qui ont fait ça... Est-ce un facteur de la solution ? C'est un phénomène social considérable aujourd'hui. Les parties purement scientifiques et techniques ne sont pas suffisamment prises en compte. Les

³³ Rapport du groupe d'étude et de prospective sur la pollution par les organochlorés aux Antilles, Y.-M. Cabidoche, M. Jannoyer, H. Vannière, INRA-CIRAD, 2006 (Internet).

recherches sont insuffisantes. La gestion actuelle par les pouvoirs publics laisse beaucoup à désirer. Le plan chlordécone qui m'a été soumis récemment -puisque je participe à des commissions au titre de l'association Archipel des Sciences- ne prend pas en compte un point très important sur la pollution par le chlordécone : la bio-accumulation chez les poissons... Avec Yves-Marie Cabidoche, j'ai pu suivre l'ensemble de la question et à Archipel des Sciences nous pensons que l'information devrait être accrue et mieux construite à tous les niveaux, mais également la recherche car, plus que lui, je pense que la recherche pour le moment est insuffisante³⁴. L'INSERM travaille pour évaluer les conséquences de cette affaire, qui peuvent être graves, bien sûr. Pour l'instant, la population a un taux de chlordécone qui, dans les cas les plus élevés que l'on ait observés en Guadeloupe et en Martinique, n'est que le dixième du seuil à partir duquel on a vu des désordres pathologiques aux États-Unis. La seule échelle que l'on possède pour l'homme vient d'un accident aux États-Unis. Il y a dessus un épais brouillard médiatique. Si la question est très grave, très importante, elle n'est pas quand même une catastrophe qui peut entraîner un "génocide", comme certains l'ont dit, des populations antillaises. Aux États-Unis, les pathologies auraient toutes régressées après 17 ans. Il faut toutefois considérer que l'exposition au pesticide y a été moins longue...

Justement, reprenons le cas de la canne à sucre. N'y a-t-il pas un paradoxe de la part des Antillais de la considérer comme l'âme du pays alors qu'elle est la culture imposée par les colons ? D'après vous, peut-on imaginer les Antilles sans canne à sucre ?

Non, cela n'est pas réaliste. L'âme du pays, je ne sais pas ce que c'est, cela rentre dans une conception philosophique, ou anthropologique, à laquelle je ne me rattache pas du tout dans le cadre culturel et non culturel où s'inscrivent prioritairement nos actions de recherche. La canne à sucre est un fait de société qui a forgé la solidarité antillaise, c'est sûr. Cette solidarité, elle est ce qu'elle est. Je ne pense pas que parce que la France a connu des serfs qui travaillaient dans les champs de blé, de seigle... elle va garder rancune au blé ou au seigle, ou parce que des paysans ont été poursuivis par des seigneurs dans les champs ! Il y a tout une littérature là-dessus qui peut montrer que l'agriculture paysanne en France a été victime de pas mal de pressions du pouvoir et de dépersonnalisation des agriculteurs... Chez nous, nous avons un passé lié à l'esclavage, oui. N'empêche que nous devons nous réapproprier ce qui est conforme à l'écologie, à l'écologie locale. Or, il se trouve que canne à sucre et banane sont remarquablement adaptées aux conditions locales (par exemple, après un cyclone leur rhizome leur assure une régénération rapide). Mon collègue Yves-Marie Cabidoche peut dire mieux que moi, comment la canne à sucre est une plante d'une efficacité biologique incomparable, et qui peut restituer au sol des caractéristiques physiques perdues. La banane peut protéger des sols que les conditions de la culture maraîchère ne protègent pas. Biologiquement, c'est relativement bien adapté. Maintenant, que sur le plan économique, cela pose des problèmes... mais quelle production agricole ne pose pas des problèmes économiques dans les pays développés ? Quelle plante cultivée n'est pas subventionnée dans ces

pays aujourd'hui ? Ce qui ne signifie pas que des cultures alternatives et diversifiées ne doivent pas être recherchées.

Quelle est votre vision de l'avenir de l'agriculture aux Antilles ?

Je pense que l'agriculture où qu'elle soit aujourd'hui est coincée entre deux choses. D'une part, la demande alimentaire assez forte, et d'autre part, le fait que nous soyons à une époque de mondialisation accélérée de l'économie capitaliste. Les profits se font à une échelle mondiale. La pression... des faiseurs de profit est telle qu'une petite île comme la Guadeloupe peut difficilement y échapper. La floraison des supermarchés et leur impact sur nos modes de vie, à mon avis, ne peuvent aller que croissant. Je ne crois pas qu'elle diminuera. La pression sur l'agriculture locale ne peut être atténuée que par la prise en compte du qualitatif d'une part, et de l'aspect patrimonial d'autre part. C'est là que, me semble-t-il, le mental peut faire jouer... la préférence, si l'on peut dire, "nationale", qui peut faire que les productions locales soient survalorisées. Dans ce cas, il y a des chances pour beaucoup de choses. Mais, autrement, que ce soit la canne à sucre ou la banane, sous la pression de l'économie mondiale, ce sont des productions qui risquent de diminuer voire de disparaître des Antilles, où leur régression est déjà perceptible. Sauf si on estime qu'il y a un enjeu social tellement important que ça vaut la peine de payer. Mais cela nous ramène au problème des Antilles sous l'angle social et politique. L'intérêt géopolitique des DOM pour la France (l'espace maritime français, le second du monde, dépend à 97% de ses territoires d'outre-mer) leur permet de faire perdurer leur structure socialement "avancée" (en dépit des féodalités patronales), mais sans aucune logique économique, c'est sûr. Je pense qu'à travers ces conflits multiples, il y a des chances (des risques ?) que cela dure suffisamment pour que je ne voie pas la résolution de la question, puisque je pense que je ne vivrai pas encore 150 ans... Je crois qu'il y a des pressions considérables, mais rien n'est joué et si l'on trouve, dans ce mur qui est en face, des failles à travers lesquelles passer, on peut avoir des possibilités de faire resurgir une agriculture domestique importante. Cela, j'y pense et je crois que l'on peut fait émerger une agriculture interstitielle, comme l'on dit en métropole. L'urbanisation sans frein (on parle de "mitage") des espaces agricoles sur un si petit territoire les convertit en espace d'agriculture péri-urbaine. Cela doit pouvoir se faire. C'est l'agriculture interstitielle à mon avis qui donnerait le plus de chance à notre agriculture de se maintenir, face au tourisme qui demande une originalité des productions, que permettrait la valorisation de notre biodiversité végétale. Cette agriculture, on peut la promouvoir. Elle est largement sous-développée en Guadeloupe. Et tout en étant interstitielle, elle peut jouer un rôle de catalyseur de spéculations alternatives et complémentaires, parce qu'elle donnerait à ce moment-là une personnalité aux producteurs guadeloupéens, une personnalité dans la production locale et une assurance qualitative à ceux qui la feraient. Mais, je ne crois pas que l'on puisse développer des grandes productions à nouveau pour l'exportation, comme on l'a fait sur la canne à sucre et sur la banane. Le melon a réussi à passer à travers... en s'appuyant sur une complémentarité saisonnière nord-sud, dont la transposition est peu vraisemblable.

³⁴ Insuffisante, au moins en 2008, à la date de l'interview. Dans le cadre du "Plan chlordécone 2008-2010", il est signalé au Forum Pesticides du 30 octobre 2009 une série d'approches nouvelles de grand intérêt, y compris chez les poissons.



Laboratoire de l'association Archipel des Sciences, 2008.

Et par rapport à votre idéal de jeune élève ingénieur qui partait en Afrique avec cette volonté de mettre à la disposition des populations locales votre savoir pour les sortir du sous-développement, presque quarante ans après, comment jugez-vous l'agriculture et la politique de développement de ces pays ?

À mon avis, nous sommes encore à l'ère d'un mouvement colonial, même si l'on peut l'espérer à l'agonie. C'est-à-dire que le mot colonial, colonisation, vont rester présents dans les esprits parce qu'il est présent dans la réalité du monde et pour longtemps encore. L'Afrique, comme vous le savez, a régressé énormément sur le plan de l'indépendance économique. Aujourd'hui, il y a des émeutes de la faim à Dakar, pour du riz ! On y produisait du riz quand j'y étais et sur des surfaces importantes³⁵ ; le Sénégal aurait pu être un pays exportateur de riz. Mais sous la pression de l'économie mondiale, le riz venant d'ailleurs coûtait moins cher au consommateur et donc, incapable de résister à la compétition, la production de riz local a diminué. Dans tous les pays tropicaux, les importations ont conduit à détruire une grande partie des cultures vivrières. C'est un phénomène dramatique. J'ai travaillé en Afrique avec des équipes de chercheurs qui ont été volatilisées sous l'effet de la politique, notamment en Côte-d'Ivoire. La recherche tropicale africaine de haut niveau n'existe pratiquement plus en matière agronomique, en tant que corps social fonctionnel et efficace. C'est un désastre... J'en ai une profonde amertume et une grande tristesse.

Ressentez-vous une forme d'échec finalement de tous ces jeunes qui comme vous étaient partis pour développer ces pays ?

Je dirais que ce n'est pas un échec définitif.

Ne pensez-vous pas qu'il soit trop tard pour réparer cela ?

Non, pas du tout. Vous savez, le monde a connu des civilisations qui se sont effondrées, qui ont disparu et qui sont revenues. Combien de temps cela va-t-il durer ? Je n'en sais rien, mais, je suis persuadé qu'en Afrique, il y a des forces qui apparaissent. Il y a des collectivités notamment, des collectivités de

femmes qui prennent le relais en beaucoup d'endroits. Des choses vivent en Afrique qui demeurent et qui vont, forcément... reconstruire. La Côte-d'Ivoire a l'air d'entrer en convalescence. Je ne sais pas si cela va se confirmer. Mais, je suis persuadé que tout ce que l'on sait de ces pays, c'est surtout un passé que l'on essaye de guérir. Il y a quelques petits clignotants qui s'allument comme quoi l'Afrique n'est pas du tout définitivement perdue mais que le pire peut aussi nous attendre... L'Afrique du Sud sera peut-être un endroit demain où il y aura des émeutes ethniques... comme dans tous ces pays aux frontières bricolées, aux populations traumatisées par leurs structurations coloniales arbitraires et mercantiles. Je veux espérer que non.

Vous gardez donc espoir ?

Oui, parce que des échos me parviennent de temps à autre de jeunes chercheurs qui travaillent encore, au Nigeria ou ailleurs mais avec de grandes difficultés. Je pense qu'on est peut-être à une époque analogue à celle du Bas-Empire romain, pour employer une image européenne, ou à celle où les rois faibles pompaient les ressources populaires. Mais, je crois qu'il y aura un "re-Moyen Âge" élevant de nouvelles cathédrales, puis il y aura une "re-naissance" africaine, culturelle et intellectuelle ! Il y a les valeurs pour cela... Nous, aux Antilles, nous sommes (fort heureusement ?) des privilégiés rattachés à une riche métropole, et il y a peu de chances qu'ici l'on ait des catastrophes alimentaires qui soient plus difficiles à digérer que les cyclones (exception faite d'un séisme majeur !). Je ne pense pas que nous aurons ici des famines. Je n'ai pas beaucoup d'inquiétudes à cet égard pour les Antilles françaises elles-mêmes. J'en ai beaucoup plus pour les Antilles étrangères. Quand Haïti se sortira-t-il de ce marasme effroyable ? J'ai travaillé en Haïti longtemps, j'ai enseigné là-bas et savoir qu'il n'y a pas de recherche dans ce pays, qu'il n'y a pas d'ouverture vers une production agricole suffisante, j'ai un sentiment d'échec d'une ou deux générations dont je fais partie. Mais, même si j'en accepte une part de responsabilité à un certain niveau, je sais que concrètement sur le terrain, il y a des traces positives. Un coopérant français vient de me demander l'auto-

³⁵ Dans les années 50, avec le Casier Rizicole irrigué de Richard-Toll, au nord et la riziculture traditionnelle de la Casamance au sud, le Sénégal disposait d'un potentiel appréciable de production. En 2005, le Sénégal ne produisait pas le dixième du potentiel reconnu, et on prévoyait déjà que la poursuite de la libéralisation des échanges et du soutien de l'État aux importations allait encore réduire la production locale.



risation de faire valoriser dans l'enseignement en Haïti mes publications sur le jardin créole et les posters -sur les jardins des années 80 dans ce pays- que j'ai élaborés pour l'association Archipel des Sciences... Lorsque je me déplace en Guadeloupe, beaucoup de gens spontanément m'arrêtent et me parlent de choses que j'ai faites et qui leur paraissent valables : de variétés d'igname que j'ai introduites de Nouvelle-Calédonie et aujourd'hui encore cultivées, et nombreux sont ceux qui savent que j'ai fait des choses qui leur apportent aujourd'hui encore de meilleurs moyens de vivre. De ce point de vue, je n'ai pas l'impression d'avoir perdu mon temps. Pas du tout. À l'association Archipel des Sciences, je reçois suffisamment de jeunes qui me donnent l'impression de trouver par mon intermédiaire des éléments d'information toujours valables. Puisque je me tiens à jour sur les OGM, je reçois souvent des élèves qui viennent faire leur TPE (travaux personnels encadrés demandés au lycée) ici avec mes conseils sur ce thème, alors qu'à l'INRA, il n'y a personne qui accepte de les guider sur les problèmes des OGM... Au centre INRA Antilles-Guyane, on veut ignorer la question, ça n'existe pas : les chercheurs prennent prétexte, soit de ne pas avoir assez de compétence, soit que, quoi qu'ils diraient, on les accuserait de dissimuler la vérité... J'ai, heureusement, la compétence nécessaire dans ce domaine, où j'ai travaillé dès 1989, dans le cadre d'un programme européen sur l'igname, basé à Londres ³⁶. Je me sens encore utile. Je ne peux pas ressentir un sentiment d'échec, pas du tout, à titre individuel. Mais les problèmes que notre génération, globalement, n'a pas su résoudre m'affectent beaucoup et je ne sais pas si l'on peut y faire grand-chose, au niveau de l'INRA en particulier. La mission qui est proclamée de temps en temps de renforcer le lien avec le CIRAD, de davantage travailler dans les pays tropicaux, je crains que ce soit un peu... des propos superficiels...

Ne croyez-vous pas que le GIP INRA-CIRAD ³⁷ créé récemment peut justement améliorer les choses ?

J'y crois peu... parce qu'il n'est pas nécessaire de faire un GIP pour travailler ensemble.

La direction générale de l'INRA dit vouloir faire, grâce à cela, une offre à l'international de ses recherches et pouvoir mieux répondre aux besoins des agricultures internationales. Quel est votre avis ?

Elle pourrait le faire sans le dire. Cela nourrit surtout la médiatisation, vous savez. Il y a des effets d'annonce ! C'est très important... pour le discours ! Il y a le concret sur lequel on peut travailler sans pourtant l'annoncer. Ça se fait. J'ai été beaucoup à l'école de Raymond Février quand je suis arrivé ici. *Vous travaillerez pendant deux ans sans rien dire, et après vous direz.* C'est ce que nous avons fait. Je crois que l'on peut travailler beaucoup ensemble, aller de l'avant et de façon très efficace sans pour autant le claironner...

Pensez-vous que cet état d'esprit de devoir vis-à-vis des peuples de la zone Caraïbe, que vous aviez dès votre jeunesse, existe encore parmi vos jeunes collègues ?

Il y en a. Il y en a qui l'ont, mais ce n'est pas la généralité... ou alors, c'est un discours qui ne s'inscrit pas dans leurs pratiques quotidiennes.

D'après vous, l'INRA permet-il toujours aux jeunes chercheurs de remplir cette mission ?

Je ne le pense pas, dans la mesure où, comme je vous l'ai dit, les programmes ne sont pas suffisamment régionalisés, ne sont pas suffisamment indexés sur les besoins du pays et où l'effectif de chercheurs est totalement insuffisant pour répondre aux problèmes qui se posent. Il y a des plantes qui intéressent tous les Guadeloupéens et tous les pays tropicaux comme ce que l'on appelle les aracées alimentaires : localement le madère et le malanga (des taros). Il n'y a jamais eu de recherches consistantes à l'INRA dessus, et tellement peu au CIRAD ! Il y a des domaines comme ceux-là qui sont totalement ignorés et qui auraient une portée mondiale considérable.

La France, dans ce domaine, ne joue-t-elle pas son rôle d'ancien pays colonial vis-à-vis de tous ces pays qui ont besoin d'une recherche agronomique performante ?

Je pense que la France n'est pas interpellée profondément par la responsabilité qu'elle a, avec les moyens qu'elle a au niveau mondial, d'aller à la rencontre des problèmes des pays tropicaux. Ces problèmes, elle les ignore en partie ou bien elle fait semblant de ne pas les connaître.

Pouvez-vous nous dire quelle est votre vision de l'avenir de l'INRA aux Antilles et en métropole ?

J'espère que l'INRA continuera à exister. L'angoisse de voir l'INRA disparaître dans les bras du CIRAD ne me concerne pas tellement. Les institutions me concernent peu si le travail est fait. Que ce soit le CIRAD ou l'INRA, cela m'est tout à fait égal. Je n'ai pas la fibre spécialement INRA ou CIRAD. Je pense que cela se gère suivant les hommes auxquels on a affaire et suivant l'époque à laquelle on est. Ce n'est pas ce qui décide de la qualité d'une recherche. Le CIRAD fait des recherches extraordinairement pointues, cela n'a rien à voir avec son statut. Ce n'est pas un problème pour moi personnellement. Le problème, il est ailleurs, partir des considérations concrètes de

³⁶ Fusion de protoplastes pour la résistance à l'antracnose et l'augmentation du taux de protéine chez l'igname *Dioscorea alata*, coordonnateur S. H. Mantell, université de Londres, DG XII, CEE, 1989-1991.

³⁷ Le GIP INRA-CIRAD Initiative française pour la recherche agronomique internationale (IFRAI) a été créé le 25 avril 2007.



Séminaire Ignose 1980.
À droite Tio-Tiouré et Touvin.

terrain, trouver des solutions concrètes au déficit de chercheurs... pour résoudre les problèmes tropicaux. Et donc, par conséquent, un investissement volontariste de la part de la recherche européenne en région tropicale devrait se faire. Hélas, évidemment, il est hors de question que cela se fasse dans le contexte actuel, d'où un certain pessimisme sur l'évolution des choses à court terme, encore que l'on peut avoir de bonnes surprises.

Pensez-vous que les responsables qui vous ont succédé se soient bien investis dans leur rôle de défense du centre Antilles-Guyane ?

Je refuse de répondre à cette question parce que l'on peut avoir des avis très divergents. Je dirai une seule chose, que certaines personnes ici ont exercé un rôle capital. Je considère que le rôle de président de centre ou d'administrateur est très secondaire par rapport aux animateurs d'équipes scientifiques. À mon poste de "président" j'étais demeuré un animateur d'équipe scientifique.

Le fait d'être le premier chercheur et le premier administrateur d'origine antillaise vous a-t-il donné une responsabilité particulière vis-à-vis de vos collègues eux-mêmes d'origine antillaise ?

Bien sûr. On a attendu explicitement quelque chose de spécial de moi du fait que j'étais d'origine antillaise. Raymond Février m'a demandé en tant qu'Antillais de prendre la responsabilité de donner à l'INRA... une dynamique culturelle que personne d'autre que moi ne pouvait donner. Connaissant le terrain, me sentant, il le savait, responsable moralement envers mon pays, il me disait : *C'est une chose que vous pouvez faire et que d'autres ne peuvent pas faire.* Il était tout à fait conscient de cela, et c'est pourquoi nous avons travaillé en parfaite collaboration et c'est dans la ligne de ce que j'ai continué de faire. Lorsque j'ai été responsable de l'animation culturelle, mise en place ici en 1984 j'ai organisé des visites intra et inter instituts,

publié un bulletin, élaboré et animé des expositions, coordonné les deux premières Fête de la science (1992 et 1993) en Guadeloupe ³⁸... C'est dans cette logique que, délégué par le président de centre, j'ai animé les États Généraux de la culture scientifique et technique de la Guadeloupe, gérés par le conseil général en 1989, pour le compte du ministère de la Recherche. Dans la foulée, j'ai été le principal fondateur en 1991 de l'association-mère du centre de culture scientifique, technique et industrielle (CCSTI) de la Guadeloupe, Archipel des Sciences, validé en 1996 par le ministère. J'en ai été le président de 1993 à 1997 et le chargé de mission responsable de la conception et de la réalisation de son programme de 1999 à 2007 ³⁹. J'ai mis en place en 2002, avec l'appui de l'actuelle présidente du centre, alors déléguée régionale à la recherche et à la technologie, Danielle Célestine-Myrtil-Marlin, et d'Alain Xandé, "l'Agrothèque", l'unité de liaison de l'association avec les sciences agronomiques au sens le plus large. Les dominantes de ses projets sont encore le jardin créole (avec de

³⁸ À la Fête de la science de 1992, la première en Guadeloupe, réalisée avec 32 partenaires, sur plusieurs lieux dont les domaines de l'INRA et du CIRAD, et un hypermarché, il y eut environ 6 000 visiteurs.

³⁹ Il en est résulté, outre l'élaboration de deux ouvrages et de multiples brochures, celle de quelque 50 posters pour des expositions itinérantes vues par des milliers de scolaires et d'adultes, de nombreuses conférences, des interventions dans les médias, l'édition de 50 aquarelles de plantes médicinales, et la gestion de plusieurs "Fêtes de la science".



Installation temporaire de jardin créole à Basse-Terre (festival Enfance du Monde 2002).



Présentation de plantes issues de semis de l'igname *D. trifida* aux Journées du Patrimoine de 2008.

multiples ouvertures), les plantes médicinales locales, les pollutions, la biodiversité (y compris marine), notamment. L'Archipel des Sciences intervient dans les établissements scolaires, de la maternelle à la terminale, et possède un site internet (<http://www.archipel-des-sciences.org/>). L'aspect culturel a toujours été pour moi un arrière-plan. La recherche scientifique, si vous voulez, n'est que secondaire par rapport à l'investissement culturel général.

Était-ce ce qu'attendaient également vos collègues antillais ?

Ça, je n'en sais rien. Je ne sais pas ce qu'ils attendaient, au-delà de mon métier de chercheur, car je ne me suis jamais cru un "écho sonore" des pensées de ces peuples antillais.

Cette dimension, "métropolitain antillais", est-ce secondaire pour vous ?

C'est tout à fait secondaire... Par exemple, la recherche sur le jardin créole a été initialement impulsée, vers 1980, par un métropolitain, Emmanuel Salmon-Legagneur, alors administrateur, qui a dit : *Il faut travailler sur ça*, puis : *Tu vas travailler dessus ?* J'ai dit : *D'accord*. Mais la concrétisation de l'idée en thème de recherche vient de moi⁴⁰. C'est que nous -l'équipe née en 1964-65-, avons une certaine timidité à sortir des modalités de recherche académique où nous avons fait nos preuves⁴¹, alors que Emmanuel Salmon-Legagneur, avait l'autorité et le soutien de Raymond Février, pour initier une nouvelle phase de développement du centre (c'est l'époque de la mise en place des unités INRA de Guyane : hydrobiologie, SAD...). Le métropolitain Charles-Marie Messiaen a accompli un travail considérable ici, et en collaboration avec tout un chacun. Je ne pense pas qu'à ce niveau, on puisse séparer les Antillais et les métropolitains. Dans la Maison ici, s'il y en a eu, il y a eu très peu d'effets négatifs des origines géographiques et génétiques des hommes.

Vous êtes retraité depuis 1994. Avez-vous songé à retourner sur votre terre natale, la Martinique ?

Ma terre natale, ce sont les Antilles. Pour certains, c'est l'Afrique. Moi, j'aurais été installé à Trinidad ou ailleurs, cela

aurait été pareil. Je parle couramment l'anglais et l'espagnol et le créole aussi, le lieu n'a pas d'importance. Certes, les premières chances dans ma formation, je les dois aux bourses que la collectivité départementale de la Martinique m'a accordées. De ce fait, je me sens plus particulièrement redevable à cette île, à ce petit peuple, d'être intellectuellement ce que je suis, non sans insister encore sur le rôle clé d'Aimé Césaire, mais j'ai tant reçu aussi de la part d'hommes d'autres îles de la Caraïbe, tels mes compagnons de la CFCS, à la Dominique, Hermann Adams, à Trinidad, Lawrence Wilson, à la Jamaïque, Joseph Suah, et mon ami "états-unien" à Porto-Rico, Franck Martin... J'ai tant reçu aussi de plus loin, de mes amis ivoiriens, comme Bakary Tio-Touré, ancien doyen de la faculté des sciences d'Abidjan, et de ce grand frère spirituel en igname, converti à l'animisme Ibo, le "britannique" Pat Coursey ! La conscience de ces dettes innombrables me fait obligation de redistribuer à ces Antilles, d'où je viens, aux Antillais, ces échos des savoirs que par chance la vie m'a offerts, et auxquels tant n'auront pas accès sauf à bénéficier d'aussi improbables médiations culturelles... Voilà grosso modo dans quel cadre je me situe et il n'y a pas de raison pour que je m'arrête, aussi bien avec des enfants de maternelle avec qui je travaille en animation culturelle qu'avec les enseignants pour qui je dirige des stages ici sur la culture créole. À tous les niveaux, c'est un peu la même fonction que j'essaie d'exercer, faire bénéficier des acquis considérables que la vie m'a permis d'avoir pour redistribuer et entraîner des réactions, je l'espère, en chaîne...

Allez-vous encore développer ce continuum depuis la culture créole jusqu'à l'alimentation ?

Absolument. C'est une approche d'ethnobotaniste, formation dont je me réclame aussi. Récemment, au Conservatoire de botanique des Antilles françaises, dont je suis membre du conseil scientifique, nous avons préparé un document sur la biodiversité végétale aux Antilles. J'ai signalé aux rédacteurs du document, des botanistes universitaires essentiellement, que la biodiversité du milieu agricole n'était pas prise en compte parce que les Guadeloupéens ne vivent pas que dans la forêt ou au bord de la mer. Ils vivent aussi dans des champs de canne, des champs de banane. Il y a de la biodiversité à prendre en compte. Il faut avoir une vision, à mon avis, très globale du monde réel. Je reviens encore à Aimé Césaire qui, dans sa revue *Tropiques*, peu après l'avoir lancée, invitait Henri Stehlé à faire un texte sur la flore des Antilles. C'est à travers la botanique, à travers l'agriculture, l'agronomie, aussi, que nous sommes nous-mêmes. Cela se tient très bien.

Avez-vous des collègues qui partagent cette mission que vous vous êtes donnée ?

Il n'y a plus de débats culturels avoués, je dirais, au sein de l'INRA, ou tout au moins ils ne me parviennent pas. Ce qui me porte à penser que cela n'existe plus. Cela a existé un moment... même dans l'Archipel des Sciences, le débat culturel faiblit. On le trouve dans d'autres organismes à l'extérieur, mais le débat culturel a beaucoup perdu de son intensité en Guadeloupe. Il semble y avoir une certaine lassitude. Pour ce qui est du centre Antilles-Guyane, on peut penser qu'il a vieilli... Nombreux sont ceux qui s'apprentent à partir à la retrai-

⁴⁰ La notion était tellement vague que je n'ai pu proposer un programme "d'étude de la faisabilité des recherches" qu'après l'organisation d'un "brain storming" de six mois !

⁴¹ La reconnaissance nationale du niveau atteint se voit dans la demande que me fait, en 1979, le ministère de la Recherche (C.-J. Du Plessis, DGRST) de diriger un "Programme d'études des ignames alimentaires pour l'amélioration de leur production et de leur utilisation dans les régions francophones tropicales", largement financé et qui comportera un Séminaire international en Guadeloupe en 1980, avec des contributions africaines, britanniques, caribéennes et nord-américaines (éditions Colloques INRA, L'Igname, 1981).

te et, avec le temps, ils ont été beaucoup touchés par les accidents de la vie et cela entraîne des dégâts et de l'amertume. Beaucoup ont quitté l'INRA déçus, amers comme mon ami Henri Touvin, parti complètement écoeuré... D'autres, moins nombreux, paraissent mieux s'en sortir, comme moi ; jusqu'au dernier jour, j'ai été très bien à l'INRA. Mais, dans l'ensemble, la déception de la plupart des gens sur leur capacité d'intervention se traduit par un : *On ne peut rien faire pour changer les choses...* Beaucoup n'ont pas été suffisamment reconnus. Je ne veux pas demander que l'on reconnaisse des personnes qui n'ont pas fait ce qu'il fallait pour ça. Moi, je n'ai pas demandé de reconnaissance. On m'a poussé à être candidat au concours DR1. Je n'ai pas souhaité l'être. On m'a dit : *Présente-toi*, je me suis présenté. Et comme les deux trois fois où je me suis présenté, cela n'a servi à rien, j'ai arrêté. Mais, personnellement, cela ne m'a jamais intéressé. On m'a proposé des décorations... j'ai tout jeté à la poubelle. Je n'ai pas du tout le sentiment qu'avoir des grades ou des choses comme ça, ce soit important. Certes, pour beaucoup un supplément de salaire n'est pas négligeable, mais il ne s'agit pas seulement de la "reconnaissance financière" liée aux avancements. Il s'agit de la reconnaissance morale. En ce qui me concerne, je n'ai jamais eu de problème de salaire, mon ancienneté dans la carrière m'a sans doute permis de progresser à peu près normalement. J'étais du cadre scientifique. Mais, je crois que j'ai été surtout, à un niveau acceptable, "moralelement reconnu" ... Je sais que j'ai beaucoup d'affection autour de moi, un peu partout. Dans la maison INRA, apparemment, la majorité des anciens et quelques-uns des nouveaux me connaissent bien et j'y suis toujours comme un poisson dans l'eau si l'on peut dire. Cela me suffit. Quand on parle de l'igname, c'est logique, il y a mes écrits, il y a tout cela. Mais, savoir qui je suis, en fait, je m'en moque royalement. Je ne tiens pas à être reconnu, ici et maintenant, je l'ai déjà été. Je n'ai rien demandé à personne et si les gens ne savent pas qui je suis, moi, je suis censé le savoir, on me l'a suffisamment dit. Les seules décorations dont je suis fier, ce sont les décorations que j'ai reçues des pays étrangers qui m'ont donné des papiers comme ces : "awards" (distinctions honorifiques), ceci, cela ⁴². La reconnaissance de mes pairs sur le plan scientifique, ça, c'est important. Je suis content de les avoir, mais je ne les affiche pas d'ailleurs... Que demander de plus ? Je reçois beaucoup plus de sympathie de la part des personnes que j'en attends. En allant au supermarché, quelqu'un m'a arrêté, il y a trois jours : *Vous êtes monsieur... celui du jardin créole ? - Oui. - C'est bien... continuez.* Vous savez, quand on vous dit ça, qu'est-ce que vous voulez d'autre ? Des gens que vous ne connaissez pas, qui vous arrêtent parce que je passe souvent à la télé... malheureusement. J'aimerais bien que d'autres y soient autant que moi, sinon plus que moi. Je suis un visage qui médiatiquement parle aux gens de façon positive. Qu'est-ce que vous voulez demander d'autre ?

Vous nous avez dit avoir eu un fort engagement politique dans votre jeunesse ; vous êtes-vous, par exemple, engagé dans un syndicat à l'INRA ?

Non, pas du tout. Je n'ai jamais été dans les syndicats de l'INRA que je connais bien, et que j'apprécie. Mais j'ai pris une distance avec les structures revendicatives... Je peux vous dire

une chose, ce n'est pas un secret, je n'ai jamais voté ! Je ne confonds pas droit de vote et devoir de voter... C'est parce que je pense la politique à un autre niveau et que je pense que la politique telle qu'elle est ne peut pas répondre aux ambitions qui sont les miennes pour que la société soit juste. Je n'ai aucune confiance dans la politique telle qu'elle est au quotidien. C'est sur le long terme que se voit la valeur des choix, et on ne peut pas le savoir au jour le jour. La réalité de l'évolution d'un pays ne se voit pas avec des décisions que peuvent prendre les maires... Je leur fais confiance, pour cette gestion approximative du quotidien de la cité qui est leur boulot. Il faut qu'il y ait des personnes pour cela. Il faut qu'il y ait des députés. Je pense qu'il faut qu'il y ait ces gens-là, mais je ne me sens pas capable de les trier. Donc, je n'interviens pas. Que l'on me permette d'évoquer à ce propos la distinction entre les temps "longs", "moyens" et "courts" de l'Histoire, selon Fernand Braudel ⁴³. La politique des votes et des manifs, je la verrais, comme lui, je pense, dans le "temps court" où se vautre aussi, pour moi, le sensationnel des médias. J'aspire à inscrire dans le "temps moyen", celui des "mouvements sociaux déterminants", mes choix et mes rêves. Peut-être, si l'Histoire en garde une trace, auront-ils un rien du "temps long", celui des "changements géographiques du paysage" ? Mais c'est vanité de l'espérer...

Vous ne participez pas au fonctionnement démocratique de la République ?

Pas à celui-là. Moi, je vote avec mes plantes. Je me suis engagé au-delà de ce quotidien que sont les débats de la représentation électorale. C'est-à-dire qu'au-delà de ces péripéties, tout doit concourir à un but. Comme je dis souvent autour de moi "on est sur un bateau". Que ce soit d'ex-tortionnaires, ou des âmes angéliques, ou autres, qui soient aux rames de ce bateau, cela m'est égal. Du moment qu'ils tiennent bien la rame, on peut aller dans le bon sens. Donc, je n'ai pas de jugement sur la moralité des gens, sur leur intime conviction. On tient un certain cap. Ce cap là pour moi, c'est l'intérêt pour la population, être utile avant tout et être surtout persuadé que nous avons une certaine humanité à respecter, des convictions, je dirais, philosophiques ou morales de chacun à respecter... Tout cela, oui. Mais, comment faire bien fonctionner cela avec les institutions existantes ? Je pense qu'elles sont plus ou moins boiteuses. Je participe à peu de pétitions, de choses comme ça. De temps à autre, mais ce n'est pas tellement mon domaine.



Variabilité dans une descendance de croisement de l'igname Cousse-couche (*D. trifida*).

⁴² Caribbean Food Crops Society : Awards de Virgin Island (1984), de Barbade (1995) et de Martinique (2002). International Society for Tropical Root Crops : élu membre à vie (Guadeloupe, 1985), premier prix "Pat Coursey" décerné (Bangkok, 1988). Séminaire International Cirad-Orstom-Inra-Coraf "L'igname, plante séculaire et culture d'avenir" : cérémonie honorifique (Montpellier, 1997).

⁴³ Le "temps long", pour citer Fernand Braudel (*La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, 1949), c'est "le temps de l'histoire quasi immobile, celle de l'homme dans ses rapports avec le milieu qu'il entoure, une histoire lente à couler et à se transformer..."; c'est celui de la géographie, de l'ethnologie. Le "temps moyen", c'est "une histoire lentement rythmée, on dirait volontiers, si l'expression n'avait été détournée de son sens plein, une histoire sociale, celle des groupes et des groupements". Le "temps court", c'est "l'histoire traditionnelle, à la dimension non de l'homme mais de l'individu, l'histoire événementielle [...] une agitation de surface, les vagues que les marées soulèvent sur leur puissant mouvement"; on y reconnaîtra davantage le politique, cette écume de l'histoire. Tout événement comporte, en général, un dosage très variable de ces trois temps. Cette conception est l'une des plus essentielles de la révolution moderne de l'historiographie, déclenchée dans l'entre-deux guerres par l'école des Annales (Lucien Febvre, Marc Bloch), à laquelle elle a apporté un second souffle.



Animation sur le jardin créole à la radio au collège Fontaines de Bouillante (Guadeloupe) en 2007.



F.W. Martin, généticien de Porto Rico observant un champ de patate, plante dont il était l'un des spécialistes mondiaux, autant que de l'igname.

Certains de vos collègues ont choisi d'autres voies. Par exemple Mathurin Pulchery qui lui a une carrière politique ?

Je sais, il a été un peu mon élève et mon collaborateur pendant longtemps. Recruté comme technicien, il a fait preuve de grandes qualités humaines (je pense à son courage pour surmonter les séquelles d'un grave accident, à son dévouement mutualiste) et intellectuelles, et je suis fier de l'avoir orienté, encadré, pour sa thèse de docteur-ingénieur⁴⁴. Mais je pense, au regard de la rareté des compétences antillaises en recherche agronomique tropicale et de la profusion des Antillais en politique, qu'il a quelque peu déserté, inconsciemment sans doute, le front où personne ne pouvait le remplacer... Peut-être avait-il un souci de reconnaissance ou d'efficacité sociale que la représentation politique lui assurait davantage ? Il l'a eue en cela, je pense, en tant que conseiller régional de la Guadeloupe. Mais honnêtement, mon jugement est très peu équilibré, dans l'ignorance où je suis de ses apports dans ce domaine, le jeu des organismes politiques où, après avoir un temps cru le comprendre, j'avoue mon incompetence. Il me semble que tous ceux de l'INRA qui se sont engagés dans la voie politique ont malheureusement gaspillé ailleurs une énergie dont on avait besoin. S'il faut 100 chercheurs sur le centre, comme je le pense, et qu'on n'en mette que 64 ou 60, pourquoi est-ce que l'on va se mettre à faire de la politique ? ...

Ne pensez-vous pas que vos collègues Antillais qui ont, pour certains, ce sentiment presque d'infériorité, de frustration, de par cet héritage colonial, recherchent justement cette reconnaissance ?

Oui, sauf qu'il ne faut pas généraliser. Cette reconnaissance que j'ai eue par la qualité de mes travaux tient beaucoup à cette chance d'avoir eu avec moi des personnes qui m'ont aidé. Lorsque j'ai eu un ami comme Jean Rebischung qui m'a guidé sur bien des choses, me faisant une confiance totale, ce fut ma chance, tout le monde n'a pas eu Jean Rebischung ! Quand j'ai eu Raymond Février qui m'a fait une confiance totale, tout le monde n'a pas eu Raymond Février. J'ai connu des personnes qui m'ont "boosté", qui m'ont aidé, qui m'ont porté. Ce fut ma chance. Cette chance-là, elle a été tellement grande que je me dois aujourd'hui de restituer, à sa mesure, ce que j'ai acquis. Mais c'est le hasard. Je ne l'ai pas cherchée.

Voulez-vous le faire à travers l'Agrothèque ?

Bien sûr. Continuer par ce biais-là à apporter des choses. Je suis sollicité pour faire des conférences. Ce matin, j'étais à la Sécurité sociale où nous avons parlé de l'alimentation... Demain, ce sera sur les alicaments. Ensuite, je vais faire une conférence à la Martinique sur le manioc, un domaine qui n'a pas du tout été travaillé par l'INRA. Là, je continue aussi à accumuler encore des richesses pour les restituer.

Publiez-vous des ouvrages pour faire partager vos connaissances ?

J'ai déjà évoqué ceux sur l'igname, j'en ai fait sur la patate douce, mais en matière de culture scientifique outre la direction d'un recueil collectif, avec quelques contributions personnelles, j'ai surtout écrit l'ouvrage *Le Jardin Créole. Repères culturels scientifiques et techniques* qui a été publié en 2005. C'est une synthèse d'à peu près une quinzaine d'années de travaux faits à la fois à l'INRA et en animation culturelle. C'est une publication qui a été co-éditée par Archipel des Sciences, mais avec des crédits publics dans le cadre du contrat de Plan État-Régions. Il fait quelque 200 pages ; c'est la somme aujourd'hui de ce que j'ai pu établir et cru pouvoir proposer en ce domaine. J'ai essayé en même temps de faire un ouvrage très beau par la mise en page et l'illustration et j'ai plaisir à voir des enfants de 9 ans le feuilleter avec intérêt. Mais j'y ai également suggéré des objectifs de recherche pour les chercheurs qui les ignoreront d'ailleurs peut-être... La couverture intellectuelle est volontairement très large.

Savez-vous si ce livre est lu par vos collègues de l'INRA ?

Je le pense. Nous avons eu quelques problèmes mais un chapitre a bénéficié de la relecture d'un directeur d'unité. Je ne m'arrêterai pas dessus...

Avez-vous un bon souvenir à nous donner, un mauvais, peut-être un jour particulier ?

J'ai beaucoup de très bons souvenirs. Plus de bons que de mauvais. Oui, absolument. J'ai su surmonter les difficultés que j'ai rencontrées et j'en ai rencontré beaucoup... Quand j'ai su que l'on tentait d'arrêter le programme igname, vous pensez bien que je n'ai pas été content mais, on me l'a appris en me disant : *On m'avait dit d'être votre ennemi, je suis votre ami*. Cela fait plaisir, j'en suis fier. C'est que j'ai convaincu sans le savoir des personnes qui étaient mes ennemies... Si aujourd'hui ma monographie sur l'igname est la seule, qui fait en français et en anglais deux ouvrages de 408 pages chacun, c'est quand même quelque chose... Je ne peux pas me plaindre de ma destinée. Pas du tout. Finalement, ce sont surtout de bons souvenirs que j'ai. Mon seul regret, c'est que l'on n'ait pas pu aller plus loin encore. Je n'aurais été, à mon avis, qu'un élément d'une valeur certaine dans un ensemble ; il y aurait pu en avoir d'autres si les moyens avaient été mis ... Des jeunes chercheurs que j'ai formés ici, très peu ont pu trouver à se caser dans le système de la recherche français ou autre... Ma seule déception, c'est de ne pas avoir généré suffisamment de relève. La relève, je ne la vois pas assez et pourtant, je pense

⁴⁴ "Nouvelles contributions à la multiplication végétative de l'igname : sevrage et repiquage répétés des tubercules de *D. alata cv, Pacala*", thèse de docteur-ingénieur de la faculté des sciences d'Abidjan, rapporteur M. le Pr J.-C. Courduroux de l'université de Clermont-Ferrand.

que dans l'ensemble du tissu guadeloupéen, il y a énormément de jeunes qualifiés qui sont disposés à travailler. Les jeunes diplômés de l'université que j'ai encadrés pendant 4 ans, 5 ans, en animation culturelle scientifique, leur contrat terminé, n'ont jamais pu valoriser leur formation dans un emploi adéquat. Sauf une seule, qui après un an comme vendeuse de lunettes, a enfin trouvé un poste d'animatrice à la Maison du Bois...

Comment expliquez-vous le fait qu'il n'y ait pas de relève alors qu'il y a des jeunes qui sont formés ?

C'est l'économie guadeloupéenne et la pression de l'économie, disons mondiale et capitaliste qui fait qu'aux Antilles par exemple, les banques ne connaissent pas les capitaux-risques, d'une façon générale, et surtout pour les créations d'entreprises à composantes technologiques. Quand des chercheurs ont des projets absolument remarquables et concrets pour développer des industries en Guadeloupe, ils ne trouvent pas les moyens financiers, et c'est très décevant. La société guadeloupéenne n'est pas du tout prête à soutenir les défis technologiques auxquels sont préparés beaucoup de jeunes Antillais. De ce point de vue, on peut dire que l'on rate quand même la valorisation d'une promotion de jeunes qui permettrait à la Guadeloupe de passer, je dirais, à la vitesse supérieure.

Vous nous avez dit avoir eu trois enfants.

Auriez-vous voulu que vos enfants prennent d'une certaine façon la relève ? Les avez-vous guidés vers la recherche ?

Pas du tout. Les enfants sont libres d'être ce qu'ils sont et en particulier, les miens se sont plutôt inspirés de mes penchants littéraires et artistiques. De ma première couvée, j'ai une fille, professeur à Toulon, qui fait une thèse actuellement en histoire ; une autre qui est professeur d'arts plastiques en Guyane ; et la troisième qui fait de la radio, donc, des voies tout à fait différentes de la mienne... Mon neveu, que j'ai contribué à élever à la mort de mon frère aîné, et qui vient de passer une thèse magnifique en mathématiques pourrait peut-être prendre une espèce de relais ! Mais, je n'ai pas du tout cherché dans mes enfants un relais. Cela ne m'intéresse absolument pas... J'ai adopté les enfants de ma deuxième épouse qui en avait dix. Ceux-là ont eu des enfances très très difficiles, comme la jeunesse de leur mère. Cette deuxième "descendance" pour moi est aussi importante que la précédente. Aucun n'est dans la recherche. Je n'ai absolument pas eu l'idée de me chercher un prolongement physique. Le sang, dans ce cas, n'a pas d'importance.

Vous semblez être tellement passionné par ce que vous faites, par votre métier, qu'on peut imaginer que vous en avez ramené une partie à la maison ?

Les enfants en sont un petit peu fiers, mais je n'en fais pas la publicité à la maison. Chez moi, je suis un homme comme tout le monde, mais qui prend trop de son temps justement pour l'extérieur. C'est plutôt ce qui me gêne. Dans mon ménage, je suis présent le plus possible. Ma femme a des problèmes de santé actuellement. Je ne cherche pas du tout à faire entrer

mes enfants dans une relation de suivi professionnel puisqu'à vrai dire, la profession que j'ai exercée, pour moi, n'aura été que la concrétisation d'une relation au monde beaucoup plus profonde qui est de nature philosophique et morale. C'est ça que j'aimerais faire passer à mes enfants que, moralement et intellectuellement, ils pensent à être utiles dans la vie autour d'eux, que ce soit à leurs enfants, à leurs amis, à leurs parents, à leur pays. C'est cette utilité sociale qui me paraît essentielle. Dans la vie, ce n'est pas tellement d'avoir fait des variétés d'ignames...

Donc, c'est avant tout des idées humanistes que vous leur avez transmises ?

Je pense que c'est l'essentiel. À la fois être équilibré et aimer la relation avec l'autre. Chercher à donner à l'autre. On ne peut recevoir de l'autre que si on donne. C'est cette vision, je dirais, très humaniste que j'essaie de faire passer. Mon métier, je ne dirais pas que c'est un artefact, mais... c'est un outil au service de cette conviction. Il m'a été donné de le faire, je l'ai fait. Je continue à le faire d'une certaine façon, mais ce n'est pas le plus important. Le plus important, c'est la relation à l'humain en général et cela ne se traduit pas forcément par des écrits, des réussites philosophiques ou scientifiques...

Vous nous avez dit avoir été profondément marqué par Aimé Césaire. Écrivez-vous des poèmes comme lui ? Avez-vous gardé cet amour de la littérature ?

Effectivement, la référence comme je vous l'ai dit dans ma personnalité vient certainement pour au moins les trois-quarts de ma rencontre avec Aimé Césaire et son équipe. Il a laissé un message que j'essaie de continuer à ma façon. Si vous voulez, mes poèmes, ce sont les plantes avec lesquelles je travaille. La création génétique a été pour moi une façon de transposer la création poétique. J'ai toujours sacrifié à l'écriture poétique, mais pour moi, Aimé Césaire est quelqu'un qui souhaitait beaucoup justement faire du concret. C'est pourquoi il a été maire de Fort-de-France, qu'il allait sur les chantiers, qu'il s'oc-

Revue *Dérades* (1999-2005)



45 "La science au quotidien", 1999-2002, puis "Kaz a syans", 2003-2007, avec 50 à 100 pages par an, des tirages atteignant 1 000 exemplaires aux Fêtes de la science, de très nombreuses analyses de publications scientifiques, des articles de vulgarisation en sciences "durs" comme en sciences "humaines", des collaborations de chercheurs de l'INRA, du CIRAD, d'universitaires... En ligne sur www.archipel-des-sciences.org/

46 Parmi mes contributions : une réponse à l'interprétation chronobiologique des mentalités et évolutions sociales tropicales, avancée par Francis Hallé (dans "Un monde sans hiver") ; "Vous avez dit OGM ?" ; "Quand le lambi corne à la Toussaint", analyse ethnobotanique d'un rituel de récolte d'une igname en Martinique, et de très nombreuses notes de lecture.



Josette Degras, mon épouse, parcourt toujours son jardin au lever du jour.

cupait de béton, et tout ça. Moi, si vous voulez, j'ai fait de la poésie au sens concret du terme en manipulant les plantes, en les forçant à être ce qu'elles ne sont pas... J'ai créé avec les plantes des poèmes qui ne durent pas plus d'une saison (encore qu'à chaque saison, du tubercule renaît une tige, mais qui ne fonctionne jamais comme celle d'avant). Parce que je pense qu'un des aspects de cette poésie que j'ai connue avec Aimé Césaire, celle du surréalisme, c'est que l'acte poétique lui-même ne peut pas se vanter de durer au-delà de l'instant de son intime émergence... Qu'une plante soit importante aujourd'hui, c'est bien ; qu'elle dure, c'est bien ; qu'elle ne dure que quelques jours, ce n'est pas non plus dramatique. La beauté et la poésie ne se jugent pas seulement au fait que l'on a inscrit son palmarès sur des pyramides ou quelque chose de ce genre-là. Tant de gens sont heureux et on ne le sait pas et c'est ce qui est important. Je ne me place pas dans la dimension du temps. De ce "temps court" où se perçoivent les "réussites" sociales. Peut-être devrais-je encore, quand même, d'abord, compléter mon rapport à la littérature, à l'écriture et, ensuite, souligner *in fine* deux choses.

Il faut sans doute voir un attachement irréprouvable à l'écriture littéraire dans cette constante rédaction de bulletins, de périodiques, à l'INRA (à Versailles, au titre d'animateur culturel de l'association du personnel, entre 1959 et 1964, en Guadeloupe, au titre du conseil scientifique, puis de la cellule d'animation culturelle scientifique et technique, entre 1967 et 1994), et à l'Archipel des Sciences, de 1999 à 2007⁴⁵. Je ne suis toutefois pas satisfait de cette "littérature" plus ou moins grise, et je me suis trouvé en 1997 membre fondateur de la revue *Dérades*, "revue caribéenne de recherches et d'échanges", aux côtés de philosophes, écrivains, psychologues, historiens, critiques d'art...⁴⁶ Un évident affaiblissement du débat culturel nous a conduits à suspendre sa parution en 2005. Dans la mouvance de l'agitation socioculturelle locale du début de 2009, rajeunie, elle s'apprête à réparaître.

Des deux choses que je tiendrais à souligner *in fine*, la première est que dans ce témoignage il y a une manière de chronique à bâtons rompus mélangeant vie professionnelle, vie publique et vie privée, le naturel y gagne. La part de la vie privée est nécessairement limitée, notamment par la discrétion due aux autres, plus indiquée que dans les autres domaines mais, dans ce registre du privé, je crois avoir laissé de côté un élément de ma formation morale et philosophique dont ma vie professionnelle a pu garder la marque. Il s'agit d'un certain parcours intérieur, dont une étape importante est la manière dont j'ai traversé la crise existentielle de l'adolescence, d'autant que cette période recouvre l'époque de ma rencontre avec Aimé Césaire. Pour faire court, je dirai que de nombreux facteurs ont alors concouru à une tentation de refus du monde, m'inclinant à une religiosité monacale où le monastère de la Trappe m'a semblé un refuge possible. Teilhard de Chardin était alors de mes maîtres à penser mais l'approfondissement religieux m'a conduit plus tard, vers 1945-46, à des études comparatives des versions de la Bible où s'est amorcé un revirement critique notoire : en 1947, j'entrais à l'Union rationaliste, avec le parrainage d'Ernest Kahane, mon professeur de chimie, futur président de cette association. Quels alliages spirituels originaux me permirent de vivre intérieurement mes allégeances superposées au surréalisme et au rationalisme, à un certain mysticisme et au militantisme culturel scientifique, ce n'est pas le lieu d'en débattre... L'autre considération qu'il me paraît nécessaire d'apporter *in fine*, est la grande subjectivité, l'approche parfois émotionnelle même, dans ce témoignage où j'ai été amené, parfois, à revivre des moments forts de ma vie. Ce n'aura pas été comme devant un tribunal, la recherche de la vérité, toute la vérité... mais, comme il est dit souvent : la modeste contribution de "ma vérité", et à l'instant où elle fut exprimée... Je crois avoir dit l'essentiel avec vous. Je vous remercie. Je n'ai fait qu'essayer de traduire des choses très profondes que j'ai pu, hélas, parfois, mal exprimer...

ITEMS

Centre INRA Antilles-Guyane
 • Guadeloupe • Côte d'Ivoire
 • la Caraïbe • Afrique • Martinique
 • Petit-Bourg • domaine Duclos
 • Guinée • Montpellier • Versailles
 • Fort-de-France • Pointe-à-Pitre
 • Maroc • Cuba • Porto Rico
 • DOM-TOM • amélioration des plantes • génétique végétale • riz • maïs
 • herbe de Guinée • pangola
 • Digitaria • plantes maraichères
 • plantes vivrières • plantes fourragères
 • igname • canne à sucre • manioc
 • banane • patate douce • aracées
 • avoine • revue *Dérades* • revue *Caravelle* • Jardin créole • Archipel des sciences • cultures tropicales
 • Deuxième Guerre mondiale
 • tiers-monde • marxisme • colonies françaises • chlordécone • OGM
 • surréalisme • ORSTOM • CNRA
 • CIRAD • GERDAT • ESAAT • IRAT
 • IFAC • instituts tropicaux • Aimé Césaire • Henri Stehlé • Raymond Février • Charles-Marie Messiaen
 • Jean Bustarret • André Cauderon
 • Jean Rebischung • Jean Salette
 • Alain Kermarrec • René Ménil
 • Amiral Robert • Denis Degras
 • Lyssenko • René Nozeran
 • Paul Dommergues • Armand Arnoux
 • Jacques Bonfils • Jean Rettagliati
 • Jean Bulit • Albert Lefort • Bernard Digat • Mathurin Pulchéry • Henri Touvin • Yves-Marie Cabidoche
 • Jean Sabine • René Arsène Poitout
 • Joseph Manyri • Ernest Kahane
 • Roselise Accipé • Emmanuel Salmon-Legagneur • Teilhard de Chardin • D.G. (Pat) Coursey • Franck W. Martin